

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ADMINISTRATION LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 28 mai 1913, à 1 h. 1/2

PAR

PARLANGÉ

Président : M. PLANIOL, professeur-adjoint
Suffragants { *MM. LYON-CAEN, professeur*
LEFEBVRE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ADMINISTRATION LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

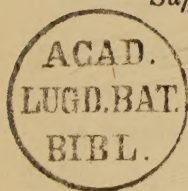
Présentée et soutenue le mercredi 28 mai 1913, à 1 h. 1/2

PAR

PARLANGE

Président : M. PLANIOL, professeur-adjoint

Suffragants { *MM. LYON-CAEN, professeur*
LEFEBVRE, professeur



PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1913

DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

INTRODUCTION

De tous temps, le législateur a pris sous sa protection ceux qui, à raison de leur âge, de leur état mental ou de circonstances particulières, sont incapables de se diriger eux-mêmes ou d'administrer leurs biens.

A Rome et dans notre ancien droit, comme de nos jours, la loi assurait la défense des intérêts du mineur, de l'aliéné, du faible d'esprit et de l'absent.

Diverses institutions de notre droit moderne, institutions qui toutes ont leur origine dans le droit romain, concourent à assurer la protection des incapables.

La multiplicité de ces institutions se justifie par le fait que l'incapacité a des degrés. Tandis, en effet, qu'il convient de protéger tout à la fois la personne et le patrimoine du mineur et de l'aliéné, il suffit de pourvoir à l'administration des biens de l'absent et de retirer au prodigue et au faible d'esprit le droit de disposer de leur fortune librement et sans contrôle.

C'est pourquoi le législateur a édicté en faveur des diverses catégories d'incapables des mesures de protection dont la nature et l'étendue correspondent à la nature et à l'étendue de chaque incapacité :

L'aliéné interdit est pourvu d'un tuteur qui veille sur lui et administre ses biens.

L'aliéné non interdit mais placé dans un asile est, quant à sa personne, du fait même de son internement, à l'abri de tout danger, mais il se trouve dans l'impossibilité de gérer sa fortune ; aussi la loi prévoit-elle qu'un administrateur provisoire pourra être nommé par le tribunal pour défendre ses intérêts.

Le faible d'esprit et le prodigue sont aptes à administrer leur patrimoine, mais le peu d'intelligence du premier et la prodigalité du second peuvent les conduire à le compromettre par des actes irréfléchis ou à le dissiper volontairement ; il convient donc qu'ils ne puissent passer les actes les plus dangereux tels que l'aliénation et l'emprunt sans l'autorisation d'une personne avisée et expérimentée qui les éclairera de ses conseils, et les empêchera au besoin de dilapider leur fortune ; ce rôle de surveillance est rempli par le conseil judiciaire.

En raison de son éloignement volontaire ou forcé, l'absent ne peut pourvoir à l'administration de sa fortune. Ses biens ne sont cependant pas laissés à l'abandon, car en attendant son retour, un admi-

nistrateur provisoire pourra être désigné pour prendre toutes mesures de nature à assurer leur conservation.

Le mineur, enfin, trouve dans la loi la protection qui lui est nécessaire ; les mesures édictées en sa faveur par le législateur varient d'ailleurs selon qu'il est ou non émancipé, et selon que ses père et mère sont décédés ou encore vivants.

Le mineur émancipé est présumé capable de se diriger lui-même et de gérer son patrimoine ; son âge voisin de celui de la majorité et sa maturité d'esprit permettent de penser qu'il saura administrer ses biens ; toutefois, le législateur estimant qu'il lui manque encore l'expérience des affaires le soumet, dans son propre intérêt, à la surveillance d'un curateur dont la mission est de l'assister et dont le consentement lui est nécessaire pour l'accomplissement de tout acte susceptible de porter atteinte à l'intégrité de sa fortune.

Quant aux mineurs non émancipés, ils constituent de toutes les catégories d'incapables la plus nombreuse. C'est pour ce motif que la loi les prend tout particulièrement sous sa protection. Le Code civil, suivant en cela l'exemple du droit romain, a, en effet, minutieusement réglementé les institutions qui tendent à assurer le gouvernement de leur personne et la sauvegarde de leur patrimoine.

Le mineur, dont le père ou la mère ou les deux parents sont décédés, est pourvu d'un tuteur qui veille sur lui et administre ses biens. Contre l'incapacité, la négligence ou l'infidélité de ce tuteur, il est très efficacement protégé : le législateur a soumis en effet le tuteur au contrôle du subrogé-tuteur, du conseil de famille et du tribunal ; de plus, il lui a imposé, dans l'intérêt du mineur, de multiples obligations et il a restreint ses pouvoirs par de nombreuses prohibitions : obligations de faire inventaire, de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, de faire emploi des capitaux, de vendre les meubles ; interdictions d'acheter les biens du mineur, de compromettre, de passer avec son pupille devenu majeur aucun traité avant d'avoir rendu compte de sa gestion, etc.

Le mineur non émancipé, dont les père et mère sont encore vivants, a tout autant besoin de protection que le mineur orphelin ; toutefois, il est dans une situation quelque peu différente, car il trouve en la personne de ses parents ses protecteurs naturels, protecteurs dont l'affection fondée sur le lien du sang est pour lui la plus sûre et la plus précieuse des garanties. Aussi est-ce à ces protecteurs naturels que la loi confie la garde de l'enfant et la direction de ses intérêts.

Elle leur impose toute une série d'obligations ou de devoirs dont ils sont tenus vis-à-vis du mineur et

elle leur confère des droits multiples sur sa personne et sur ses biens.

Ces droits et ces devoirs, dont l'ensemble constitue la puissance paternelle, sont : quant à la personne de l'enfant, le droit de garde, le droit et le devoir d'éducation, le droit de correction ; quant aux biens de mineur, le droit de jouissance légale, le droit et le devoir d'administration légale.

Seule l'administration légale fera l'objet de cette étude.

Depuis la loi du 6 avril 1910 qui a réglementé cette institution à laquelle le Code civil n'avait consacré qu'un texte obscur et incomplet, l'administration légale peut être définie : « le droit reconnu et le devoir imposé au père, à son défaut à la mère et exceptionnellement à un tiers d'administrer les biens personnels des enfants légitimes, mineurs, non émancipés, dont les deux auteurs sont encore vivants ».

Des termes mêmes de cette définition, il résulte que, pour qu'il y ait lieu à administration légale, il faut que quatre conditions soient réunies : il faut qu'il s'agisse d'un enfant légitime ou légitimé (1) ; il faut aussi que cet enfant soit mineur non émancipé ; il faut encore que les père et mère de ce mineur

1. A tous points de vue, le Code civil assimile l'enfant légitimé à un enfant légitime.

soient tous deux vivants; il faut enfin que l'enfant ait des biens. Or, il suffit de rapprocher les unes des autres ces diverses conditions pour se rendre compte que l'administration légale est une institution qui n'est appelée à fonctionner que dans des cas exceptionnels. Il est, en effet, peu fréquent de voir un enfant posséder des biens personnels du vivant de ses parents. C'est généralement par son travail ou par voie d'héritage qu'on acquiert un patrimoine de quelque importance. Or, d'une part, il est rare qu'un mineur exerce une profession lucrative et, d'autre part, si ses parents sont vivants, l'enfant ne recueille ordinairement pas les successions auxquelles il pourrait être appelé, car il est primé soit par son père, soit par sa mère, dont le degré de parenté avec le défunt est plus rapproché que le sien.

On peut dire qu'en général les premiers biens qu'acquiert un mineur sont ceux qu'il recueille dans la succession du premier mourant de ses père et mère.

Ainsi donc, tandis que l'enfant dont un des parents est décédé a habituellement un patrimoine, celui dont les père et mère sont encore vivants ne possède ordinairement rien en propre.

Il en résulte que si la tutelle est une institution d'une importance pratique considérable, il n'en est pas de même de l'administration légale.

Toutefois, il ne faudrait pas croire que l'étude à laquelle nous allons procéder ne présente qu'un

intérêt purement théorique. Si, en effet, les cas d'administration légale sont plus rares que les cas de tutelle, ils sont cependant assez fréquents, et la multiplicité des jugements et arrêts rendus par les cours et tribunaux à l'occasion des contestations auxquelles donnait naissance l'insuffisance de l'ancien article 389 du Code civil démontre clairement que le nombre des enfants mineurs, qui, du vivant de leurs père et mère, possèdent des biens, est plus élevé qu'on ne serait au premier abord porté à le supposer.

Quels sont donc ces biens et par suite de quelles circonstances le mineur peut-il être conduit à les acquérir ?

L'enfant peut, tout d'abord, et c'est peut-être le cas le plus fréquent dans la pratique, recevoir des biens par donation ou par testament. Tantôt c'est un parent ou un ami qui, désireux de lui manifester son affection, lui fait une donation ou le comprend au nombre de ses légataires ; tantôt c'est un aïeul qui, redoutant que son fils dissipe sa fortune, lègue à son petit-fils la quotité disponible.

Le mineur peut aussi recueillir des biens dans une succession *ab intestat*, soit dans la succession d'un frère ou d'une sœur prédécédés (art. 748-751 C. civ.), soit dans la succession de tout autre parent si son père, à qui cette succession était échue, est renonçant (art. 786 du C. civ.), ou indigne (art. 730 du C. civ.).

L'enfant peut encore avoir été victime d'un délit

ou d'un accident et avoir obtenu, par voie de justice ou d'arrangement amiable, en réparation du préjudice qui lui a été causé, une somme d'argent à titre de dommages-intérêts.

Il peut également, si avec ses petites économies son père lui a acheté une obligation à lot ou un billet de loterie, acquérir par l'effet d'un heureux hasard un capital plus ou moins considérable.

Il peut, enfin, s'enrichir par son travail. Sans doute il est rare qu'un mineur exerce une profession très lucrative (1), mais il n'en est pas moins vrai que, par la pratique des arts, un adolescent qui a du talent peut s'assurer de gros revenus, et on a vu souvent au cours de ces dernières années des jeunes gens qui n'avaient pas encore atteint l'âge de la majorité s'adonner à des sports, qui par leur nouveauté et leur hardiesse passionnaient les foules, et remporter dans les concours auxquels ils participaient des prix d'une valeur parfois considérable.

Tous les biens ainsi acquis par le mineur, biens provenant de libéralités, biens recueillis par voie de succession, sommes allouées à titre de dommages-intérêts, produits de l'exercice d'une profession, tous

1. Un mineur peut être à la tête d'une industrie ou d'un commerce très important ; mais comme la profession de commerçant ne peut être exercée que par un majeur ou par un mineur émancipé (art. 487 du C. civ. et 2 du C. de com.), les biens d'un mineur commerçant ne sont jamais soumis à l'administration légale.

ces biens, quelle que soit leur origine, sont soumis à l'administration légale.

Dans les chapitres suivants nous retracerons le développement historique de cette administration et nous en étudierons le fonctionnement, mais peut-être convient-il, auparavant, d'en rechercher la nature et d'en indiquer les caractères principaux.

L'administration légale est un attribut de la puissance paternelle. Si, en effet, elle n'est pas inséparable de l'ensemble de droits et de devoirs qui constituent la puissance paternelle, du moins elle se rattache étroitement à cette dernière par les conditions dans lesquelles elle est exercée, par son origine historique et par les motifs qui ont conduit le législateur à en faire une institution distincte de la tutelle.

Tout d'abord, on peut observer que, normalement, elle appartient au père, c'est-à-dire à celui des époux qui, seul, pendant le mariage, est investi de la puissance paternelle et qu'elle suit ordinairement le sort de cette dernière : elle passe, en effet, de plein droit, à la mère, quand celle-ci est appelée à exercer les prérogatives de la puissance paternelle aux lieu et place de son mari, interdit ou absent.

Vainement on objectera que, dans nombre de cas, l'administration légale peut être confiée à une personne qui n'est pas investie du droit de puissance paternelle et qu'elle prend fin à la mort d'un des époux,

alors que la puissance paternelle subsiste. Il suffira de répondre que sans doute l'administration légale n'est pas inséparable des autres droits qui constituent la puissance paternelle, mais que c'est là le cas de plusieurs des attributs de cette dernière, que, notamment, après le divorce, le droit de garde peut être dévolu à la mère ou même à un tiers (art. 302 du C. civ.), que la mère survivante, qui contracte un second mariage, perd le droit de jouissance légale tout en restant investie des autres droits de la puissance paternelle (art. 386 du C. civ.), que le père veuf et remarié et la mère veuve ne peuvent plus user du droit de correction que sous certaines conditions qui en restreignent l'exercice (art. 380 et 381 du C. civ.). Du fait que son sort n'est pas indissolublement lié à celui de la puissance paternelle, on ne saurait conclure que l'administration légale n'est pas un attribut de cette dernière. Tout ce qu'on peut en déduire c'est qu'elle n'est pas un attribut essentiel et indispensable, mais seulement un attribut naturel de la puissance paternelle.

Au surplus, l'histoire du droit d'administration légale montre clairement que ce droit a sa source et sa raison d'être dans le droit de puissance paternelle, qu'il est une conséquence de l'autorité de tout temps reconnue au père sur ses enfants.

Ainsi que nous l'exposerons dans le chapitre premier de la première partie de cette étude, le droit

romain primitif ne reconnaissait pas aux enfants *in patria potestate* la capacité d'avoir des biens personnels. Le patrimoine du *paterfamilias* s'enrichissait de tout ce que pouvaient acquérir les personnes en puissance. Plus tard, lorsque les empereurs décidèrent que le *filiusfamilias* pourrait posséder des biens en propre, ils laissèrent au père l'administration et l'usufruit de ces biens. Le droit d'administration ainsi attribué au *paterfamilias* différait essentiellement de la tutelle. Tandis que cette dernière avait pour objet unique d'assurer la conservation du patrimoine d'un enfant trop jeune pour gérer lui-même sa fortune, le père n'exerçait son droit d'administration que dans son propre intérêt. Ce qui le prouve, c'est que la durée de cette administration n'avait d'autre limite que la durée de la vie du père et que, si ce dernier émancipait volontairement son fils, celui-ci devait lui abandonner une partie de ses biens en quelque sorte à titre d'indemnité.

A Rome, le droit d'administration du père était donc un vestige du droit de propriété anciennement reconnu au *paterfamilias* sur tous les biens acquis par les personnes *in sua potestate*. D'autre part, en droit germanique comme en droit romain, le père a commencé par être propriétaire des biens acquis par ses enfants avant d'en devenir simple administrateur. Le pouvoir d'administration du père apparaît donc, là encore, comme ayant son origine et son fonde-

ment dans l'autorité absolue qu'avait jadis le chef de la famille sur toutes les personnes qui composaient sa maison et sur tous les biens qui en dépendaient.

Plus tard, dans notre ancien droit coutumier, la *légitime administration*, institution qui correspond à notre moderne administration légale, est incontestablement un attribut de la puissance paternelle; elle ne prend fin qu'avec cette dernière et n'est jamais exercée que par le père seul investi de l'autorité paternelle (1).

Enfin, il n'est pas douteux que les rédacteurs du Code civil considéraient le droit d'administration légale comme un de ceux dont la réunion constitue la puissance paternelle. Nous verrons, en effet, que si les dispositions réglementant l'administration légale figurent dans le Code au titre de la tutelle et non au titre de la puissance paternelle, c'est là la conséquence d'une inadvertance du législateur. Celui-ci, au surplus, semble bien s'être proposé, en instituant l'administration légale, non seulement de pourvoir à la gestion des biens des mineurs, mais encore de renforcer l'autorité du père de famille en lui donnant tout à la fois le gouvernement de la personne de ses enfants et l'administration de leur

1. Guy Coquille avait très bien discerné que la légitime administration était inséparable de la puissance paternelle : « La mère, enseignait-il, ne peut avoir la légitime administration, car elle ne peut avoir ses enfants en sa puissance. »

patrimoine et en l'affranchissant du contrôle du conseil de famille que la loi impose au tuteur.

Le législateur de 1910, enfin, ne paraît pas avoir eu l'intention de modifier la nature de l'administration légale ; il s'est borné à réglementer le fonctionnement de cette institution, sans en changer le caractère.

A notre avis, l'administration légale est donc encore aujourd'hui, comme autrefois, un attribut de la puissance paternelle, et de ce fait résultent diverses conséquences :

Tout d'abord, on doit admettre que les dispositions qui règlent le fonctionnement de l'administration légale sont d'ordre public comme toutes celles qui réglementent la puissance paternelle. Par suite, il n'est pas possible de déroger à ces dispositions par des conventions particulières et, notamment, il y aurait lieu de considérer comme nulle la convention par laquelle deux époux, dans leur contrat de mariage ou par tout autre acte, décideraient que la mère ou un tiers administrerait à la place du père les biens des enfants (1). Ainsi que nous l'établirons ultérieurement, l'administration légale ne peut être exercée par la mère ou par une tierce personne que dans des cas limitativement énumérés par la loi.

D'autre part, participant de la nature de la puis-

1. Lyon, 13 mars 1897. Pand. fr., 1899, 2, 321.

sance paternelle, l'administration légale est comme cette dernière tout à la fois un droit et une charge.

Celui des père et mère qui en est investi a le devoir de l'exercer et il ne peut même pas demander à en être déchargé par décision de justice.

Enfin, étant un attribut de la puissance paternelle, l'administration légale doit être considérée comme une institution nettement distincte de la tutelle dont elle diffère non seulement par les règles de son fonctionnement, mais encore par sa nature et dont elle ne se rapproche que par son objet.

Les principes que nous venons de poser ont une importance exceptionnelle et nous aurons, au cours des développements qui vont suivre, fréquemment l'occasion d'en faire l'application.

Nous diviserons notre étude en deux parties.

La première sera consacrée à l'historique de l'administration légale et comprendra trois chapitres :

Dans le chapitre premier nous rechercherons les origines historiques de l'administration légale dans le droit romain, le droit germanique et l'ancien droit français et nous rappellerons dans quelles circonstances les dispositions légales qui constituaient l'ancien article 389 ont été insérées dans le Code civil.

Le chapitre II sera consacré à l'étude du fonctionnement de l'administration légale sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil.

Dans le chapitre III, nous examinerons les projets de réglementation nouvelle qui ont été successivement élaborés et nous retracerons les travaux préparatoires de la loi du 6 avril 1910.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude de l'administration légale telle que la loi du 6 avril 1910 l'a réglementée ; elle comprendra cinq chapitres.

Dans le premier nous indiquerons quelle est la portée de la loi nouvelle ; dans le deuxième nous rechercherons par qui est exercée l'administration légale ; dans les trois derniers, enfin, nous traiterons successivement des pouvoirs de l'administrateur, de ses obligations et des causes d'extinction de l'administration légale.

PREMIÈRE PARTIE

Historique de l'administration légale

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE L'ADMINISTRATION LÉGALE DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'A LA PROMULGATION DU CODE CIVIL.

Toutes les législations qui ont reconnu au fils de famille la capacité d'avoir un patrimoine propre ont conféré au père le pouvoir d'administrer les biens personnels de ses enfants.

Toutefois, nous nous bornerons à étudier brièvement celles des institutions du droit romain et de l'ancien droit français dont les rédacteurs du Code civil et le législateur 1910 se sont inspirés pour réglementer l'administration légale.

§ 1. — DROIT ROMAIN

A Rome, le fils de famille est étroitement soumis à la *patria potestas*. A l'origine, le *paterfamilias* jouit

d'une autorité absolue qui s'étend pareillement sur tout ce qui dépend de sa maison, hommes et choses; seul, il possède une capacité juridique complète; seul, il peut être propriétaire.

Comme conséquence de cette omnipotence du chef de la famille, le fils ne peut rien acquérir pour lui-même; le produit de son travail tombe dans le patrimoine du père, qui s'enrichit ainsi *per filium*, même à son insu (1).

Tant que vit le *paterfamilias*, le fils reste dans la même situation subordonnée, quel que soit son âge: il est *alieni juris*, c'est-à-dire qu'il est censé ne former qu'une seule et même personne avec son père qui résume en lui toute la capacité juridique de la famille et qui a sur ses enfants des droits analogues à ceux qui lui appartiennent sur ses esclaves.

En résumé, le fils ne peut ni acquérir, ni aliéner, ni ester en justice, si ce n'est pour le compte du père. Celui-ci, il est vrai, lui confie parfois un certain pécule, mais l'enfant n'a sur les biens compris dans ce *peculium profecticiū* (*peculium a patre profectum*) aucun droit de propriété; il se borne à les administrer sous la surveillance du *paterfamilias* qui pourra, quand bon lui semblera, lui en retirer la gestion et à qui, à la mort du fils, ils

1. Gaius, *Institutiones*, II, 86-87.

feront retour de plein droit non pas *jure hereditario*, mais bien *jure peculii*.

Plus tard, à mesure que les mœurs s'adoucissent et que la civilisation romaine s'affine, le droit absolu du *paterfamilias* s'atténue. On commence à reconnaître au fils la capacité d'avoir un patrimoine distinct de celui du père. Le premier pas dans cette voie est fait par Auguste (1), qui, pour se concilier l'esprit des troupes et récompenser le dévouement de ceux qui ont combattu pour assurer son accession au pouvoir, accorde aux soldats des droits particuliers sur les biens par eux acquis dans le métier des armes. Ces biens (armes, chevaux, solde, part de butin) constituent le *peculium castrense* (2) et sont soustraits à l'administration du *paterfamilias*. Le fils a sur eux des droits assez étendus ; il peut les aliéner entre vifs, il peut en disposer par testament tant qu'il reste soldat, jusqu'à Hadrien, et même après avoir quitté le service, depuis Hadrien ; mais il n'en est pas réellement propriétaire, car, s'il meurt sans testament, ces biens reviennent au père *jure peculii* et non pas *jure hereditario* (3).

Suivant l'exemple donné par Auguste, les empe-

1. Ulpien, 20, 10.

2. Dig., 49, 17, *De Castrensi peculio*, 11.

3. *Si filius familias miles decesserit, si quidem intestatus : bona ejus non quasi hereditas, sed quasi peculium patri deferuntur.*
Dig., 49, 17, 2.

reurs du bas empire créent le *peculium quasi castrense*, qui comprend les biens acquis par le fils de famille dans l'exercice de certaines fonctions publiques (biens recueillis au service du prince, de l'État, de l'Église) et qui, en l'an 320 ap. J.-C., est assimilé au *peculium castrense* par Constantin (1).

C'est sous cet empereur que, pour la première fois, un véritable droit de propriété est reconnu au fils sur les biens par lui recueillis dans la succession de sa mère (*bona materna*) (2).

Sans doute, avant Constantin et depuis un *sénatus-consulte* rendu sous Marc-Aurèle (3), les enfants étaient déjà héritiers légitimes de leur mère, mais les biens que celle-ci leur laissait ne restaient pas entre leurs mains et tombaient dans le patrimoine du père. Ce dernier en devenait propriétaire et pouvait, en toute liberté, les aliéner, les dissiper, les donner ou les léguer. De plus, s'il mourait sans testament, ces biens étaient compris dans sa succession et étaient également répartis entre tous ses héritiers ; par suite, le fils, qui avait enrichi son père de tout ce qu'il avait recueilli dans la succession de sa mère, ne recevait pas une part plus forte que celle des enfants d'un autre lit (4). Cette conséquence de la règle que

1. Cod., 12, 31, *De Castrensi omnium palatinorum peculio*.

2. Code 6, 60, *De bonis maternis et materni generis*, 1.

3. S.-C. *Orfitien* rendu sous le règne de Marc-Aurèle et Commode, en l'an 178 ap. J.-C.

4. V. Girard, *Manuel élém. de droit romain*, 4^e édition, p. 140:

le *paterfamilias* acquiert *per filium* devait être jugée inique à une époque où on ne reconnaissait plus à la *patria potestas* le caractère d'une puissance sans limites conférée au père dans son intérêt exclusif. Aussi Constantin décide-t-il que le *filius familias* restera propriétaire des biens qui lui seront laissés par sa mère (1) ; le père n'a plus, sur ces biens, qu'un droit d'administration et d'usufruit.

Les empereurs suivants assimilèrent aux *bona materna* les biens provenant à l'enfant soit des parents de sa mère (*bona materni generis*) (2), soit de son conjoint, soit encore de son fiancé (3).

Justinien, enfin, achève l'œuvre commencée par ses prédécesseurs en reconnaissant au fils de famille un droit de propriété sur tous les *bona adventicia*, c'est-à-dire sur tous les biens qu'il peut acquérir *ex quibus cumque causis* et qui ne font pas partie des pécules *castrens*, *quasi-castrens* ou *profectice* (4). L'antique principe que le père acquiert *per filium* est désormais aboli.

Le fils est bien réellement propriétaire des *bona adventicia* qui, s'il meurt, ne font pas retour à son

1. Code 6, 60, 1.

2. Code 6, 60.

3. Code 6, 61. *De bonis quæ liberis in potestate patris constitutis ex matrimonio, vel alias causas adquiruntur et eorum administratione*, 1.

4. Code 6, 61, 6. — V. Girard, *Manuel élém. de droit romain*, 4^e édit., p. 140.

paterfamilias jure peculii et sont dévolus à ses héritiers naturels suivant un ordre successoral dans lequel le père n'occupe que le troisième rang (1).

Toutefois, tant qu'il reste *alieni juris*, l'enfant n'a pas le plein exercice de son droit de propriété ; il n'est que nu propriétaire des *bona adventicia* et il n'a même pas sur eux tous les droits d'un nu propriétaire, car il ne peut pas les aliéner entre vifs sans le consentement de son père et ne peut en disposer *mortis causa* même avec l'assentiment du *paterfamilias* (2).

Celui-ci a sur le patrimoine propre de ses enfants des droits dont il convient de préciser la nature et l'étendue. Ces droits se rapprochent, en effet, de ceux que la loi moderne accorde au père administrateur et usufruitier des biens de ses enfants mineurs et leur étude rentre, par suite, dans le cadre de notre sujet.

Le *paterfamilias* a sur les *bona adventicia* un droit de jouissance et un droit d'administration.

Ses pouvoirs sont très larges, car il a *plenissimam potestatem uti, frui gubernareque* (3).

Comme usufruitier, il est dispensé de fournir caution et de faire inventaire (4).

1. Code 6, 61, 3.

2. Code 6, 61, 8, § 5.

3. Code 6, 61, 6, § 2. — V. également C. 6, 60, 1.

4. Code 6, 61, 8, § 4 *in fine*.

Comme administrateur, il jouit d'une liberté presque sans limites : il a les biens en sa possession et il les gouverne comme bon lui semble ; sous aucun prétexte, le fils ne peut l'empêcher de les gérer à sa guise : *Et nullo modo audeat filius familias, vel filia, vel deinceps personæ eum in cujus potestate sunt, easdem res tenere, aut quomodo voluerat gubernare* (1).

Le père peut faire tous actes d'administration ; il a l'exercice de toutes les actions, aussi bien de celles relatives à la propriété que de celles concernant la jouissance ; toutefois, c'est lui qui supporte les frais des procès engagés (2) et il ne peut ester en justice sans le consentement de son fils, à moins que ce dernier soit absent ou *in prima ætate* (3).

Enfin, ses droits sur les *bona adventicia* sont limités par la double interdiction d'aliéner et d'hypothéquer, sauf en cas de nécessité absolue ou d'avantage évident pour l'enfant (4).

En ce qui concerne la responsabilité encourue dans sa gestion par le *paterfamilias*, il y a lieu de distinguer suivant l'origine des biens. Une situation privilégiée est faite aux *bona maternis generis* et aux *lucra nuptialia*. Leur restitution, après le décès du père,

1. Code 6, 61, 6, § 2.

2. Code 6, 61, 8, § 3.

3. Code 6, 61, 8, § 3.

4. Code 6, 61, 4. — Code 6, 61, 6, § 2. — Code 6, 61, 8, § 5.

est assurée par le droit accordé au fils d'invoquer la nullité des aliénations irrégulièrement consenties par le *paterfamilias* (1).

Celui-ci doit d'ailleurs rendre compte de sa gestion, il répond de toute faute par lui commise dans l'administration de ces biens (2), et, si ceux-ci ont péri, il a charge de faire la preuve que leur perte n'est pas le résultat de son imprudence ou de sa négligence. Sa responsabilité est rendue effective par une hypothèque tacite et générale (3).

Pour les autres *bona adventicia*, le père est dispensé par Justinien d'en rendre compte et la réparation des fautes qu'il a pu commettre en les administrant n'est garantie par aucune hypothèque : *Non autem hypothecam filiifamilias adversus res patris viventis adhuc, seu jam mortui sperare audeant, nec ratiocinia ei super administratione infere* (4).

Cependant, si le *paterfamilias* a laissé dépérir ou a dilapidé le patrimoine de son fils, il semble que celui-ci soit admis à en faire la preuve et à demander à être indemnisé du préjudice qui lui a été causé ; il pourra d'ailleurs, en tous cas, invoquer la

1. Code 6, 60, 1. La nullité des aliénations irrégulièrement consenties par le *paterfamilias* est imprescriptible.

2. Code, 6, 60, 1.

3. Code, 6, 61, 6.

4. Code, 6, 61, 6, § 2.

nullité des aliénations consenties et des hypothèques constituées par le père.

Il convient d'ajouter que si, en principe, le fils n'a, du vivant du *paterfamilias*, ni la jouissance ni l'administration des *bona adventicia*, cette règle souffre cependant une double exception :

D'une part, en effet, le *filiusfamilias* peut être émancipé par son père ; il devient alors *sui juris* et a désormais sur ses biens adventices tous les droits qui sont la conséquence de la pleine propriété ; toutefois, dans le but de développer la pratique de l'émancipation, Constantin avait permis au père qui émancipait son enfant de garder en toute propriété le tiers des *bona adventicia*, mais Justinien décida qu'à l'avenir le *paterfamilias* n'aurait droit qu'à l'usufruit de la moitié des biens de son fils émancipé (1) ; celui-ci conserve donc tous les droits qu'il avait antérieurement sur les *bona adventicia* et il acquiert, en outre, par le fait de son émancipation, la pleine propriété de la moitié de ces biens.

D'autre part, enfin, à la seule condition d'être *perfectæ ætatis*, l'enfant même *alieni juris* a l'entière propriété d'une catégorie particulière de biens adventices qui porte la dénomination de *peculium adven-*

1. Code, 6, 61, 6, § 3.

ticiam irregulare (1) et comprend :

1° Les biens légués ou donnés au *filiusfamilias* sous la condition que le père n'en aura pas l'usufruit (2) ;

2° Ceux qui font partie des successions ou donations que le fils a acceptées à ses risques et périls sans l'assentissement de son père (3) ;

3° Ceux attribués par la loi aux enfants dont les parents ont divorcé sans motifs sérieux (4) ;

4° Ceux qui sont compris dans un *fideicommiss* que le père devait remettre à son fils et dont la jouissance lui a été retirée parce qu'il le dissipait (5).

En résumé, dans le dernier état du droit romain, le *paterfamilias* a, sauf exceptions, sur les biens de ses enfants, un droit d'administration qui présente une certaine analogie avec celui attribué, de nos jours, au père de famille, mais qui en diffère par son fondement et sa durée.

En effet, l'administration légale, telle que l'ont conçue les rédacteurs du Code civil, a le caractère d'une institution protectrice dont l'objet principal

1. Le fils a sur les *bona adventicia extraordinaria* tous les droits d'un propriétaire à l'exception d'un seul : il ne peut pas disposer de ces biens par testament (Code 6, 22, 11).

2. Nov. 117, ch. 1^{re}. Si l'enfant est *minor ætate*, ces biens sont administrés soit par la personne choisie à cet effet par le donateur ou testateur, soit par un curateur, désigné par le juge.

3. Code 6, 61, 8, § 1.

4. Nov. 134, ch. 11.

5. Dig. 36, 1, 50.

est la sauvegarde du patrimoine de l'enfant ; par suite, les pouvoirs du père prennent fin dès que le fils devenu majeur est apte à gérer lui-même sa fortune.

A Rome, au contraire, c'est dans son propre intérêt et en vue d'exercer plus commodément son droit d'usufruit que le *paterfamilias* administre les biens adventices de ses enfants ou petits-enfants ; le droit d'administration que Constantin et Justinien lui reconnaissent est un vestige du droit de propriété qu'il avait, à l'origine, sur tous les biens acquis par les personnes soumises à sa *patria potestas*.

L'administration du *paterfamilias* n'a donc pas pour objet la protection des intérêts de l'enfant ; aussi dure-t-elle non seulement tant que le fils est *imperfectæ ætatis*, mais encore tant qu'il reste *alieni juris*.

§ 2. — DROIT GERMANIQUE

« La Gaule conquise par les Romains avait été promptement et profondément romanisée. Par le fait même de la conquête, selon le droit de la guerre tel que le connut l'antiquité, elle avait perdu la jouissance de son droit national (1).

1. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, page 4.

De nombreux colons romains étaient venus s'installer sur le territoire de la nouvelle province et ils y avaient apporté les mœurs et la civilisation de leur patrie ; les Gaulois vaincus avaient très vite délaissé leurs vieilles institutions pour adopter celles de leurs vainqueurs.

Au v^e siècle, au moment où les barbares allaient s'établir sur le sol gaulois, le droit romain s'était, tout au moins dans la partie méridionale de la Gaule, complètement substitué aux anciennes coutumes celtiques.

« Les Germains, en envahissant la Gaule, trouvant dans ce pays une civilisation plus développée que la leur, n'osèrent traiter les Gallo-Romains en esclaves et s'installèrent près d'eux, s'emparant des terres qui leur étaient nécessaires (1). »

Ils avaient leurs lois, leurs mœurs et leurs usages ; ils les gardèrent, mais ils laissèrent aux vaincus la faculté de conserver les leurs ; le droit romain survécut donc à la domination romaine, grâce au système de la personnalité des lois.

Longtemps la législation romaine et les coutumes germaniques coexistèrent ; mais peu à peu, à mesure que s'opérait la fusion des races, le principe de la personnalité des lois s'affaiblit ; dans les provinces

1. François Gasnier, *De la puissance paternelle quant aux biens*, p. 151.

du midi, qui avaient été longtemps et très étroitement soumises à la domination latine et où la population d'origine gallo-romaine était nombreuse, le droit romain finit par régir tous les habitants (1); au contraire, dans les autres parties de la Gaule où les descendants des envahisseurs étaient en majorité, la législation romaine cessa de s'appliquer et il se forma un droit coutumier auquel les rédacteurs du Code civil ont fait de multiples emprunts. Ce droit coutumier, dans lequel on trouve, sous le nom de *légitime administration*, une institution qui est l'origine de notre moderne administration légale, a sa source première dans les vieilles coutumes germaniques à l'étude desquelles il convient, par suite, de consacrer quelques brefs développements.

César, dans son livre *De bello gallico* (2), et Tacite, dans son traité *De situ, moribus et populis germaniæ*, ont décrit les mœurs des peuplades germaniques avant les invasions.

A cette époque, les Germains ne connaissent pas encore la propriété individuelle : les champs appar-

1. Il convient de remarquer que le droit romain pratiqué en Gaule avant les invasions était celui du Code théodosien. Les Gallo-Romains n'ont donc jamais connu les perfectionnements que Justinien apporta ultérieurement au régime des biens adventices. La législation de Justinien ne pénétra dans le Midi de la France que longtemps après les invasions et, sans doute, au *xvi^e* siècle seulement.

2. Livre IV, ch. I. et suiv., livre VI ch. XXI et suiv.

tiennent collectivement à la tribu ou au clan, la maison collectivement à la famille (1). Seuls les objets mobiliers sont susceptibles d'appropriation individuelle.

La famille est très fortement constituée; ses membres sont unis par une étroite solidarité (2); elle a pour chef le père dont l'autorité désignée sous le nom de *mundium* s'étend sur toutes les personnes qui vivent sous son toit: esclaves, femmes et enfants. Ces derniers sont donc soumis à la toute-puissance du père qui, à l'origine, avait sans doute, sur eux droit de vie et de mort (3).

Primitivement, le *mundium* devait présenter une grande analogie avec la *patria potestas* romaine, mais, vraisemblablement, il n'en est déjà plus ainsi au temps de Tacite. A cette époque, en effet, le *mundium* a, semble-t-il, le caractère d'un pouvoir protecteur qui s'exerce dans l'intérêt des enfants (4). C'est

1. César, *De bello gallico*, VI, 22.

2. Tacite, 21. *Suscipere tam inimitias seu patris, seu propinqui quam amicitias necesse est.*

3. Du Plessis de Grénédan, *Histoire de l'autorité paternelle*, p. 94.

4. Dans son *Histoire de l'autorité paternelle dans l'ancien droit français*, p. 122 et suivantes, M. du Plessis de Grénédan a essayé de démontrer qu'avant les invasions, le *mundium* n'avait pas le caractère d'une puissance tutélaire; mais les arguments qu'il a fait valoir à l'appui de son opinion ne semblent pas devoir être considérés comme décisifs.

pour le compte de ceux-ci aussi bien que pour son propre compte que le père gère le patrimoine familial. S'il administre librement les biens qui sont la propriété collective de la famille, du moins il ne peut ni les léguer, ni peut-être même en disposer entre vifs (1) ; il ne peut donc pas priver de sa part d'héritage le fils qui se trouve ainsi être, en fait, co-propriétaire des biens familiaux. L'enfant, au surplus, n'est pleinement soumis à l'autorité paternelle que pendant son jeune âge. Dès qu'il est majeur, c'est-à-dire dès qu'il est assez fort pour porter les armes, il se trouve vis-à-vis du père dans une situation moins dépendante ; il peut dès lors posséder en propre certains biens : ses armes, son cheval de guerre (2), sa part du butin, les dons qu'il a reçus à l'occasion de son admission au nombre des guerriers, les présents qui lui ont été offerts par le chef dont il est le compagnon. Sur tous ces biens, il a un entier pouvoir d'administration et de disposition (3), un véritable droit de propriété."

Sans doute ce droit de propriété est très restreint quant à son objet, mais il a cependant une certaine importance à une époque où la propriété immobilière affecte toujours la forme de la propriété col-

1. V. François Gasnier, *De la puissance paternelle quant aux biens*, p. 135.

2. Tacite, *Germania*, 27.

3. Tacite, *Germ.*, 5. 24.

lective et où la fortune mobilière n'a pas encore acquis une grande extension.

Enfin, il semble que le fils peut se soustraire entièrement au *mundium* en quittant, soit de sa propre autorité, soit avec le consentement de son père, la maison paternelle. Peut-être même est-il d'usage de donner à l'enfant qui s'établit une part des biens familiaux.

Après les invasions, les germains voient leurs institutions familiales se transformer : le *mundium* devient, de plus en plus, un pouvoir protecteur. Les droits de l'enfant sur le patrimoine familial se précisent. Le régime de la propriété collective subsiste : le père conserve toujours la gestion des biens qui sont la propriété indivise de tous les membres de la famille ; mais le fils acquiert le droit d'intervenir dans l'administration de ces biens dont il est co-propriétaire. En effet, le père ne peut les aliéner sans le consentement de ses enfants (1) ; la loi Burgonde, notamment, lui interdit tout acte de disposition : il ne peut librement disposer que de ce qui lui reste des biens familiaux, après qu'il les a partagés avec ses enfants (2). Ceux-ci peuvent d'ailleurs avoir un patrimoine propre qui comprend, non seulement les

1. François Gasnier, *De la puissance paternelle quant aux biens*, p. 158 et suiv.

2. *Si quis burgondiis filios habet, tradita filiis portione de eo quod sibi reservaret, vendere cui voluerit liberam potestatem.*

armes et autres objets à leur usage personnel, dont les vieilles coutumes germaniques leur reconnaissaient déjà la propriété, mais encore les biens qu'ils recueillaient dans la succession de leur mère.

Sur ces biens, le père a un droit d'administration et de jouissance, droit qu'on ne saurait considérer comme un véritable usufruit, car, ainsi que l'a fait remarquer M. Bernard (1), « les lois barbares n'avaient pu s'élever jusqu'à une théorie abstraite pour distinguer le démembrement en usufruit et en nue propriété ; elles ne connaissaient que la propriété : le père en était donc investi tant que le fils était incapable, *usque ad perfectam ætatem* ; il exerçait pour le compte du mineur tous les droits qu'elle confère et supportait toutes les charges qu'elle entraîne ». Le droit de propriété ainsi exercé par le père est d'ailleurs limité dans l'intérêt des enfants : le père ne peut ni donner ni vendre les biens de son fils. La loi salique dit, en effet : *Si tamem filii parvoli sunt, usque ad perfectam ætatem, anterioris uxoris (bona)... liceat patri judicare, sic vero de his nec vendere nec donare presumat* (2).

La loi des Wisigoths impose au père qui se remarie l'obligation de dresser un inventaire des biens de ses enfants (3).

1. Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle en France*, p. 62.

2. *Lex Sal.*, titre VIII, *Capita extravagantia*.

3. *Lex Wisig.*, IV. 2. C. 13.

D'ailleurs, si les filles restent pendant toute leur vie soumises au *mundium*, il n'en est pas de même des fils. Très souvent, en effet, dès qu'ils sont en âge de s'établir, le père les émancipe, les met *hors de mainbournie* (1), en leur abandonnant leur part dans les biens patrimoniaux.

De plus, sinon chez tous les peuples d'origine germanique, tout au moins chez les Wisigoths, le fils majeur (2) n'est plus soumis au *mundium* ; il est désormais dans la situation d'un chef de famille et il a la pleine propriété des biens ou d'une partie des biens qu'il a recueillis dans la succession de sa mère (3).

En outre, la loi des Wisigoths décide que, si ses enfants contractent mariage avant d'avoir atteint l'âge de la majorité, le père doit leur restituer leurs biens (4).

Enfin, chez les Francs, quand le père se remarie, il ne conserve ses droits sur les biens personnels de ses enfants que jusqu'à leur majorité (5).

1. *Lex Wisig.*, 5, t. I, § 6. *Lex Burg.*, 12. 2.

2. La majorité est fixée, par la loi des Burgondes, à quinze ans. *Lex Burg.*, 87. 1), par la loi des Wisigoths à vingt ans (*Lex Wisig.*, IV, 2. C. 13).

3. Chez les Wisigoths, quand le fils atteint sa vingtième année, son père lui restitue la moitié des biens qui lui proviennent de sa mère (*Lex Wisig.*, IV, t. II, § 13).

4. *Lex Wisig.*, IV, 2. C. 13. *Quam filliis duxerit uxorem aut filia maritum acceperit, statim a patre de rebus maternis suam accipiat portionem.*

5. Loi salique. *Cap. extrav.*, t. VII.

En résumé, le droit germanique reconnaît expressément aux enfants soumis au *mundium* la capacité d'avoir un patrimoine propre dont le père a l'administration.

§ 3. — ANCIEN DROIT FRANÇAIS

I. — *Pays de droit écrit.* — Dans le midi de la France, les coutumes germaniques ne tardent pas à tomber en désuétude ; dès le ^xⁱ^e siècle (1), le droit romain subsiste seul et il reste en vigueur jusqu'à la Révolution. Pendant toute la durée de l'ancien régime, une très grande partie de la France est donc régie par la législation de Théodose et de Justinien que les coutumes locales et les édits royaux (2) ont à peine modifiée.

L'antique *patria potestas* conserve tous ses anciens caractères. Comme au temps de la domination romaine, elle est perpétuelle et ne prend fin que par la mort ou la déchéance (3) du père ou bien encore par l'émancipation expresse ou tacite (4) du fils.

1. Esmein, *Cours élém. d'histoire de français*, p. 673 et suiv.

2. Les édits royaux avaient force de loi aussi bien dans les pays de droit écrit que dans les pays de droit coutumier.

3. La déchéance résulte de la condamnation du père à une peine entraînant la mort civile.

4. L'émancipation tacite, inconnue à Rome, résulte, dans notre ancien droit, soit d'une habitation séparée pendant dix ans, soit

Comme à Rome, l'enfant *in potestate* acquiert pour le compte du *paterfamilias* ; « la théorie des pécules reste sensiblement la même que celle élaborée dans le droit de Justinien (1) » ; le père a toujours l'administration et la jouissance des *bona adventicia* et le fils n'a un droit de pleine propriété que sur les pécules *castrens* et *quasi-castrens*.

II. — *Pays de droit coutumier.* — Dans les régions du nord de la France, les vieilles coutumes germaniques modifiées par l'influence de la législation romaine donnent naissance à un droit coutumier qui se forme peu à peu, se perfectionne et finit par s'imposer à tous les habitants sans distinction de race ni d'origine.

C'est d'une institution de ce droit coutumier, la légitime administration, qu'est issue l'administration légale telle que les rédacteurs du Code civil l'ont réglementée.

À l'époque féodale, dans les pays de coutumes, la puissance paternelle désignée sous le nom de *poest* présente encore nombre des caractères du *mundium* germanique et même de la *patria potestas* romaine : elle est, en effet, en principe, perpétuelle, et le fils

de l'exercice par le fils de certaines fonctions publiques (fonctions d'évêque, de général, de gouverneur de province). V. Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle en France*, p. 144 et 145.

1. François Gasnier, *op. cit.*, p. 228.

qui y est soumis acquiert, sauf exception, pour le père (1).

Mais bientôt le droit coutumier va reconnaître aux enfants mineurs le droit d'avoir un patrimoine propre, qui, avec le temps, deviendra de plus en plus considérable : de bonne heure, les coutumes et notamment celles de Bretagne, du Poitou, du Berry et du Bourbonnais (2) admettent que les donations, les legs et les successions échus à l'enfant lui appartiennent personnellement.

Au xvi^e siècle, l'adage « droit de puissance paternelle n'a lieu » apparaît (3) ; cette maxime, qui est admise dans presque tous les pays de coutumes, ne signifie pas que le père n'a plus désormais aucune autorité sur ses enfants, mais elle indique que la *patria potestas*, telle qu'elle était pratiquée à Rome et dans les pays de droit écrit, n'existe plus dans les parties de la France que régit le droit coutumier.

Désormais la puissance paternelle revêt le caractère qu'elle a conservé par la suite d'un pouvoir protecteur que le père exerce dans l'intérêt de ses enfants. Ceux-ci sont dès lors capables de posséder en propre toutes sortes de biens, ils restent proprié-

1. François Gasnier, *op. cit.*, p. 182.

2. Bretagne A. 506. ; N. 529. — Poitou A. 321 ; N. 318. — Berry I. 22. — Bourbonnais, 174.

3. Loysel, *Institutes coutumières*, n° 55.

taires de tout ce qu'ils acquièrent (1) et le père n'a sur leur fortune qu'un droit d'administration auquel quelques coutumes seulement ajoutent un droit d'usufruit (2).

Ce droit d'administration porte le nom de *légitime administration* : il est exercé du vivant des époux par le père ; il n'appartient jamais à la mère et, à la dissolution du mariage, il fait place à la tutelle ou garde.

Presque toutes les coutumes organisent la légitime administration sur des bases semblables et la plupart d'entre elles la distinguent nettement de la tutelle.

C'est ainsi que Ferrière, le commentateur de la Coutume de Paris, écrit que, « si le fils, étant mineur et non émancipé, a des biens provenant d'ailleurs que de ses père et mère étant vivants, le père en est le légitime administrateur » (3).

D'après la Coutume de Bourgogne, « le père est légitime administrateur des corps et biens de ses enfants » (4).

1. Toutefois la coutume de Bretagne décide que le père devient propriétaire des biens acquis par son fils (Coutume de Bretagne, art. 529).

2. Seules, les coutumes de Reims, de Châlons, d'Anjou, du Bourbonnais et du Berry reconnaissent au père un droit de jouissance sur les biens personnels de ses enfants. (Reims, 8. 35. — Châlons, 8. — Anjou, 274. — Bourbonnais, 174. — Berry, 1. 22).

3. *Commentaire de Ferrière sur la Coutume de Paris*, t. III, titre X, art. 239, p. 497, n° 18.

4. Taisand, *Coutume du duché de Bourgogne*, note 4 sur l'art. 7 du titre VI.

La Coutume du Poitou précise davantage les caractères qui font de la *légitime administration* une institution distincte de la tutelle : « Le père, soit noble, soit roturier, n'est tuteur ou curateur de ses enfants ; mais il est appelé loyal administrateur d'iceux, car il a l'administration de la personne et des biens de ses enfants (1). »

Certaines autres coutumes paraissent confondre la *légitime administration* avec la tutelle. C'est, notamment, le cas de la Coutume du Nivernais (2) ; aussi Guy Coquille, en la commentant, fait-il très justement remarquer que « tutelle légitime et administration légitime, à proprement parler, sont deux choses différentes. Le père est dit légitime administrateur de son enfant qui est en puissance, et quand l'enfant est émancipé le père devient légitime tuteur ; mais selon le commun usage les deux sont confondus... la mère ne peut avoir la légitime administration, car elle ne peut avoir ses enfants en sa puissance, mais peut bien avoir la tutelle légitime ».

Les coutumes d'Auvergne (3) et du Bourbonnais (4) ne distinguent pas très nettement la légitime administration de la tutelle ; elles disent, en effet, qu'au cas de prédécès du père, la mère est « tutrice

1. Coutume du Poitou, titre VIII, art. 308.

2. Coutume du Nivernais, titre XXX, art. 2 et 6.

3. Coutume d'Auvergne, art. 2. chap. XI.

4. Coutume du Bourbonnais.

et légitime administratrice de ses enfants ». Mais ces deux coutumes ne confondent cependant pas d'une manière complète l'administration légitime avec la tutelle, car elles ne donnent pas le nom de tuteur au père tant que dure le mariage, et elles le qualifient d'administrateur légitime des « biens adventifs » de ses enfants.

Le droit d'administration que toutes les coutumes accordent au père sur le patrimoine de ses enfants est très étendu : il n'est limité que par la prohibition d'aliéner les immeubles en dehors des cas où l'aliénation est nécessitée par des besoins pressants ou justifiée par une utilité évidente.

La légitime administration cesse lors de la dissolution du mariage par la mort d'un des époux, elle est alors remplacée par la tutelle ou garde. Elle prend fin également, comme la puissance paternelle dont elle est un attribut, par l'émancipation expresse ou tacite de l'enfant. L'émancipation tacite est très fréquente ; en effet, à l'inverse de la *patria potestas*, « la mainbournie n'a, en elle-même, rien de perpétuel. Liée à un état économique déterminé, celui de la communauté domestique entre les enfants et leur père, elle ne dure pas plus longtemps que cet état auquel bien des causes peuvent mettre fin. Aussi le droit écrit, en principe et sauf certaines exceptions, n'admet-il que l'émancipation expresse, tandis que l'on connaît et pratique en pays coutumier de nom-

breuses sortes d'émancipation » (1), qui, toutes, ont pour origine l'émancipation par établissement séparé. Pour devenir entièrement indépendants, il suffit aux enfants que leurs parents les mettent « hors de lor pain et de lor pot », c'est-à-dire les autorisent ou les obligent à quitter la maison paternelle et à se créer un foyer distinct (2). Avec le temps, d'ailleurs, l'émancipation finit par résulter non seulement de la séparation matérielle de l'enfant et du père, mais encore de la simple séparation de leurs intérêts, de leurs patrimoines (3); bien que continuant à vivre sous le toit paternel, le fils est émancipé dès que son père lui a remis sa part des biens patrimoniaux (4), ou lui a permis d'exercer pour son propre compte la profession de commerçant (5); l'émancipation est encore la conséquence du mariage de l'enfant.

Quant à l'émancipation par l'âge, c'est-à-dire par l'accession à la majorité, elle n'apparaît qu'assez

1. Du Plessis de Grénédan, *Histoire de l'autorité paternelle*, p. 482.

2. L'émancipation par établissement séparé ne se produit que si le père a expressément ou tacitement consenti au départ de son fils; si ce dernier quitte la maison paternelle sans l'assentiment du père, celui-ci conserve ses droits de puissance paternelle et de légitime administration. Par contre, le fils peut être émancipé contre sa volonté. *Filius non potest se separare a patre suo sine voluntate patris... sed pater potest illum separare ab aliis liberis suis* (Coutume de Limoges, 50).

3. Reims, 7.

4. Beaumanoir, XXI, p. 113.

5. Reims, 7. — Sedan, 6.

tard ; cependant, à la fin de l'ancien régime, elle est admise par presque toutes les coutumes (1), qui pour la plupart fixent la majorité à vingt-cinq ans révolus.

Des développements qui précèdent, il résulte donc qu'à la veille de la Révolution, *la légitime administration* présente les deux caractères suivants :

Elle est un attribut de la puissance paternelle, car le père seul l'exerce pendant le mariage.

Elle est organisée dans l'intérêt de l'enfant et a pour but la sauvegarde de son patrimoine propre ; aussi prend-elle fin dès que l'enfant a atteint l'âge de la majorité et est réputé capable de gérer lui-même ses biens.

§ 4. — DROIT INTERMÉDIAIRE ET TRAVAUX PRÉPARATOIRES DU CODE CIVIL

I. — *Période révolutionnaire.* — La Révolution devait consommer la ruine du système romain de la *patria potestas*, qui, jusqu'alors, avait subsisté dans les provinces du Midi de la France.

Les hommes de 1789, et plus encore ceux de 1793, ont des tendances nettement individualistes, ils rêvent l'émancipation complète de l'individu et ils s'efforcent de la réaliser.

1. Seule la Coutume du Poitou n'admet pas l'émancipation par l'âge.

A leurs yeux, l'autorité du *paterfamilias* n'est qu'une des forces de la tyrannie : c'est la tyrannie domestique. La famille romaine, telle qu'elle existe encore dans les pays de droit écrit, est une institution à caractère aristocratique ; c'est une véritable petite monarchie dont le père est le roi ; aussi les révolutionnaires vont-ils la détruire comme ils détruiront tout ce qui rappelle la royauté.

C'est Mirabeau qui, le premier, proteste à la tribune de l'Assemblée constituante contre les pouvoirs exagérés que le droit romain reconnaît au père de famille. Puis Danton proclame que « les enfants appartiennent à la République avant d'être à leurs parents ».

Plus tard, à l'Assemblée législative, le 28 août 1792, Cambon demande en termes véhéments l'abolition de l'antique *patria potestas*. « Est-il un homme libre, s'écrie-t-il, qui puisse tolérer plus longtemps la puissance barbare d'un père émancipant son petit-fils et tenant obstinément sous sa puissance un fils qui est à la soixantième année de son âge (1). »

D'ailleurs, les discours des représentants du peuple ne sont que le reflet de l'opinion publique qui réclame une réforme de l'organisation familiale. Dans le Midi, pas une voix ne s'élève pour demander le maintien de la puissance paternelle romaine, et, dans les pays

1. Fenet, *Travaux préparatoires du Code civil*, t. I, p. 5.

de droit coutumier, où, depuis dix siècles, l'autorité du père n'a cessé de s'affaiblir, les populations ne manifestent aucune hostilité contre une réglementation nouvelle, qui, en relâchant le lien familial et en proclamant le droit des enfants, ne fera que constater les derniers résultats d'une évolution déjà depuis longtemps commencée.

Les assemblées révolutionnaires s'efforcent en conséquence d'organiser la famille selon les idées du jour ; elles abolissent la *patria potesta* des pays de droit écrit ; elles étendent à toute la France les règles de la puissance paternelle des pays de coutume ; elles limitent enfin la durée et l'étendue des pouvoirs du père ; un décret des 16-24 août 1790 enlève, en effet, à ce dernier, le droit de correction dont l'exercice est désormais confié à un tribunal domestique qui fonctionne sous la surveillance du tribunal de district.

Les décrets des 28 août et 20 septembre 1792 et du 31 janvier 1793 étendent aux pays de droit écrit la majorité émancipatrice du droit coutumier et la fixent à vingt et un ans révolus.

Le décret du 20 septembre 1792 abaisse à vingt et un ans la majorité matrimoniale.

Le législateur révolutionnaire manifeste donc la volonté de réformer et de restreindre la puissance paternelle, mais il ne l'abolit pas (1). Il la défend, au

1. On a souvent prétendu, à tort selon nous, que la Révolution

contraire, contre les attaques de ceux qui, aveuglés par leur haine des institutions de l'ancien régime, voudraient anéantir les droits du père sur ses enfants. C'est ainsi que nous voyons la Convention repousser en 1793 un projet de loi présenté par Robespierre et Michel Lepelletier qui proposaient « d'enlever les enfants aux parents dès l'âge de sept ou huit ans, de les réunir à demeure dans des écoles, loin de leur famille, de s'emparer de ces tendres esprits pour les former tous en commun aux idées nouvelles, dont ils deviendraient les plus ardents défenseurs ».

Au surplus, les assemblées révolutionnaires, qui luttent désespérément contre les difficultés de la situation extérieure de la France, n'ont guère le loisir de procéder à une refonte générale des institutions du droit privé ; elles se bornent à poser des principes et à modifier par des lois hâtivement votées les règles de notre ancien droit qui sont incompatibles avec la nouvelle organisation sociale et politique de la nation. Aussi, tandis que les pouvoirs du père sur la personne de ses enfants sont, dès le début de la période révolutionnaire, précisés et limités par plusieurs décrets, ses droits sur leurs biens restent sans réglementation légale.

Cependant on trouve dans deux des trois projets

avait détruit le lien familial et aboli la puissance paternelle (V. notamment Bernard, *Histoire de l'autorité paternelle en France*, p. 157 et suiv.).

de Code civil que Cambacérès a successivement présentés à la Convention et aux Cinq-Cents, des dispositions organisant l'administration des biens des mineurs pendant la vie de leurs parents.

D'après le titre VIII du premier de ces projets (1), les père et mère sont les tuteurs naturels de leurs enfants ; ils ont la gestion, mais non l'usufruit de leurs biens ; leur responsabilité est garantie par une hypothèque légale (art. 17), mais ils sont dispensés de remplir les formalités imposées aux autres tuteurs ; toutefois ils ne peuvent aliéner les immeubles des mineurs qu'en cas de nécessité (art. 18) et ils peuvent être destitués par le conseil de famille pour cause d'incivisme ou d'inconduite.

Ce projet, soumis à la Convention, est rejeté en 1793 comme n'étant pas assez conforme aux principes philosophiques et politiques de la Révolution (2).

Le 23 fructidor an II, Cambacérès en présente un second (3) qui ne contient aucune disposition relative à l'administration légale et qui est abandonné après une brève discussion.

Enfin, un troisième projet de Code civil déposé au conseil des Cinq-Cents le 24 prairial an IV assimile le père au tuteur, car selon l'expression de Camba-

1. V. Fenet, t. I, p. 17.

2. Décret du 3 novembre 1793. Sirey, *Lois annotées*, t. I, p. 273.

3. V. Fenet, t. I, p. 110.

cères, « l'autorité du père et de la mère sur les enfants est dans son essence la même que celle du tuteur ».

Ce projet échoue comme les précédents ; le Conseil des Cinq-Cents en ajourne la discussion, et, après la chute du Directoire, il tombe dans l'oubli.

II. — *Travaux préparatoires du Code civil.* — Dès la fin du Directoire, se produit une réaction contre les lois révolutionnaires qui avaient réduit, peut-être exagérément, les droits du père de famille.

Le 30 frimaire an VIII, le représentant Jacqueminot soumet à la commission législative du conseil des Cinq-Cents un quatrième projet de Code civil qui rétablit, expressément, la puissance paternelle. La commission chargée de l'examiner ayant cessé de fonctionner le 4 nivôse de la même année, ce projet est abandonné.

Mais, quelques mois après, par un décret du 24 thermidor an VIII, le premier Consul nomme la commission des travaux de laquelle sortira le Code civil.

Pour réorganiser la famille, les 4 magistrats qui composent cette commission s'inspirent surtout des règles de notre ancien droit coutumier ; ils ne font cependant pas table rase de l'œuvre législative de la Convention, et ils conservent à la puissance paternelle le caractère de pouvoir protecteur que la Révo-

lution lui avait reconnu ; mais, en même temps, ils s'efforcent de rétablir et de fortifier l'autorité du père que les lois révolutionnaires avaient affaiblie ; ils reconnaissent tout à la fois les droits de l'enfant et ceux de ses auteurs.

D'une part, en effet, constatant que le père a le devoir de protéger et d'élever ses enfants, ils lui imposent l'obligation de pourvoir à leur nourriture, à leur entretien et à leur éducation.

D'autre part, considérant que « l'autorité des père et mère est une sorte de magistrature à laquelle il importe de donner une certaine étendue » (1), ils accordent au père et, à son défaut, à la mère, les droits de garde, de correction et d'usufruit légal.

Enfin, dans le double but d'assurer la conservation du patrimoine propre des enfants et de faciliter aux parents l'exercice de leur droit de jouissance légale, ils confient aux père et mère l'administration des biens personnels de leurs enfants mineurs, et pour bien montrer que cette administration n'a pas la même nature et n'obéit pas aux mêmes règles que celle du tuteur, ils la font figurer au nombre des attributs de la puissance paternelle.

Le projet primitif de la loi réglementant la puissance paternelle et destinée à devenir plus tard le

1. Fenet, t. 1, p. 484.

titre IX du Code civil contenait, en effet, les deux articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — La puissance paternelle est un droit fondé sur la nature et confirmé par la loi, qui donne au père et à la mère la surveillance de la personne et l'administration des biens de leurs enfants non émancipés.

ART. 12. — Le père pendant le mariage a jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés l'administration et la jouissance des biens qui leur adviennent.

Ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, si ces deux articles avaient été adoptés sans modification, aucun doute n'aurait pu être émis sur la volonté des rédacteurs du Code civil de faire de l'administration légale une institution nettement distincte de la tutelle. Mais, malheureusement, le Conseil d'État, considérant l'article premier comme une simple définition qu'il n'était pas utile de faire figurer dans le Code, le supprima.

Par contre l'article 12 (aujourd'hui art. 384) fut maintenu ; mais, quand on en modifia la rédaction pour y insérer la règle que l'usufruit légal prend fin lorsque l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, on raya, sans doute par inadvertence, le mot « administration », de telle sorte que, lors de sa promulgation, le 13 germinal an XI, le titre IX du Code civil ne contenait plus aucune disposition relative au droit d'administration du père de famille.

La lacune que présentait ainsi la réglementation de la puissance paternelle devait être d'ailleurs bientôt comblée.

En effet, en examinant le projet du titre X et notamment le chapitre II relatif à la tutelle, la section de législation du Tribunal s'aperçut qu'on avait omis d'organiser l'administration des biens des mineurs pendant la durée du mariage de leurs père et mère; aussi présenta-t-elle sur la rédaction du chapitre II du titre X les observations suivantes :

« La section pense que le premier article de ce chapitre doit énoncer en termes précis quelle est, durant le mariage la qualité du père, par rapport aux biens personnels de ses enfants mineurs, soit pour ce qui concerne la propriété de ces biens seulement, s'il a droit à la jouissance, soit pour ce qui concerne la jouissance et la propriété si l'une et l'autre appartiennent à ses enfants. Jamais, jusqu'à ce jour, le père ne fut qualifié de tuteur de ses enfants avant la dissolution du mariage. Si, pendant que le mariage existe, la loi n'admettait aucune différence entre le père et le tuteur proprement dit, il faudrait que le père fût, par rapport aux biens personnels de ses enfants, assujetti durant le mariage à toutes les conditions et charges que la loi impose au tuteur. Il faudrait que le père fût sous la surveillance d'un subrogé-tuteur, sous la dépendance d'un conseil de famille, etc., etc.;

ce qui répugne à tous les principes constamment reçus.

» Il paraît évident que jusqu'à la dissolution du mariage, le véritable titre du père et le seul qu'il puisse avoir dans l'hypothèse dont il est ici question est celui d'administrateur.

» C'est sur cette observation qu'est fondée la disposition suivante que la section adopte :

» Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

» Tout ce qui concerne la propriété des biens sera réglé par les dispositions de la section VIII ».

Les deux premiers paragraphes du texte préparé par la section de législation du Tribunat sont devenus l'article 389 du Code civil.

Quant au troisième paragraphe qui rendait applicable à l'administration légale les prescriptions contenues dans la section VIII, c'est-à-dire qui soumettait le père, comme le tuteur, au contrôle du conseil de famille et du tribunal, il a disparu sans qu'on sache exactement pourquoi ni comment.

Sans doute fit-on observer qu'assimiler au tuteur le père administrateur légal et l'astreindre à sollici-

ter l'autorisation du conseil de famille et de la justice pour l'accomplissement d'un très grand nombre d'actes c'était restreindre abusivement ses pouvoirs. D'ailleurs on ne manqua certainement pas de remarquer combien le texte proposé par la section de législation était peu en harmonie avec les motifs pour lesquels cette section du Tribunat avait cru devoir proposer de faire de l'administration légale une institution distincte de la tutelle. Dans ses observations sur le projet soumis à son examen, la section de législation exposait, en effet, que si on ne reconnaissait pas expressément au père, pendant la durée du mariage, un droit d'administration sur les biens des enfants, il faudrait l'assimiler au tuteur, il faudrait le considérer comme placé « sous la dépendance d'un conseil de famille, etc., etc., ce qui répugne à tous les principes constamment admis ». Or, cette même section du Tribunat qui voulait soustraire le père au contrôle du conseil de famille lui imposait précisément ce contrôle en décidant que pour l'administration des biens de ses enfants mineurs, il devrait se conformer aux prescriptions contenues dans la section VIII du chapitre X. C'était illogique et c'est vraisemblablement pour ce motif que le troisième paragraphe du texte élaboré par la section de législation fut rejeté. Au lieu de se borner à en modifier la rédaction, on le supprima purement et simplement, et on ne se rendit sans doute pas compte qu'en

agissant ainsi on laissait l'administration légale sans réglementation.

Quoi qu'il en soit, les deux premiers paragraphes subsistèrent seuls et constituèrent l'article 389 du Code civil.

Cet article, dont la rédaction a été modifiée par la loi du 6 avril 1910 était donc primitivement ainsi conçu :

Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.

Il est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

Ce texte indiquait très clairement la volonté du législateur de conférer au père, sur les biens de ses enfants mineurs et pendant la durée du mariage, un droit particulier d'administration, mais il ne précisait pas quelle était l'étendue de ce droit. Aussi, la jurisprudence et la doctrine ont-elles dû suppléer au silence de la loi et faire ce que le législateur n'avait pas fait. Les auteurs et les tribunaux se sont efforcés de déterminer les pouvoirs et les obligations de l'administrateur légal ; ils n'y ont que très imparfaitement réussi, car aucun des systèmes proposés pour solutionner les difficultés qui se présentaient ne trouvait dans les textes législatifs une base suffisamment solide pour qu'il pût s'imposer.

Longtemps la jurisprudence est restée incertaine et, seul, le vote de la loi du 6 avril 1910 a mis un terme aux controverses auxquelles avait donné lieu la détermination des pouvoirs de l'administrateur légal.

Bien que la plupart de ces controverses aient aujourd'hui pris fin, nous nous proposons de les examiner et de consacrer à leur exposé d'assez longs développements.

L'étude des dispositions de l'ancien article 389 et des interprétations diverses qui ont été données présente, en effet, un intérêt très réel, non pas seulement au point de vue historique, mais encore au point de vue pratique.

Sans doute on trouve dans la loi du 6 avril 1910 la solution de presque toutes les difficultés auxquelles le laconisme de l'ancien article 389 avait donné naissance ; mais il convient de ne pas oublier qu'on ne saurait reconnaître à la loi nouvelle aucun effet rétroactif ; par suite, pour apprécier la validité d'un acte passé avant sa promulgation par un père en qualité d'administrateur des biens de ses enfants, il faut se reporter à la législation antérieure.

Pendant encore de nombreuses années, les tribunaux pourront donc être appelés à appliquer et à interpréter l'ancien article 389.

Au surplus, en réglementant le fonctionnement de l'administration légale, le législateur de 1910 a pris

soin de ne pas modifier la nature de cette institution : aujourd'hui comme jadis, l'administration légale doit être considérée comme un attribut de la puissance paternelle ; son but est encore actuellement comme autrefois la sauvegarde du patrimoine du mineur ; enfin, elle a conservé le caractère d'institution originale, distincte de la tutelle, que la jurisprudence et la grande majorité des auteurs lui reconnaissaient déjà avant la loi de 1910.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION LÉGALE DANS LE CODE CIVIL ANTÉRIEUREMENT A LA LOI DU 6 AVRIL 1910

PREMIÈRE SECTION

A qui appartenait l'administration légale sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil

Aux termes de l'ancien article 389 du Code civil, le père était, « durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs ».

D'autre part, l'article 390 prévoyait qu'au cas où le mariage serait dissous par la mort d'un des époux, l'administration légale prendrait fin et serait remplacée par la tutelle.

Enfin l'article 141 confiait à la mère, à défaut du père absent, l'administration des biens des enfants.

Du rapprochement de ces trois articles il ressortait que l'administration légale ne durait que jusqu'à la dissolution du mariage consécutive au décès

d'un des époux et que, pendant le mariage, elle appartenait, sauf exception, au père à l'exclusion de la mère.

Seul, le père est investi de l'exercice du droit d'administration légale ; tel était donc le principe inscrit dans le Code civil, principe parfaitement logique, car, cette administration étant un attribut de la puissance paternelle et prenant fin à la dissolution du mariage, il était naturel d'en confier l'exercice au père qui, pendant le mariage, exerce, seul l'autorité paternelle. Toutefois ce principe rationnel ne pouvait être absolu. Par l'article 141, le législateur y avait bien apporté une exception, mais cela n'était pas suffisant. Le père, physiquement ou moralement incapable d'administrer, devait-il être déchargé ou déclaré déchu de l'administration ? Un tiers en gratifiant un mineur d'une donation ou d'un legs pouvait-il stipuler que le père n'administrerait pas les biens donnés ou légués ?

Le père pouvait-il continuer à administrer lorsqu'il se trouvait avoir des intérêts opposés à ceux de son enfant ?

Enfin le père conservait-il toujours le droit d'administration légale quand le mariage était dissous par une cause autre que le décès d'un des époux, c'est-à-dire par le divorce ?

Le législateur n'ayant prévu aucune de ces questions, la doctrine et la jurisprudence se sont effor-

cées d'y répondre, en s'inspirant des principes généraux du droit et en raisonnant par analogie. Nous allons étudier les divers systèmes admis par les tribunaux en examinant successivement les différentes hypothèses à l'occasion desquelles on était autorisé à se demander, antérieurement à la loi du 6 avril 1910, si l'administration légale ne pouvait pas être exercée par une personne autre que le père.

§ 1. — RENONCIATION DU PÈRE
À SON DROIT D'ADMINISTRATION

Le père peut-il valablement abandonner, au profit d'une autre personne ou purement et simplement, son droit d'administration ? Cette question pourrait encore se poser aujourd'hui, car on n'en trouve pas la solution dans la loi du 6 avril 1910. Il est d'ailleurs facile d'y répondre. Pour cela il suffit de se rappeler que l'administration légale, attribut de la puissance paternelle, a les mêmes caractères que cette dernière.

Or, la puissance paternelle est tout à la fois un droit et une charge. Cette charge, la loi l'impose au père dans l'intérêt des enfants et elle ne lui permet pas de s'y soustraire. L'administration légale qui n'est qu'un élément de la puissance paternelle doit donc être également considérée comme une charge obligatoire. Le père ne peut, par suite, renoncer au

droit de l'exercer, de même qu'il ne saurait se dispenser des autres charges qui sont la conséquence de sa qualité de chef de famille investi du droit de puissance paternelle. Notamment « le père ne pourrait, par une renonciation dans son contrat de mariage, s'ôter le droit d'administrer tous les biens de ses enfants; c'est, du moins, ce qui résulte de la combinaison des articles 389 et 390 avec les termes de l'article 1388. Cette renonciation serait réputée non écrite » (1).

L'impossibilité où se trouve le père de délaisser une administration dont, à raison de son âge ou de son état de santé, il ne peut plus assumer la charge, présente dans la pratique de sérieux inconvénients. Ces inconvénients pourront être aujourd'hui évités, car la loi du 6 avril 1910 a donné au père un moyen détourné de se faire décharger de son administration: s'il se sent incapable de continuer à administrer, il n'aura sans doute pas plus qu'autrefois la faculté de s'adresser aux tribunaux pour demander à être relevé de ses fonctions, mais il pourra s'entendre avec un parent ou allié de l'enfant qui fera prononcer sa déchéance.

Sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil il n'eut pas été possible de recourir à ce procédé; aussi certains auteurs, animés du désir de mettre les

1. Oudot, *Droit de famille*, p. 188.

biens des enfants à l'abri du danger d'une mauvaise gestion, reconnaissent-ils aux tribunaux le pouvoir de dispenser le père de l'administration légale « si, en fait, ils reconnaissent que cette administration est devenue pour lui une charge très difficile et très pénible à remplir, comme si, par exemple, le père était atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée » (1).

Quelques auteurs allaient plus loin et admettaient que le père pouvait délaisser l'administration des biens de ses enfants quand il lui était possible d'invoquer un des motifs qui dispensent de la tutelle (art. 427 et suiv.).

Telle était, notamment, l'opinion de M. de Fréminville (2). Mais, à notre avis, rien ne permettait d'étendre à l'administration légale les causes d'excuses ou de dispense de la tutelle, les fonctions et les devoirs de l'administrateur légal n'étant pas les mêmes que ceux du tuteur (3).

§ 2. — CAS OU LE PÈRE EST INDIGNE D'EXERCER LE DROIT D'ADMINISTRATION LÉGALE

La loi du 6 avril 1910 a admis de nombreux cas de déchéance de l'administration légale. Mais, sous

1. Demolombe, VI, n° 430, p. 342.

2. De Fréminville, t. I, p. 283.

3. En ce sens : Aubry et Rau, t. I, p. 666, 667, 683.

l'empire de l'ancien article 389 du Code civil, le père pouvait-il être privé de son droit d'administration pour cause d'indignité ou d'incapacité ? Un point est certain : toutes les fois que le père est déchu de la puissance paternelle, il est par voie de conséquence déchu de l'administration légale. Par suite, sous le régime antérieur à la loi de 1910, comme depuis cette loi, dans tous les cas où, par application des dispositions des articles 334 et 335 du Code pénal et des lois des 24 juillet 1889 et 19 avril 1898, le père était privé des droits de la puissance paternelle, l'administration des biens de ses enfants lui était retirée. Cette administration était alors dévolue à la mère, à moins que le tribunal ne préférât décider que la tutelle des enfants serait organisée. En cette dernière hypothèse qui a toujours été de beaucoup la plus fréquente, la déchéance de la puissance paternelle marque non seulement le terme des pouvoirs d'administration du père, mais aussi la fin de l'administration légale, qui est remplacée par la tutelle. Par suite, nous nous bornerons pour l'instant à mentionner, au nombre des causes de retrait de l'administration, la déchéance de la puissance paternelle dont nous décrirons plus complètement les causes et les effets lorsque nous étudierons les divers événements qui mettent fin à l'administration légale.

Tout en conservant l'exercice de l'ensemble des droits de la puissance paternelle, le père pouvait-il,

avant la loi du 5 avril 1910, être destitué de ses fonctions d'administrateur légal ? L'affirmative a été généralement admise.

Trois systèmes ont d'ailleurs été soutenus.

Dans un premier système (1), on faisait valoir que le père doit administrer honnêtement comme le tuteur et que, s'il manque par sa faute à son devoir d'administrateur ou s'il est incapable de le remplir, l'intérêt de l'enfant exige qu'on ne lui laisse pas plus longtemps ses fonctions et qu'il lui soit fait application, par analogie, des dispositions de l'article 444 § 2 du Code civil, qui est ainsi conçu :

Sont déchus de la tutelle et même destituables s'ils sont en exercice... ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

« Administrer en bon père de famille, écrivait Demolombe, administrer honnêtement, tel est le mandat que la loi donne au père absolument comme au tuteur, et l'article 444 doit en être, pour les deux cas, la sanction commune, parce qu'il est, pour les deux cas, la conséquence logique et nécessaire. »

Partant de cette idée qu'il faut appliquer à l'administration légale toutes les règles de la tutelle « dont

1. Demolombe, t. VI, n° 424 à 427. — Marcadé, t. II, art. 389, n° 151. — Cassation, 11 avril 1843. S. 43. 1. 385. — Limoges, 28 fév. 1846. S. 46. 2. 355. — Agen, 6 février 1889. D. 90. 2. 25, note.

la raison appelle l'application à une administration semblable », Demolombe et les partisans de son système assimilaient au point de vue des causes de destitution le père au tuteur, mais cette théorie se heurtait à une objection décisive : l'article 444 ne parle que du tuteur et il est impossible de donner une interprétation extensive à un texte qui organise une déchéance.

MM. Aubry et Rau ont défendu un deuxième système, qui a été suivi souvent par les tribunaux (1). Ils reconnaissaient qu'on ne pouvait étendre à l'administration légale les dispositions de l'article 444. Cependant ils pensaient que si, par incapacité ou infidélité, le père compromettait les intérêts de ses enfants, l'administration devait lui être retirée. « Quelque élevée que soit, disaient-ils, l'autorité paternelle dont l'administration légale est un attribut, elle ne saurait rester affranchie de tout contrôle et l'analogie nous conduit à la soumettre, comme l'autorité maritale, à celui des tribunaux. »

A cette théorie, Laurent, qui représentait une troisième opinion (2) qu'ont consacrée quelques décisions judiciaires et à laquelle nous nous rallions,

1. Aubry et Rau, 5^e édit., I, § 123. — Paris, 14 juin 1901. S. 1903.

2. 10. — Lyon, 13 novembre 1894. S. 1895. 2. 155. — Montpellier, 25 août 1864. S. 64. 2. 225.

2. Laurent, t. IV, n° 321. — Toulouse, 26 août 1818. S. 22. 2. 8. — Besançon, 1^{er} août 1844. S. 46. 2. 176.

objectait que l'administration légale étant un attribut de la puissance paternelle et, par suite, une institution d'ordre public, il n'appartenait pas aux tribunaux de la retirer au père, alors qu'aucun texte ne les y autorisait. « Le législateur, disait très justement Laurent, a seul qualité pour décider dans quel cas l'administration légale prend fin. Il ne l'a pas fait ; c'est une lacune que l'interprète ne saurait combler. »

Ce raisonnement nous paraît d'une logique rigoureuse et d'une exactitude incontestable ; aussi admettons-nous, avec Laurent, qu'antérieurement à la loi du 6 avril 1910, seule la déchéance de la puissance paternelle était une cause de déchéance de l'administration légale.

§ 3. — CAS OU LE PÈRE EST EN ÉTAT D'ABSENCE

« L'absent est celui qui a disparu de chez lui sans qu'on ait eu de ses nouvelles, de sorte qu'on ne sait pas s'il est mort ou vivant (1). »

De même qu'elle peut être de courte durée, l'absence peut se prolonger indéfiniment. Il est possible que l'absent ne revienne jamais ; il est possible que sa mort ait suivi de très près l'instant de sa disparition, mais, tant que son décès n'est pas prouvé

1. Planiol, 5^e éd., t. I, n° 611, p. 219.

ou que de nombreuses années ne se sont pas écoulées depuis le jour où il a pour la dernière fois donné de ses nouvelles, la loi le considère comme étant toujours vivant.

Dans l'intérêt de l'absent et de ses héritiers présumptifs, le législateur a édicté toute une série de mesures qui tendent à assurer la conservation de son patrimoine et il a, aussi, pourvu à l'administration des biens de ses enfants. Tenant compte du fait que le retour de l'absent est d'autant moins probable qu'un laps de temps plus considérable s'est écoulé depuis sa disparition, les rédacteurs du Code civil ont divisé l'absence en trois périodes. La première, qui est dite période de présomption d'absence, commence à courir du jour de la disparition de l'absent et dure au moins cinq ans ou onze ans suivant les cas. Pendant cette période l'absent est considéré comme vraisemblablement encore vivant ; aussi la loi se borne-t-elle à reconnaître aux tribunaux le droit de désigner, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour gérer le patrimoine du présumé absent.

La deuxième période a pour point de départ le jugement de déclaration d'absence, c'est-à-dire la constatation judiciaire de l'absence ; sa durée est normalement de trente années.

Le législateur a admis que, dès le début de cette période, il y a de fortes raisons de croire au décès de l'absent et, en conséquence, il a permis à ses héri-

tiers de demander à être mis en possession de ses biens.

Enfin trente ans après le jugement de déclaration d'absence ou même plus tôt, dès qu'il s'est écoulé cent ans depuis la naissance de l'absent, celui-ci est considéré comme à jamais disparu et la troisième période s'ouvre par le jugement ordonnant l'envoi en possession définitive : les biens de l'absent sont partagés entre ses héritiers qui en acquièrent la libre disposition.

Le Code civil ne s'est pas contenté d'assurer la conservation du patrimoine de l'absent et d'en régler la dévolution, il a également pourvu à l'administration des biens personnels des enfants dont le père a disparu. Toutefois, le législateur n'avait pas à se préoccuper d'organiser la gestion de ces biens pendant la troisième période, car lorsque intervint le jugement ordonnant l'envoi en possession définitive, les enfants de l'absent ont alors atteint, généralement depuis longtemps, l'âge de la majorité. Aussi les dispositions des articles 141 et 142 qui organisent la surveillance des enfants mineurs de l'absent et la gestion de leur fortune ne trouvent-elles l'occasion de s'appliquer que pendant les deux premières périodes de l'absence.

L'article 142, qui est toujours en vigueur, est ainsi conçu :

Six mois après la disparition du père, si la mère était décédée lors de cette disparition *ou si elle vient à décéder avant que l'absence du père ait été déclarée*, la surveillance des enfants sera déférée, par le conseil de famille, aux ascendants les plus proches, et, à leur défaut, à un tuteur provisoire.

Ce texte prévoit le remplacement du père dans le cas où, la mère étant décédée avant sa disparition, il était déjà, au moment où celle-ci s'est produite, tuteur légal de ses enfants. Le même article décide qu'il y a lieu à ouverture de la tutelle *si la mère vient à mourir avant que l'absence du père ait été déclarée*. Des termes employés par le législateur on peut déduire, en raisonnant *a contrario*, que le décès de la mère survenu pendant la période qui suit le jugement déclaratif d'absence n'a pas pour conséquence l'ouverture de la tutelle, et on est tout naturellement conduit à admettre qu'il ne peut en être ainsi que si la déclaration d'absence a déjà eu pour effet de provoquer la mise en tutelle des enfants.

On s'explique d'ailleurs fort bien le motif qui a conduit le législateur à faire de la tutelle des enfants une conséquence obligatoire de l'absence déclarée du père ; l'envoi en possession provisoire, qui est ordinairement ordonné par le jugement déclaratif d'absence, aura pour effet de faire naître une certaine opposition d'intérêts entre celui des époux qui

est présent et ses enfants qui sont appelés à partager avec lui les biens de l'absent (1).

Nous admettrons donc que la tutelle s'ouvre le jour même de la déclaration de l'absence du père.

Mais qu'advient-il si, le père étant vivant et présent, l'absence de la mère vient à être déclarée ? Nous pensons que dans ce cas, comme dans celui que nous venons d'envisager, la tutelle devra s'ouvrir. Comme celle du père, en effet, l'absence déclarée de la mère a pour conséquence l'envoi en possession provisoire et le partage des biens vacants entre l'époux présent et ses enfants qui se trouvent avoir dès lors des intérêts opposés.

Ainsi donc, à notre avis, le jugement déclarant l'absence d'un des époux aura toujours pour effet l'ouverture de la tutelle.

Par suite, les dispositions de l'article 141 du Code

1. Duranton (t. I, p. 517 et 518) a fait observer que, si l'époux présent use de la faculté qui lui est accordée par l'article 124 du Code civil et opte pour la continuation de la communauté, l'opposition d'intérêts que l'envoi en possession provisoire aurait fait naître entre lui et ses enfants ne se produira pas. Duranton estimait donc que, dans ce cas, il n'y avait pas lieu à ouverture de la tutelle, les biens des enfants devant continuer à être administrés conformément aux dispositions des articles 389 et 141 du Code civil.

Cette opinion est séduisante ; elle repose sur un argument de bon sens, mais nous ne croyons pas pouvoir l'adopter : elle n'est, en effet, basée sur aucun texte et elle établit une distinction que le législateur n'avait certainement songé à faire.

civil que nous allons maintenant étudier ne visent que le cas de présomption d'absence.

Aux termes de cet article 141, à l'insuffisance duquel la loi du 6 avril 1910 a fort heureusement remédié, « si le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance et elle exercera tous les droits du mari, quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens ».

De ce texte, il résulte clairement que la disparition du père a pour effet de faire passer à la mère l'exercice des droits de la puissance paternelle et notamment du droit d'administration légale (1).

Remarquons, d'ailleurs, en passant, qu'il était d'autant plus rationnel d'appeler la mère à substituer son mari absent que l'article 372 du Code civil lui reconnaît comme à ce dernier le droit de puissance paternelle et que, si, pendant la durée du mariage, elle est, aux termes de l'article 373, privée de l'exercice de ce droit, c'est uniquement parce que, pour assurer l'unité de direction dans la famille, il convenait que le père eût seul la surveillance des enfants et l'administration de leurs biens.

Le père absent ne pouvant plus remplir ses fonctions de chef et d'administrateur, la mère

1. En ce sens, Demolombe, t. II, n° 317. — Laurent, t. II, n° 146. — Aubry et Rau, t. I, § 160. — Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1211.

acquiert tout naturellement l'exercice du droit de puissance paternelle, droit dont elle était déjà investie par la loi, mais dont elle n'avait jusqu'alors que la jouissance. Elle a les mêmes droits et les mêmes pouvoirs que le père et, pour l'administration des biens des enfants, elle est soumise aux mêmes règles que lui.

Mais si les deux époux sont, tous deux, en état de présomption d'absence, par qui le patrimoine des enfants issus du mariage sera-t-il géré ? A cette question, il est aujourd'hui facile de répondre (1), mais il n'en était pas de même antérieurement à la loi du 6 avril 1910, car cette situation n'était prévue par aucune disposition législative.

Certains auteurs estimaient qu'en cas d'absence simultanée du père et de la mère, il y avait lieu à ouverture de la tutelle provisoire de l'article 142 du Code civil (2), mais cette opinion avait le défaut d'étendre ce texte à une hypothèse qu'il ne visait en aucune façon.

Aussi, admettait-on plus généralement qu'il appartenait aux tribunaux de nommer un administrateur provisoire pour gérer les biens des mineurs dont les parents avaient disparu (3). Cette opinion nous

1. Voir *infra*, 2^e partie, ch. II.

2. En ce sens, Aubry et Rau, 5^e édit., t. I, p. 87 note 4.

3. En ce sens, Demolombe, t. VI, n^o 451. — Laurent, t. IV, n^o 363.

paraît préférable à la précédente, car elle se justifie très aisément ; en effet, l'article 112 prévoit qu'un administrateur provisoire peut être désigné judiciairement pour veiller à l'administration des biens de l'absent et s'occuper de ses affaires ; or, il est parfaitement soutenable que l'expression « biens de l'absent » s'applique non seulement aux biens personnels du disparu, mais encore à tous ceux dont il avait la gestion.

L'administrateur provisoire représentera donc le père, et c'est en son nom qu'il administrera les biens des enfants.

§ 4. — CAS OÙ LE PÈRE EST INTERDIT

Il existe deux sortes d'interdiction : l'interdiction judiciaire et l'interdiction légale.

« L'interdiction judiciaire est un jugement par lequel un tribunal civil, après avoir constaté l'état d'aliénation mentale d'une personne, lui enlève l'administration de ses biens. Ce jugement entraîne comme conséquence la mise en tutelle de l'interdit (1). »

L'interdiction légale est une peine accessoire qui frappe tout individu condamné à une peine afflictive

1. Planiol, 5^e éd., t. I, n. 2.038, p. 649.

ou infamante ; elle consiste en la privation de l'exercice des droits civils.

Comme l'interdit judiciaire, celui qui a encouru la peine de l'interdiction légale est pourvu d'un tuteur.

Qu'elle soit légale ou judiciaire, l'interdiction produit donc toujours les mêmes effets : incapacité de l'interdit ; nomination d'un tuteur chargé de pourvoir à l'administration de ces biens.

Le père frappé d'interdiction perd l'exercice du droit d'administration légale. De tout temps, on l'a admis sans discussion et seule a été controversée la question de savoir à qui appartiendrait l'administration ainsi retirée à l'interdit. La loi du 6 avril 1910 a tranché cette question : l'interdiction est aujourd'hui une cause de déchéance ou de retrait de l'administration légale et le remplacement de l'interdit s'effectue conformément aux règles posées par les paragraphes 2 et 4 du nouvel article 389, règles qui s'appliquent à tous les cas de déchéance (1).

Mais antérieurement à la loi du 6 avril 1910, le Code ne contenait aucune disposition réglant la dévolution du droit d'administration légale, dont l'interdit n'avait plus l'exercice. Aussi divers systèmes avaient-ils été proposés.

Certains faisaient valoir que la mère, à qui l'article 372 du Code civil confère les droits de la puissance

1. Voir *infra*, 2^e partie, chap. II.

paternelle, doit avoir l'exercice de ces droits et notamment du droit d'administration légale dans toutes les hypothèses où le père se trouve dans l'impossibilité de continuer à remplir son rôle de chef de la famille et d'administrateur des biens des enfants issus du mariage.

On ajoutait encore, en invoquant l'autorité de Pothier (1), qu'on pouvait assimiler l'interdit à un absent, et que dès lors on devait, en cas d'interdiction du père, appliquer les dispositions de l'article 141 qui attribue à la mère l'administration des biens des enfants du présumé absent.

On admettait donc que la mère substituait dans ses fonctions d'administrateur légal le père frappé d'interdiction.

Cette opinion échappait à toute critique dans l'hypothèse où la mère avait été choisie comme tutrice de son mari par application des dispositions de l'article 507 du Code civil. Mais il n'en était plus ainsi si la tutelle avait été confiée à un tiers.

On pouvait alors, et à juste titre croyons-nous, soutenir que l'administration légale devait être exercée par le tuteur (2).

La gestion de ce dernier s'étend, en effet, à tous les biens de l'interdit sans exception et si, au sur-

1. Pothier assimilait le dément à l'absent. *Traité des personnes*, p. 431.

2. En ce sens : Orléans, 9 août 1817. S. 1813, 2. 422.

plus, la mère n'a pas été jugée capable d'administrer le patrimoine de son mari il y a, dès lors, un intérêt évident à ce que la gestion des biens de ses enfants ne lui soit pas confiée. D'ailleurs, même si on adoptait le premier système, il faudrait se rallier au second dans le cas où le père étant interdit, la mère est dans l'impossibilité de le remplacer pour cause d'absence ou d'interdiction.

Demolombe, enfin, avait émis une troisième opinion. Établissant une distinction très ingénieuse, il décidait que si l'interdit était usufruitier des biens de ses enfants, le droit d'administration légale était exercé par son tuteur, parce qu'alors les biens des mineurs pouvaient être considérés comme faisant en quelque sorte partie du patrimoine du père.

Si au contraire ce dernier n'avait pas la jouissance des biens des enfants, l'administration légale revenait à la mère comme conséquence du droit de puissance paternelle qui lui est reconnu par l'article 372(1).

Pour terminer, il convient de mentionner qu'on aurait pu être tenté de se demander si la dégradation civique n'entraînait pas, comme l'interdiction légale avec laquelle elle présente une grande analogie, la déchéance du droit d'administration.

La dégradation civique est une peine accessoire qui consiste en la privation d'un certain nombre de droits

1. Demolombe, t. VI, n° 450.

civils énumérés dans le paragraphe 6 de l'article 42 du Code pénal et parmi lesquels ne figure pas l'administration légale.

L'article 42 étant une disposition pénale et devant par suite être interprété restrictivement, l'énumération qu'il contient est limitative. Le père condamné à la dégradation civique reste donc indubitablement administrateur des biens de ses enfants.

§ 5. — CAS OU LE PÈRE ATTEINT D'ALIÉNATION
MENTALE EST INTERNÉ MAIS NON INTERDIT

Si le père atteint d'aliénation mentale n'a pas été l'objet d'un jugement d'interdiction, mais a été placé dans un asile d'aliénés conformément à la loi du 30 juin 1838, il se trouve dans l'impossibilité de continuer à administrer les biens de ses enfants et les actes qu'il accomplirait pendant la durée de son internement seraient annulables. Qui le remplacera ? Nous verrons plus loin (1) quelle réponse il convient aujourd'hui de faire à cette question, et nous nous bornerons à indiquer ici que sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil on s'accordait généralement pour assimiler à un absent l'aliéné interné, mais non interdit. Comme l'absent, disait-on, l'in-

1. Deuxième partie, chap. II.

terné est retenu loin de son domicile et se trouve, par suite, dans l'impossibilité physique de veiller sur le patrimoine de ses enfants ; sa situation présente donc une grande similitude avec celle de l'absent et, en conséquence, il y a lieu de pourvoir à son remplacement en appliquant par analogie les dispositions de l'article 141, c'est-à-dire en confiant à la mère l'exercice du droit de l'administration légale.

§ 6. — CAS OU LE PÈRE EST POURVU
D'UN CONSEIL JUDICIAIRE

Depuis la loi du 6 avril 1910, la dation d'un conseil judiciaire a pour conséquence la déchéance de l'administration légale, mais, antérieurement, il n'en était pas ainsi. Le père pourvu d'un conseil judiciaire restait administrateur des biens de ses enfants. Toutefois, on avait admis qu'il ne pouvait sans l'assistance de son conseil, passer, pour le compte des mineurs, comme pour son propre compte, aucun des actes énumérés dans les articles 499 et 513 du Code civil.

§ 7. — CAS OU LE PÈRE ET LA MÈRE SONT DIVORCÉS

Le Code civil de 1804 qui admettait le divorce, la loi du 27 juillet 1884 qui, près de soixante-dix ans

après sa suppression, l'a rétabli dans notre législation et enfin la loi du 18 avril 1886, qui en a modifié et complété la réglementation, ne renferment aucune disposition relative à l'administration des biens des enfants issus du mariage dissous par le divorce. Cette lacune a été comblée par le paragraphe 3 du nouvel article 389, mais tant qu'elle a subsisté, elle a été la source de nombreuses controverses doctrinales et de décisions judiciaires contradictoires.

La situation des biens des enfants des époux divorcés était d'autant plus imprécise qu'aux termes stricts de la loi, ils ne pouvaient relever ni de l'administration légale ni de la tutelle. D'une part, en effet, l'article 389 qui confiait au père « durant le mariage » l'administration des biens de ses enfants mineurs n'était pas applicable, puisqu'en l'espèce le mariage était dissous par le divorce.

D'autre part, l'article 390 portant que la tutelle ne s'ouvre qu'après la dissolution du mariage *par la mort d'un des époux*, les enfants ne pouvaient pas être pourvus d'un tuteur tant que leurs père et mère étaient tous deux encore vivants.

Dans ces conditions et pour suppléer au silence de la loi, plusieurs systèmes avaient été proposés.

Sur un point tous les auteurs étaient d'accord : pendant l'instance en divorce, conformément aux dispositions de l'article 267 du Code civil, l'administration légale restait au père ; mais, une fois le juge-

ment de divorce rendu et devenu définitif, que décider ? Les avis étaient partagés.

On a prétendu que l'administration légale, qui est un régime de faveur basé sur la confiance que les parents inspirent au législateur, prenait fin au moment où l'enfant perdait un de ses protecteurs naturels, c'est-à-dire à la dissolution du mariage, que cette dissolution fût la conséquence de la mort d'un des parents ou qu'elle résultât du divorce. L'administration légale aurait ainsi cédé la place à la tutelle (1).

Cette opinion avait le grave défaut de ne reposer sur rien et de ne tenir aucun compte des indications qu'on peut trouver dans les travaux préparatoires de la loi du 27 juillet 1884 sur le régime auquel sont soumis les enfants après la prononciation du divorce. Il semble bien, en effet, résulter des débats qui ont précédé le vote de cette loi, que ses auteurs n'ont pas eu l'intention de faire du divorce une cause d'ouverture de la tutelle (2).

On remarquera, au surplus, que le législateur de 1884 s'est soigneusement abstenu de donner la dénomination de tuteur à la personne, parent ou tiers, à qui le jugement de divorce confie la garde et la surveillance des enfants.

1. Zachariæ, t. I, p. 271. Tribunal Seine, 12 mai 1898. *Gazette des Tribunaux*, 21 juillet 1898.

2. *Journal officiel*. Débats parlementaires, 28 juillet 1882, p. 937. Voir notamment le discours de M. Naquet.

Ces considérations avaient conduit la jurisprudence et une très grande partie de la doctrine à admettre que l'administration légale subsistait après le divorce. Mais les auteurs qui sur ce point étaient, à de rares exceptions près, tous du même avis, différaient d'opinion sur la question de savoir si l'administration resterait en toute hypothèse confiée au père divorcé et ne pourrait jamais être attribuée à la mère.

Les partisans d'une première opinion faisaient valoir que si le divorce avait été prononcé aux torts du père, ce dernier pouvait être considéré comme désormais indigne d'administrer les biens de ses enfants ; ils ajoutaient que le père coupable était aux termes de l'article 386 du Code civil déchu du droit de jouissance légale, et que dès lors il semblait logique de décider qu'il était également privé du droit d'administration (1).

Les défenseurs de ce système attribuaient donc l'administration légale à celui des parents en faveur duquel le jugement de divorce avait été rendu, mais ils ne savaient plus à qui confier la gestion des biens des enfants dans le cas où le divorce avait été prononcé aux torts réciproques des deux époux.

1. Voir Dalloz. *Supp. au Répertoire*. V° *Divorce et séparation de corps*, n° 621. — Grenoble, 23 juillet 1900. D. 1901. 2. 121 ; S. 1903. 2. 9.

De très nombreuses décisions judiciaires avaient admis un deuxième système qui a été consacré par la loi du 9 avril 1910 et qui était fondé sur le fait que, dans l'intérêt des enfants, il importe d'attribuer l'administration de leurs biens à la personne chargée de leur surveillance. En d'autres termes d'après ce système, l'administration légale était inséparable de la garde des mineurs et il n'y avait pas lieu de distinguer suivant que celle-ci avait été confiée à un des parents ou à un tiers, à l'époux coupable ou au contraire à l'époux en faveur duquel le divorce avait été prononcé (1).

Une troisième et dernière opinion à laquelle nous sommes tenté de nous rallier avait été émise par le Conseil d'État. Consultée par le ministre des Finances, à l'occasion du service des rentes sur l'état, sur le point de savoir si le père conservait toujours, en cas de divorce, l'administration des biens de ses enfants, cette juridiction avait répondu, dans un avis du 16 novembre 1899 « qu'il n'existait dans le Code civil aucune disposition qui mit fin à l'administration légale du père dans le cas où le mariage était dissous par le divorce ; que le divorce n'avait donc pas pour conséquence de faire perdre

1. Cour de Paris, 15 décembre 1886. S. 88. 2. 217. — Pandectes françaises, 1887. 2. 74. — Trib. civ. Seine, 4 août 1888. *Gaz. Trib.*, 18 août 1888. — 4 mai 1896. D. 1897. 2. 23. — 25 novembre 1896. D. 1897. 2. 297.

de plein droit au père l'administration des biens de ses enfants ; que le père la conservait en principe, alors même que le divorce aurait été prononcé contre lui et que la garde de ses enfants lui aurait été enlevée, sauf aux juges à lui retirer cette administration si l'intérêt de l'enfant l'exigeait (1) ».

§ 8. — CAS OU LES PÈRE ET MÈRE
SONT SÉPARÉS DE CORPS

La séparation de corps relâche les liens du mariage, mais elle ne le dissout pas. Aussi admettait-on généralement, antérieurement à la loi du 6 avril 1910, que le père séparé de corps restait administrateur légal des biens de ses enfants mineurs (2), même si la garde de ceux-ci avait été confiée à la mère (3),

§ 9. — CAS OU IL Y A OPPOSITION D'INTÉRÊTS ENTRE
LE PÈRE ET SON ENFANT OU ENTRE DEUX ENFANTS
SOUMIS A L'ADMINISTRATION LÉGALE DU MÊME PÈRE.

Il peut arriver que le père ait, notamment à l'occasion du partage d'une succession, des intérêts opposés

1. Avis du Conseil d'État du 16 novembre 1899. D. 1902.3.18 ; S. 1902. p. 449.

2. Laurent, III, n° 352.

3. Lyon, 13 mars 1897. Pand fr. 1899. 2. 321. — Paris, 14 juin 1901. S. 1903. 2. 10.

à ceux de son enfant, et il est également possible qu'une opposition d'intérêts surgisse entre deux enfants soumis à la même puissance paternelle. En ces deux hypothèses, le père conservera-t-il ses fonctions d'administrateur légal ? La négative a été admise de tous temps, car il est évident que « le père ne peut jouer à la fois le rôle des deux parties, qu'il s'agisse d'un contrat à conclure ou d'un procès à suivre entre son fils et lui. Il est de toute nécessité de nommer quelqu'un pour représenter l'enfant à la place du père » (1). Cette nécessité du remplacement de l'administrateur légal une fois reconnue, deux questions se posent. Par qui le père sera-t-il remplacé ? Comment son remplaçant sera-t-il désigné ?

Le Code ne contenant avant la loi du 6 avril 1910 aucune disposition dont on put déduire la réponse qu'il convenait de faire à ces questions, un grand nombre de solutions différentes ont été proposées par les auteurs ou admises par les tribunaux. Un examen un peu approfondi de toutes ces solutions serait fort long, fort complexe, et excéderait certainement le cadre de ce chapitre. Aussi nous contenterons-nous d'indiquer brièvement les principales :

Duranton estimant que le père jouait le rôle d'un

1. Planiol, 5^e édit., t. I, n° 1718, p. 556.

tuteur, voulait qu'il fût remplacé par un subrogé-tuteur *ad hoc* (1).

Laurent, Demolombe et Aubry et Rau préféraient substituer au père un tuteur *ad hoc* nommé par le conseil de famille. Ce tuteur devait administrer en se conformant aux règles ordinaires de la tutelle, et il était placé sous la surveillance du conseil de famille ; il devait être assisté d'un subrogé-tuteur et ses biens étaient grevés de l'hypothèque légale (2).

Quelques auteurs et la majorité de la jurisprudence admettaient au contraire qu'en cas d'opposition d'intérêts entre le père et le mineur, celui-ci devait être représenté par un administrateur *ad hoc* (3) ayant mêmes pouvoirs que l'administrateur légal et désigné par le tribunal, selon les uns (4), par le conseil de famille, suivant les autres (5).

1. Duranton, t. III, n° 415.

2. Laurent, t. IV, n° 320, p. 411. — Demolombe t. VI, n° 422, — Aubry et Rau, 5^e édit., I, § 123, p. 776. — Bordeaux, 19 mars 1875. S. 1876. 2. 97 ; D. 1877. 2. 25. — Poitiers, 4 juin 1884. S. 1885. 2. 37 ; D. 1885. 1. 465. — Cassation, 20 juin 1885. S. 1885. 1. 367.

3. Moulon, *Répétitions écrites sur le Code Napoléon*, I, n° 1074, p. 541, note 1. — Paris, 5 avril 1876. S. 1876. 2. 331. — Tribunal de Rouen, 18 novembre 1896. *Gaz. Pal.*, 1897, 1^{er} semestre. *Supp.*, p. 3. — Bordeaux, 17 février 1897. *Gaz. Pal.*, 1897, 2^e sem., p. 100. Cour de Paris, 29 avril 1902. — *Gaz. des Tribunaux*, 23 juillet 1902.

4. Paris, 9 janvier 1874. D. 1876. 2. 23 ; S. 1874. 2. 85. — Paris, 5 avril 1876. S. 1876. 2. 331 ; D. 1877. 2. 34.

5. Cassation, 14 janvier 1878. S. 1878. 1. 218 ; D. 1878. 1. 227.

En faveur de cette opinion, on faisait valoir que la tutelle ne s'ouvre jamais du vivant des parents et que « la personne chargée de suppléer le père ne peut être qu'un administrateur comme lui, agissant en la même qualité et dans les mêmes conditions » (1).

Cet argument n'est pas sans valeur, mais il convient d'observer que les partisans du tuteur *ad hoc* invoquaient en faveur de leur système des considérations tout aussi convaincantes : ils rappelaient, en effet, que si la loi a accordé à l'administrateur légal des pouvoirs très étendus et ne l'a assujetti à aucun contrôle, c'est parce qu'il est le père du mineur et ils ajoutaient qu'il n'y avait aucun motif de dispenser celui qui est appelé à le remplacer de la surveillance du conseil de famille et des obligations qui sont imposées au tuteur.

Mentionnons, enfin, pour terminer, qu'un arrêt de la Cour de Paris avait admis un système très discutable et qui ne semble pas avoir eu beaucoup de succès. D'après cet arrêt, il convenait de faire une distinction : dans les cas urgents et pour l'accomplissement des actes ordinaires d'administration, il y avait lieu à désignation d'un administrateur *ad hoc* ; dans tous les autres cas, et, notamment, quand il s'agissait d'effectuer des opérations importantes, il fallait faire nommer un tuteur *ad hoc* (2).

1. Cassation, 14 janvier 1878, arrêt précité.

2. Paris, 1^{er} mars 1901. D. 1902. 2. 90.

§ 10. — CAS D'UNE DONATION OU D'UN LEGS FAITS A L'ENFANT SOUS LA CONDITION QUE LE PÈRE N'AURA PAS L'ADMINISTRATION DES BIENS DONNÉS OU LÉGUÉS.

Un tiers peut-il faire une donation ou un legs à un mineur sous la condition que le père n'aura pas l'administration des biens donnés ou légués ? Le doute n'est plus possible aujourd'hui, la loi du 6 avril 1910 ayant reconnu la validité de la clause de non-administration. Mais, antérieurement à cette loi, on était autorisé à se demander si une clause de cette nature était licite, aucun texte ne la déclarant telle.

D'après une première opinion, cette clause était nulle. La puissance paternelle, disait-on, est d'ordre public, et l'administration légale qui en est un des attributs présente le même caractère ; or, il n'est pas permis d'insérer dans un acte une disposition portant atteinte au fonctionnement normal d'une institution d'ordre public. De plus, ajoutait-on, l'administration légale est pour le père une charge et un devoir ; ce devoir lui a été imposé par le législateur et il n'appartient à personne de l'en dispenser. Les défenseurs de ce système admettaient en conséquence que, par application des articles 6 et 900, on devait consi-

dérer comme nulle et tenir pour non écrite la clause de non administration (1).

De très nombreux auteurs, dont l'opinion a été consacrée par la quasi-unanimité des décisions judiciaires voulaient, au contraire, que la disposition retirant au père l'administration fût valable (2).

Ils raisonnaient ainsi : parmi les attributs de la puissance paternelle, il en est qui, tenant à l'essence même de cette puissance, ne peuvent en être séparés; tels sont notamment les droits d'éducation et de correction; mais il est aussi des droits qui tout en étant des attributs ordinaires de la puissance paternelle n'en sont pas inséparables et peuvent en être détachés sans altérer son essence : c'est le cas des droits d'usufruit légal et d'administration légale. Cette dernière n'est donc pas un attribut essentiel mais seulement un attribut ordinaire ou naturel de la puissance paternelle et il est, en conséquence, permis au donateur ou testateur d'en priver le père et d'en confier l'exercice à une personne de son choix.

A l'appui de cette opinion, on rappelait qu'aux

1. Marcadé, t. II, art. 389. — Besançon, 15 novembre 1807. S. 1808. 2. 97. — Rouen, 25 mai 1845. S. 1846. 2. 379.

2. Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, p. 778. — Demolombe, t. VI, n° 458. — Nîmes, 20 décembre 1837. S. 1838. 2. 270. — Caen, 20 novembre 1840. S. 1841. 2. 78. — Orléans, 5 février 1870. D. 1870. 2. 49. — Cassation, 9 janvier 1872. D. 1872. 1. 128; S. 1872. 1. 107. — Cassation, 30 mai 1881. D. 82. 1. 22. — Orléans, 12 juillet 1895. S. 1895. 2. 244.

termes de l'article 390 du Code civil, l'administration légale prend fin à la mort d'un des parents alors que l'autorité paternelle subsiste, ce qui prouve bien que le droit d'administration n'est pas un élément indispensable de la puissance paternelle. Et, d'autre part, on prétendait qu'en permettant à l'auteur d'une libéralité de spécifier que le père n'aurait pas la jouissance des biens donnés (art. 387 du C. civ.), le législateur l'avait implicitement autorisé à exclure également le père de l'administration, car, disait-on, il n'y a aucun motif de reconnaître au droit d'administration un caractère d'intangibilité que la loi a refusé au droit d'usufruit légal.

A cette argumentation on pouvait faire des objections qui nous paraissent décisives. L'administration légale, pouvait-on dire, ne diffère en rien de ceux des attributs de la puissance paternelle que tout le monde considère comme essentiels ; ces derniers ne sont pas davantage inséparables de l'ensemble des droits de la puissance paternelle et le droit de garde, en particulier, peut être, en certains cas, retiré au père ; au surplus, aucun rapprochement ne saurait être fait entre le droit d'administration et celui d'usufruit légal ; du fait que celui-ci peut être enlevé au père par une clause formelle d'un testament ou d'une donation, on ne peut conclure que l'auteur de la libéralité a également le pouvoir de dépouiller le père de l'administration, et

c'est plutôt le contraire qu'on devrait en déduire : tandis, en effet, qu'un texte spécial prévoit et déclare licite la clause retirant au père l'usufruit des biens donnés, aucune disposition législative ne permet d'exclure le père de leur administration. Comment supposer que le législateur, s'il admettait la légalité de la clause de non-administration, ait négligé de le dire, alors qu'il jugeait indispensable de reconnaître expressément la validité de la clause de non-usufruit ?

La vérité est que les divers attributs de la puissance paternelle ne sont pas inséparables les uns des autres, mais que, leur réunion étant la règle, leur séparation n'est possible que dans le cas où, par une disposition expresse, la loi l'ordonne ou l'autorise.

Nous pensons donc qu'antérieurement à la loi du 6 avril 1910, on aurait dû considérer comme nulle la clause d'un testament ou d'une donation retirant au père l'administration des biens légués ou donnés à son enfant mineur.

Toutefois, nous ne nous dissimulons pas que, pratiquement, cette solution présentait de graves inconvénients et était contraire aux véritables intérêts des mineurs.

SECTION II

Pouvoirs de l'administrateur légal

L'ancien article 389 se bornait à qualifier le père d'administrateur légal, sans préciser l'étendue de ses pouvoirs. Ce laconisme a été la source de difficultés considérables et divers systèmes ont été proposés pour déterminer les limites qu'il convenait d'apporter aux pouvoirs du père. Nous allons rapidement exposer ces systèmes qui sont au nombre de cinq :

Premier système. — D'après une première opinion, la loi n'ayant apporté aucune restriction aux pouvoirs du père, on devait admettre qu'ils étaient illimités.

« Le droit du père d'administrer la fortune de son enfant et de le représenter dans tous les actes de la vie civile, prétendait Zachariæ, doit être, sauf des exceptions expressément déterminées par la loi, considéré comme illimité. (1) »

« Attendu, disait encore un arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 31 décembre 1891, que les règles de la tutelle ne sont pas applicables en principe au père administrateur ; — Attendu qu'il y a lieu de conclure

1. Zachariæ, t. I, p. 406, § 207.

de ce qui précède que le père administrateur légal peut faire seul, non seulement tous les actes qui sont permis au tuteur, mais encore les actes que celui-ci ne peut accomplir qu'après avoir consulté le conseil de famille, que l'avis de celui-ci doive ou non être homologué par le tribunal,.. (1) »

C'était admettre l'omnipotence du père de famille.

Une telle doctrine avait le grave défaut d'être inconciliable avec les mesures protectrices que réclame la situation des incapables. Elle était en outre en contradiction avec les termes mêmes de la loi qui n'accorde au père que les pouvoirs d'un administrateur. « Celui qui administre des biens appartenant à des tiers —disait fort justement Laurent — ne peut faire d'actes de disposition. Ce principe est fondé sur la nature même des choses ; le propriétaire seul a le droit de disposer de ses biens parce que le droit de disposition est un des attributs de la propriété, l'administrateur n'étant pas propriétaire ne peut pas disposer des biens qu'il administre (2). »

1. Dijon, 31 décembre 1891. D. 1892. 2. 233 ; S. 1894. 2. 158. Le système de Zachariæ et de la Cour de Dijon n'a eu que fort peu de défenseurs. Toutefois les tribunaux l'ont parfois appliqué. Voir notamment : Cour Montpellier, 30 mars 1859. S. 1859. 2. 508. — Cour d'Amiens, 1^{er} mars 1883. S. 1884. 2. 41 ; ces deux arrêts reconnaissent au père le droit de transiger sans autorisation. — V. également un arrêt de la Cour d'Amiens du 11 juin 1890 (S. 1892. 2. 15) qui autorise le père à aliéner sans aucune formalité les valeurs mobilières de ses enfants.

2. Laurent, t. IV, n° 303.

Au surplus, on pouvait assimiler le père administrateur à un mandataire général. Or, les pouvoirs de ce dernier sont limités par l'article 1988 du Code civil qui est ainsi rédigé :

« Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration. S'il s'agit d'aliéner ou d'hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès. »

Aucun texte ne conférant au père le pouvoir de disposer, on devait en conclure qu'il ne pouvait faire que les actes d'administration.

Deuxième système. — Un deuxième système, qui est le plus ancien de tous, consistait à assimiler purement et simplement l'administrateur légal au tuteur : le père pouvait faire tous les actes que le tuteur a le pouvoir de faire seul et, pour les autres, il devait remplir les mêmes formalités que lui et solliciter les mêmes autorisations. L'administration légale n'était donc qu'une variété de tutelle et le père n'était ni plus ni moins qu'un tuteur légal. On admettait, en effet, que l'administrateur était soumis à la surveillance du subrogé tuteur et d'un conseil de famille et que ses biens étaient grevés de l'hypothèque légale. Cette opinion qui s'était fait jour au lendemain même de la promulgation du Code civil fut très rapidement abandonnée ; les quelques déci-

sions judiciaires qui l'ont consacrée sont toutes très anciennes (1).

Elle était manifestement contraire à l'esprit de l'article 389. Si, en effet, le législateur du Code civil avait évité de donner au père le nom de tuteur, c'est parce qu'il n'avait pas voulu qu'il fût assujetti, pendant le mariage, à toutes les conditions et charges de la tutelle. Il avait estimé que la présence de la mère et sa collaboration probable à l'administration étaient pour les enfants des garanties aussi précieuses que celles que constituent l'hypothèque légale et le contrôle du conseil de famille. Il avait pensé aussi que ce serait porter atteinte au prestige de la puissance paternelle que soumettre le père à une surveillance trop étroite. « Le père, disait Cambacérès, est plus qu'un tuteur » (2), et les travaux préparatoires du Code civil ne laissent aucun doute sur la volonté du législateur de lui donner des pouvoirs différents et plus étendus. D'une part, en effet, nous avons vu dans le chapitre précédent que si les dispositions relatives à l'administration légale ont été insérées dans le titre de la tutelle, c'est à la suite de circonstances accidentelles ; ainsi donc, de la place occupée dans le Code par l'article 389, on ne saurait

1. Toulouse, 23 déc. 1818. S. 1819. 2. 201.

2. Fenet, *Travaux préparatoires du Code civil*, t. X, p. 545.

aucunement conclure que le législateur a entendu assimiler le père au tuteur. Et, d'autre part, de l'exposé des motifs rédigé par la section de législation du Tribunat, il résulte clairement que l'article 389 n'a été introduit dans le Code que dans le but de bien marquer la différence qui sépare l'administration légale de la tutelle. Enfin, lors de la rédaction définitive de l'article 389, on a supprimé le troisième paragraphe qui donnait au père les mêmes pouvoirs qu'au tuteur et qui était ainsi conçu : « Tout ce qui intéresse la propriété des biens sera réglé par les dispositions de la section VIII. » La suppression de cet alinéa montre bien que le législateur a voulu faire de l'administration légale une institution originale, nettement distincte de la tutelle.

Aussi, bien avant le vote de la loi du 6 avril 1910 qui a mis fin à toutes contestations, la jurisprudence avait-elle déjà rejeté toute idée d'assimilation du père au tuteur. Il avait été jugé, en effet, qu'il n'y avait pas lieu, pendant la durée de l'administration légale, à nomination d'un subrogé-tuteur (1) ; qu'en tant qu'administrateur le père avait une situation privilégiée qui excluait l'intervention d'un conseil de famille soit permanent, soit accidentel (2), que les

1. Cassation, 14 juin 1878. D. 78. 1. 227. — Besançon, 29 nov. 1864. S. 1865. 2. 76. — Paris, 5 avril 1876. S. 1876. 2. 331.

2. Cassation, 3 juin 1867. D. 1868. 1. 27. — 5 janvier 1903. D. 1903. 1. 24.

biens du père n'étaient pas grevés de l'hypothèque légale (1). Enfin, un arrêt de la Cour de cassation du 12 mars 1867 avait posé en principe « ... que les règles de tutelle ne sont point applicables, en général, au père administrateur légal, pendant le mariage, des biens de ses enfants mineurs ; que notamment, la loi n'a pas entendu le soumettre à l'intervention et au contrôle du conseil de famille ; que cela résulte avec évidence des circonstances et des déclarations qui ont accompagné l'introduction dans le Code de l'article 389 » (2).

Troisième système. — Demolombe estimait que le législateur n'avait pas cru devoir assimiler complètement l'administration légale à la tutelle, mais que toutefois il n'avait pas voulu établir un antagonisme absolu entre les deux institutions.

D'après cet auteur, le père était un tuteur légitime et privilégié, dispensé du contrôle du subrogé-tuteur et du conseil de famille, affranchi de l'hypothèque légale, mais cependant assujetti à toutes celles des règles de la tutelle « dont la raison appelle l'appli-

1. Cassation, 3 décembre 1821. S. 1822. 1. 80. — Grenoble, 4 février 1850. D. 1851. 5. 316. — Cependant il a été jugé que le testateur qui fait un legs à un enfant mineur peut ne confier au père l'administration du bien légué qu'à charge de fournir hypothèque pour la garantie de sa gestion (V. Cass., 30 avril 1833. S. 1833. 1. 466 ; D. 1833. 1. 221).

2. Cass., 12 mars 1867. S. 1867. 1. 273.

cation à une administration semblable » (1). « Selon nous, disait M. Demolombe, les dispositions qui gouvernent la tutelle proprement dite, considérée surtout comme tutelle, ne sont pas applicables à l'administration légale. Au contraire, les dispositions qui, bien que placées au titre de la tutelle, constituent des règles générales, doivent être appliquées par analogie et d'après les intentions présumées du législateur. »

Ce système manquait de précision et ses partisans se heurtaient à de multiples difficultés lorsqu'il s'agissait de faire un choix parmi les dispositions du titre de la tutelle et de déterminer celles d'entre elles qui, constituant « des « règles générales », devaient « être appliquées » par analogie « à l'administration légale ».

Quatrième système. — Une théorie qui se rapproche beaucoup de la précédente avait été émise par MM. Aubry et Rau (2).

Elle consistait à soutenir que les pouvoirs du père « sont aussi étendus et ne sont pas en général plus étendus que ceux du tuteur ».

A l'appui de leur opinion, MM. Aubry et Rau invoquaient les termes du troisième paragraphe du projet

1. Demolombe, t. VI, nos 417 et 446. -- Dans le même sens Cassation, 2 mai 1865. S. 1865. I. 206.

2. Aubry et Rau, t. I, § 123.

présenté par la section de législation du Tribunal, paragraphe qui renvoyait aux règles de la tutelle pour l'administration des biens et qui fut, comme nous l'avons déjà dit, supprimé lors de la rédaction définitive de l'article 389. Entre cet alinéa et l'exposé des motifs qui le précédait, il n'y avait pas, disaient-ils, une contradiction absolue. La pensée de la section de législation du Tribunal était de soumettre les pouvoirs du père aux règles qui limitent ceux du tuteur. Le paragraphe 3 de l'article 389 a été supprimé parce que sa rédaction était défectueuse et qu'il faisait application au père de toutes les dispositions de la section VIII, alors que l'intention du législateur était seulement d'assujettir l'administrateur légal à celles de ces dispositions qui fixent la capacité du tuteur vis-à-vis des tiers (art. 457 et suiv. du C. civ.).

En conséquence, MM. Aubry et Rau estimaient que le père, conformément au vœu exprimé par la section de législation du Tribunal, n'était pas en principe assujetti au contrôle du conseil de famille, mais que, cependant, il devait, de même que le tuteur, se conformer aux prescriptions des articles 457 et suivants du Code civil toutes les fois qu'il avait à accomplir pour le compte du mineur un des actes dont la validité est, en cas de tutelle, subordonnée soit à la seule autorisation du conseil de famille, soit à cette autorisation et à l'homologation par le tribunal. C'était instituer auprès de l'administrateur légal un

conseil de famille à attributions restreintes, ne fonctionnant que par intermittence et n'intervenant qu'à l'occasion de l'accomplissement de certains actes.

A l'appui de cette opinion, on invoquait les dispositions des articles 953 et 954 du Code de procédure civile, 776 et 2126 du Code civil, qui, dans les cas qu'ils prévoient, imposent pour tous les mineurs sans distinction les formalités de la tutelle.

Ce système qui attribuait au père les mêmes pouvoirs qu'au tuteur reposait sur une base des plus fragiles ; ses partisans raisonnaient, en effet, comme si le troisième paragraphe de l'article 389 était en vigueur et ils l'appliquaient en en limitant la portée. Or, ce paragraphe a été supprimé dans des circonstances et pour des motifs qui nous sont inconnus et on peut dès lors soutenir que, si le législateur en avait approuvé l'esprit, il ne l'aurait pas purement et simplement rejeté et se serait borné à en modifier la rédaction. Du fait que ce paragraphe a disparu sans laisser de traces, nous pensons qu'on doit conclure que les auteurs du Code civil ont entendu repousser toute assimilation entre l'administrateur légal et le tuteur. En tout cas, on doit considérer comme arbitraire et vraisemblablement contraire aux intentions du législateur un système qui consiste à appliquer, comme s'il avait force de loi, un texte qui, après examen, n'a pas été adopté.

Cinquième système. — Dans une dernière opinion, on soutenait qu'en nommant le père « administrateur » le Code avait par là même défini ses pouvoirs.

Étant administrateur, le père avait le droit de faire seul et sans autorisation tous les actes d'administration, et il avait au contraire besoin de se faire autoriser par la justice pour accomplir les actes de disposition (1).

Cette théorie était conforme aux principes juridiques. Tenant compte des travaux préparatoires du Code civil et du texte de l'article 389, elle établissait une distinction très nette entre la tutelle et l'administration légale. De plus, elle assurait la sauvegarde des intérêts de l'enfant en limitant les pouvoirs du père qui, pour accomplir les actes excédant la simple administration, devait obtenir l'autorisation du tribunal. Ainsi donc, au point de vue pratique comme au point de vue juridique, ce cinquième système pouvait être considéré comme satisfaisant. Toutefois, il se heurtait à une objection qui, au premier abord, pouvait sembler des plus sérieuses : à quel titre le juge intervenait-il ?

En l'absence d'un texte leur en reconnaissant formellement le droit, les tribunaux pouvaient-ils auto-

1. L'autorisation du tribunal, quand elle était nécessaire, était donnée en Chambre du conseil, le ministère public entendu (Bertin, *Chambre du conseil*, t. I, p. 483.566, et 569).

riser un administrateur à aliéner ? et était-on fondé à décider qu'un acte de disposition fait par le père sans autorisation était nul pour inobservation d'une formalité qui n'était pas expressément prescrite par la loi ? Mais, peut-on répondre, si on n'avait pas comblé les lacunes du Code en s'inspirant de son esprit, on serait arrivé nécessairement à cette conséquence inadmissible que le père aurait eu moins de pouvoirs que le tuteur, car, n'ayant que la capacité d'accomplir des actes d'administration et ne pouvant se faire autoriser par les tribunaux à passer les actes de disposition, il se serait trouvé dans l'impossibilité d'aliéner les biens de ses enfants. Ces biens eussent été ainsi mis hors du commerce contrairement aux intérêts du mineur et au principe consacré par le Code de la libre circulation des biens. Il était donc de toute nécessité de reconnaître aux tribunaux le droit d'autoriser l'administrateur légal à procéder aux actes d'aliénation. Au surplus, on était d'autant plus fondé à leur attribuer ce droit que la loi semble bien avoir confié aux magistrats la mission d'intervenir pour la protection de tous les incapables. Et, en effet, dans l'intérêt de la femme mariée, les articles 1555 et 1558 subordonnent à l'autorisation du tribunal l'aliénation des immeubles dotaux dans les cas où elle est exceptionnellement permise ; de même, dans l'intérêt de l'absent, l'article 126 dispose que les biens du disparu ne peuvent être vendus qu'après autori-

sation de justice ; de même encore, dans l'intérêt des incapables en général, l'article 13 de la loi du 3 mars 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ne permet à leurs représentants de consentir à la cession amiable des biens à exproprier qu'autant qu'ils y ont été autorisés par le tribunal. D'une manière générale, les aliénations consenties par des incapables ou en leur nom doivent être autorisées par les tribunaux. Il était donc logique de faire application de ce principe à l'administration légale.

D'ailleurs, le système que nous venons d'exposer était celui de plusieurs auteurs réputés pour leur science du droit (1), et le tribunal de la Seine et la Cour de cassation l'ont consacré.

Nous l'admettrons donc et nous poserons en principe qu'antérieurement à la loi du 6 avril 1910, pour apprécier la capacité du père, il était indispensable de se demander s'il s'agissait d'un acte d'administration ou d'un acte de disposition. Dans la première hypothèse, le père pouvait l'accomplir seul et sans aucune formalité ; dans la seconde, au contraire, il devait préalablement solliciter et obtenir l'autorisation de la justice.

Mais à quel signe reconnaît-on qu'un acte doit

1. Baudry-Lacantinerie, 6^e édition, t. I, n° 991. — Laurent, t. IV, n° 313. — Beudant, *État et capacité des personnes*, t. II, n° 734 et 736.

être rangé dans la catégorie des actes d'administration ou dans celle des actes d'aliénation ? Autrement dit, quel est le critérium qui permet de reconnaître la nature d'un acte ?

Ce critérium, la jurisprudence était allée le chercher dans les textes relatifs à la tutelle et elle avait admis que constituent des actes d'administration tous les actes que le tuteur peut faire seul ou avec le consentement du conseil de famille ; par contre, devaient être rangés au nombre des actes d'aliénation tous les actes que le tuteur ne peut accomplir qu'en vertu d'une délibération du conseil de famille homologuée par le tribunal.

Mais nous ne voyons pas pourquoi la jurisprudence, après avoir rejeté toute assimilation de l'administration légale à la tutelle, prétendait trouver dans les textes réglementant cette dernière institution la distinction des actes de disposition et des actes d'administration. Elle aboutissait d'ailleurs, ainsi, à reconnaître au père le pouvoir de faire seul certains actes qui, tels que la renonciation à une succession, sont incontestablement des actes d'aliénation.

Aussi considérons-nous comme plus rationnelle la distinction des actes de disposition et d'administration telle que l'établissait Laurent : « Tout acte concernant les biens, disait cet auteur, est un acte d'administration ou un acte de disposition. Les actes de disposition sont ceux qui entraînent une aliénation

totale ou partielle d'un bien quelconque ; tout acte qui n'entraîne pas une aliénation est, pour cela même, un acte d'administration (1). »

M. Beudant exprimait la même idée en ces termes : « Les actes d'administration sont les actes par lesquels on exploite, on fait fructifier les biens. Excèdent les limites de l'administration tous les actes par lesquels on dispose des biens, on les aliène, on les grève de droits au profit de tiers (2). »

Enfin, M. Baudry donnait des actes de disposition et d'aliénation une définition identique aux précédentes ; il disait, en effet : « Par actes d'administration, le mot pris dans son sens le plus large, il faut entendre tous ceux qui tendent à conserver, à faire fructifier ou à augmenter le patrimoine du mineur, alors même qu'ils seraient de nature, par les conséquences qui en résultent, à compromettre le capital lui-même... Les actes de disposition sont ceux qui, considérés en eux-mêmes, ne tendent pas à conserver, à faire fructifier ou à augmenter le capital du mineur bien qu'en fait ils puissent être des plus avantageux pour celui-ci. »

C'est, selon nous, à ces définitions qu'il convenait de se reporter toutes les fois que se posait la question de savoir si un acte constituait un acte d'adminis-

1. Laurent, t. IV, n° 304.

2. Beudant, *Etat et capacité des personnes*, t. II, p. 384.

tration plutôt qu'un acte de disposition et pouvait être accompli par le père sans autorisation du tribunal (1).

Grâce au critérium proposé par MM. Laurent, Beudant et Baudry, il était possible d'affirmer que, sans avoir à solliciter aucune espèce d'autorisation, le père pouvait interrompre une prescription, faire transcrire les actes susceptibles de l'être, requérir une apposition de scellés, faire procéder à un inventaire, faire faire des réparations aux immeubles et aux meubles, passer un contrat d'assurance contre l'incendie, recevoir les sommes exigibles et en donner quittance, acquitter les dettes échues, employer les

1. On remarquera que, pratiquement, le système de Laurent auquel nous nous rallions aboutissait presque aux mêmes résultats que celui suivi par la jurisprudence. Il était cependant plus rigoureux. En effet, certains actes qui, d'après les tribunaux, pouvaient être accomplis librement par le père (parce que ces actes peuvent être faits par le tuteur avec l'avis du conseil de famille sans homologation par le tribunal), sont des actes d'aliénation et devaient, par suite, d'après Laurent, n'être permis au père que s'il avait obtenu l'autorisation du tribunal. Il en était ainsi notamment de la renonciation à une succession. En ce qui concerne l'aliénation de valeurs mobilières, tandis que la jurisprudence, considérant que la loi du 27 février 1880 ne s'appliquait qu'au tuteur, autorisait le père à y procéder sans formalités, elle n'était possible, d'après Laurent, qu'avec autorisation de justice comme rentrant dans la catégorie des actes de disposition.

capitaux disponibles, accepter une donation (1), un legs ou une succession (2) ; etc.

Tous ces actes que le père pouvait accomplir sans autorisation du tribunal sont des actes d'administration.

Quant aux actes de disposition et à ceux dont la nature pourrait, au premier abord, paraître mal définie, il convient de les examiner les uns après les autres. Pour rendre cet examen plus rapide, nous nous dispenserons de signaler les controverses qui ont pu s'élever au sujet des formalités requises pour l'accomplissement de chacun d'eux. Toutes ces controverses se rattachent d'ailleurs aux principes généraux et aux systèmes que nous venons d'exposer.

I. — *Vente d'immeubles.* — La vente d'immeuble est un acte qui n'a rien de commun avec un acte d'administration ; aussi admettrons-nous qu'elle ne

1. Le droit du père d'accepter une donation faite à son enfant mineur est d'ailleurs formellement reconnu par l'article 935 § 3 du Code civil, et la jurisprudence admettait déjà, avant la loi du 6 avril 1910, qu'il pouvait accepter librement même une donation avec charges. En ce sens : Paris, 4 juin 1865. S. 1865. 2. 216.

2. En ce sens : Laurent, t. IV, n° 312. — Aubry et Rau, t. VII, p. 552. — en sens contraire : Bertin, *Chambre du Conseil*. V° *Mineurs* n° 616. A remarquer d'ailleurs que du rapprochement des articles 461 § 2, et 776 du Code civil il résulte que l'acceptation doit avoir lieu sous bénéfice d'inventaire.

pouvait être consentie par le père qu'avec l'autorisation de justice (1).

Quant à l'échange, acte qui équivalait à la vente, il devait être également autorisé par le tribunal. Par contre, le père pouvait procéder librement à la licitation des biens indivis entre son enfant et des tiers ; solution rationnelle : en effet, la licitation pouvant être imposée par chacun des propriétaires indivisaires, on ne pourrait pas concevoir que le père soit obligé de solliciter l'autorisation de consentir à une aliénation à laquelle il n'a pas la possibilité de s'opposer.

II. — *Cession amiable d'immeuble compris dans une expropriation pour cause d'utilité publique.* —

La cession amiable d'immeubles appartenant à des mineurs et compris dans une expropriation pour cause d'utilité publique est prévue par l'article 13 de la loi du 3 mai 1841. Aux termes de ce texte, qui est encore aujourd'hui en vigueur, elle ne peut être consentie par le représentant des mineurs, père ou tuteur, qu'avec l'autorisation du tribunal.

III. — *Constitution de droits réels.* — La constitution de droits réels est assimilée à un acte d'aliénation.

1. Cour de Douai, 21 janvier 1894. S. 1894. 2. 312. — V. en sens contraire : Jugement du tribunal de Semur du 4 août 1899, réformé par arrêt de la Cour d'appel de Dijon du 13 juin 1900. D. 1902. 2. 46.

En conséquence, on doit décider que, sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil, le père ne pouvait, sans l'autorisation de justice, ni grever d'hypothèques les immeubles des mineurs, ni les donner en antichrèse, ni consentir un bail emphytéotique, ni concéder sur les biens de l'enfant, au profit d'un tiers, une servitude ou un droit d'usufruit, d'usage ou d'habitation.

IV. — *Baux d'immeubles.* — Le bail est un acte d'administration; on devait donc reconnaître au père le droit de donner à bail les immeubles du mineur. Toutefois, des dispositions des articles 1718 et 1429 combinés il résulte que, si les baux consentis par l'administrateur des biens d'un incapable sont valables quelle que soit leur durée, ils ne peuvent cependant pas être opposés pour une durée de plus de neuf années à l'incapable devenu ou redevenu capable. Cette règle devait être appliquée aux baux consentis par le père administrateur légal, même avant la loi du 6 avril 1910 (1).

V. — *Vente de meubles corporels.* — La vente de meubles corporels est tantôt un acte d'administration et tantôt un acte de disposition. Constitue indubitablement un acte de gestion la vente de meubles qui se consomment par le premier usage ou sont

1. Demolombe, t. VI, n° 439. — Aubry et Rau, t. I, p. 506, § 123.

par leur nature destinés à être vendus. C'est ainsi qu'on a dû, de tout temps, reconnaître au père administrateur légal le pouvoir de vendre sans aucune formalité les fruits récoltés sur les terres du mineur, ainsi que les produits provenant de la coupe de ses forêts ou de l'exploitation des carrières dont il est propriétaire.

Mais la vente de meubles corporels peut être aussi un acte de disposition (1) et notamment elle aura ce caractère quand elle portera sur des meubles qui sont affectés à l'usage de l'enfant ou qui garnissent son habitation.

Nous croyons donc, avec Laurent, qu'en cette dernière hypothèse, le père ne pouvait, avant la loi du 6 avril 1910, procéder à l'aliénation qu'avec l'autorisation du tribunal.

Toutefois nous devons noter que la jurisprudence et presque tous les auteurs s'étaient prononcés en sens contraire (2). On faisait valoir, en effet, que le législateur du Code civil, se basant sur les idées de son époque, avait admis la règle *mobilia possessiones vilis*; qu'en conséquence il n'avait songé à protéger que la fortune immobilière des incapables et qu'en particulier il n'avait soumis à aucune res-

1. Laurent, t. II, n° 179.

2. Demolombe, t. VI, n° 437. — Aubry et Rau, t. I, § 123. — Cassation, 6 février 1873. S. 1873. I. 61.

triction le droit du tuteur d'aliéner les biens meubles. Pour quelles raisons, disait-on, se montrerait-on plus rigoureux à l'égard du père qu'à l'égard du tuteur ? Sans doute, répondrons-nous, la solution que nous avons admise aboutit à refuser à l'administrateur légal un droit de libre disposition qu'on reconnaît au tuteur, mais elle est la conséquence logique et forcée du principe que le père n'avait, sous l'empire de l'ancien article 389, que les pouvoirs d'un administrateur et ne pouvait accomplir librement aucun acte de disposition.

VI. — *Aliénation de meubles incorporels.* — Pour l'aliénation des meubles incorporels, le Code civil ne prescrivait aucune formalité ni au tuteur ni à l'administrateur légal. Par contre, la loi du 24 mars 1806, par son article 3, soumettait le tuteur à l'obligation d'obtenir l'autorisation du conseil de famille pour l'aliénation des inscriptions de rente sur l'État au-dessus de 50 francs, et un décret du 25 septembre 1813 avait étendu les dispositions de cette loi aux actions de la Banque de France.

Il avait été jugé tout d'abord que ces deux textes s'appliquaient au père comme tuteur (1), et le Trésor exigeait de l'administrateur légal l'accomplissement

1. Tribunal de Lyon, 28 février 1862. *Moniteur judiciaire*, 13 mars 1862.

de la formalité imposée au tuteur. Mais un jugement du tribunal de la Seine en date du 17 décembre 1876 (1) vint déclarer que cette opinion était inexacte et que la loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813 ne visaient que le tuteur à l'exclusion du père. Ultérieurement, lors de la discussion de la loi du 27 février 1880 qui a restreint les pouvoirs du tuteur quant aux valeurs mobilières du pupille, la situation du père administrateur légal fut envisagée au Sénat, tant au sein de la commission qu'en séance publique, et on décida que la loi nouvelle ne s'appliquerait pas à lui (2).

C'est ce qu'exprimait clairement une circulaire adressée par le garde des Sceaux aux procureurs généraux le 20 mai 1880 (3). Cette circulaire contenait en effet le passage suivant : « Il a été formellement reconnu (lors de la discussion au Sénat) que la loi (du 27 février 1880) a été faite pour limiter les pouvoirs des tuteurs, en sorte qu'elle n'est applicable en principe que là où il y a tutelle. Le père administrateur légal pourra donc à l'avenir... aliéner les valeurs appartenant à ses enfants mineurs. La loi du 24 mars

1. Tribunal Seine, 17 décembre 1876. D. 1881. 3. 71.

2. *Journal officiel* du 18 février 1880. — Sénat, séance du 17 février 1880. — Tribunal Seine, 27 avril 1882. D. 1883. 3. 111 ; S. 1882. 2. 207. — Avis du Conseil d'État du 16 novembre 1899. D. 1902. 3. 18 ; S. 1902. 5. 449.

3. *Bulletin officiel du ministère de la Justice*, année 1880.

1806 et le décret du 25 septembre 1813 dont les dispositions, par une extension parfois contestée d'ailleurs, lui étaient appliquées, sont formellement abrogés par l'article 12 de la loi du 27 février. »

A la suite de la loi du 27 février 1880, la presque unanimité de la jurisprudence admit, ainsi qu'elle l'avait d'ailleurs fait parfois auparavant, que le père pouvait librement aliéner les meubles incorporels de ses enfants (1).

Cependant, nous croyons qu'après, comme avant la loi du 27 février 1880, l'administrateur légal devait obtenir l'autorisation de justice pour aliéner les valeurs mobilières. L'aliénation de meubles incorporels constitue, en effet, un acte de disposition, et, ainsi que nous l'avons montré, le père ne peut accomplir aucun acte de cette nature sans l'autorisation du tribunal. Quant aux discussions qui ont précédé le vote de la loi du 27 février 1880, elles ne sont pas susceptibles de nous amener à modifier notre opinion, car de ces discussions il résulte seulement que la loi nouvelle ne s'applique pas au père et qu'un certain nombre de sénateurs pensaient que, sous le régime du Code civil, le père avait le droit d'aliéner à son gré les valeurs mobilières de ses enfants. Or,

1. Montpellier, 30 mars 1859. S. 1859. 2. 508. — Seine, 27 avril 1882. S. 1882. 2. 207. — Amiens, 11 juin 1890. S. 1892. 2. 15; D. 1891. 2. 335. — Besançon, 11 novembre 1898. S. 1902. 2. 41.

d'une part, nous n'avions pas besoin de la loi du 27 février 1880 pour assujettir le père à la nécessité d'une autorisation judiciaire, et, d'autre part, nous ne croyons pas que pour apporter une exception à une règle juridique, telle que celle de l'impossibilité pour le père d'accomplir librement des actes d'aliénation, il suffise de faire état d'opinions qui ont été simplement émises à la tribune du Parlement et qui n'ont eu pour conséquence l'adoption d'aucun texte de loi.

En résumé, selon nous, de tous temps, le père a été astreint à solliciter l'autorisation de justice pour aliéner les meubles incorporels de ses enfants mineurs (1).

Mais antérieurement à la loi du 6 avril 1910, fallait-il assimiler à l'aliénation de valeurs mobilières la conversion de titres nominatifs en titres au porteur? Nous ne le pensons pas. Sans doute, la conversion est ordinairement le préliminaire de l'aliénation; elle doit être considérée comme une opinion dangereuse et c'est à juste titre que les lois du 27 février 1880 et 6 avril 1910 ont subordonné son accomplissement à l'autorisation préalable du tribunal; mais on ne

1. En ce sens : Seine, 8 novembre 1898. S. 1899. 2. 316. On remarquera que ce jugement est postérieur à la loi du 27 février 1880. — A noter également que le syndicat des agents de change de Paris n'a jamais cessé d'exiger l'autorisation du tribunal pour procéder au transfert des titres de rente sur l'État appartenant à des mineurs.

saurait voir en elle un acte de disposition ; aussi estimons-nous qu'avant la modification de l'article 389 du Code civil, l'administrateur légal pouvait librement convertir les titres nominatifs en titres au porteur.

VII. — *Renonciation à une succession ou à un legs.*

— Dès l'instant du décès du *de cujus*, l'héritier acquiert la propriété des biens compris dans la succession.

De même « tout legs pur et simple donne au légataire la propriété des biens légués dès le jour du décès du testateur » (1).

Il en résulte que la répudiation d'une succession ou d'un legs fait sortir du patrimoine du répudiant les biens héréditaires que le seul fait de la mort du *de cujus* y avait fait entrer. La renonciation à un legs ou à une succession est donc un acte de disposition et il s'ensuit qu'avant la loi du 6 avril 1910 le père devait obtenir l'autorisation du tribunal pour renoncer à une succession ou à un legs (2), sans qu'il y eût à distinguer suivant que ce legs ou cette succession étaient immobilières ou mobilières (3).

1. Planiol, 3^e édition, t. III, n° 2732, p. 619.

2. Laurent, t. IV n° 312, p. 413. — Cassation requêtes, 13 juillet 1903. *Journal des notaires et des avocats*, 1904, p. 145.

3. V. cependant en sens contraire : Paris ; 18 février 1901. D. 1901. 2. 362 ; S. 1903. 2. 1. Cet arrêt décide qu'un père peut renoncer seul à un legs de sommes d'argent fait à son fils mineur.

VIII. — *Partage*. — Le fait de partager ne constituant pas une aliénation, puisque chacun des copartageants recevra la part à laquelle il a droit, le partage doit être considéré comme un acte d'administration. Avant la loi du 6 avril 1910, le père pouvait donc, sans autorisation, soit répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur, soit provoquer le partage si l'indivision lui paraissait préjudiciable aux intérêts de son enfant, soit même procéder à un partage amiable ayant un caractère définitif et non pas seulement provisionnel.

IX. — *Emprunt*. — Le législateur a, dans maints articles du Code, manifesté son intention d'assimiler l'emprunt à un acte de disposition. Au surplus, on peut dire que l'emprunt est susceptible d'entraîner ultérieurement, lorsque la dette contractée sera échue, une aliénation. Ces considérations nous conduisent à ranger l'emprunt au nombre des actes qui, même sous le régime de l'ancien article 389 du Code civil, n'ont jamais été permis à l'administrateur légal que sous condition d'être autorisés par le tribunal (1).

X. — *Actions en justice*. — De tout temps on a reconnu au père le droit de défendre aux actions

1. En ce sens : Lyon, 13 mars 1897. Pand. fr., 1899. 2. 321. — Gex, 18 mai 1898. Pand. fr., 1900. 2. 17.

intentées contre son enfant. Mais la question de savoir s'il pouvait, au nom du mineur, introduire sans autorisation une demande en justice a été controversée. Laurent la résolvait par la négative. « Celui qui intente une action mal fondée peut, disait-il, être condamné aux frais et ceux-ci peuvent être énormes. L'administrateur, plaidant aux frais de celui dont il gère les intérêts, pourrait être tenté de plaider à la légère ; il est donc bon qu'il y ait un contrôle. On peut même assimiler les actions judiciaires à des actes de disposition, car le demandeur qui succombe dispose indirectement de la chose qui fait l'objet du litige (1). »

Par contre, appliquant le principe que le père peut faire seul les actes que le tuteur est autorisé à faire avec l'approbation du conseil de famille et sans homologation par le tribunal, la jurisprudence décidait que le père pouvait, sans autorisation, intenter toutes sortes d'actions, et même les actions immobilières (2).

Nous croyons pouvoir nous ranger à l'opinion de la jurisprudence, du moins en ce qui concerne les actions mobilières et possessoires, car il semble bien que le législateur ait eu l'intention d'assimiler leur

1. Laurent, t. IV, n° 315.

2. Bourges, 11 février 1863. D. 1864. 5. 305 ; S. 1863. 2. 121. — Besançon, 29 novembre 1864. D. 1864. 2. 195. — Bordeaux, 2 juin 1876. S. 1876. 2. 330. — Dijon, 31 décembre 1891. D. 1892. 2. 233.

exercice à un acte d'administration. De plusieurs des dispositions du Code civil il résulte, en effet, que ces actions peuvent être intentées sans autorisation par les personnes frappées de l'incapacité de disposer (mineurs émancipés) et par l'administrateur des biens d'autrui (tuteur, mari).

XI. — *Acquiescement*. — L'acquiescement, quand il intervient avant l'instance ou même, en cas de procès, avant le jugement, est incontestablement un acte de disposition. Celui qui acquiesce dans ces conditions amoindrit son patrimoine en abandonnant à son adversaire un bien dont il est peut-être propriétaire ou en renonçant à son profit à un droit que la justice lui aurait peut-être reconnu. Il y avait donc lieu, avant la loi du 6 avril 1906, de décider que le père ne pouvait pas sans autorisation du tribunal acquiescer, avant jugement, à une demande intéressant le patrimoine de son enfant (1).

Par contre, nous pensons que l'acquiescement, lorsqu'il se produit après le jugement rendu en première instance, n'a plus le même caractère d'acte de disposition. En effet, bien qu'elle ne soit pas définitive, la décision du tribunal conduit à présumer que le droit de l'adversaire est certain. Dès lors, en renonçant à la faculté de faire appel ou de se pour-

1. La jurisprudence était en sens contraire : Cassation, 17 fév. 1875. S. 1875. I. 152.

voir en cassation, la partie qui a succombé ne fait que prendre le parti le moins onéreux et souvent le plus sage.

Nous reconnaissons donc que le père avait, même avant la récente modification de l'article 389, le droit d'acquiescer à un jugement rendu au cours d'une instance dans laquelle son fils était partie (1). Au surplus, l'administrateur légal pouvant toujours laisser le jugement ou l'arrêt devenir définitif par expiration des délais d'appel ou de pourvoi, il eut été pratiquement illusoire de lui dénier la faculté d'acquiescer.

XII. — *Transaction*. — Aux termes de l'article 2044 du Code civil, « la transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître ».

Il convient de compléter cette définition en ajoutant que la transaction implique des concessions réciproques et l'abandon par chaque partie de quelques-unes de ses prétentions. Ainsi, celui qui transige fait abandon au profit d'autrui de droits litigieux ; or, un droit litigieux est tout aussi bien qu'un autre droit un élément du patrimoine et celui qui y renonce diminue son patrimoine. On est ainsi con-

1. En ce sens : Cassation, 3 juin 1867. D. 1868. I. 27 ; S. 1867. I. 273.

duit à admettre que la transaction est un acte de disposition et que, même avant la loi du 6 avril 1910, le père devait obtenir l'autorisation du tribunal pour transiger tant en matière mobilière qu'en matière immobilière (1).

Mais le père devait-il également se conformer aux prescriptions de l'article 467 du Code civil ? autrement dit, la transaction ne pouvait-elle avoir lieu qu'après consultation de trois jurisconsultes ? Nous ne le pensons pas, car, comme nous l'avons déjà dit, le législateur n'a établi aucune assimilation entre la tutelle et l'administration légale et il n'y a, d'autre part, aucune raison spéciale d'appliquer au père les dispositions de l'article 467 (2).

Nous n'aurions pas fait une étude complète des pouvoirs de l'administrateur légal sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil, si nous ne mentionnions pas en terminant que, de tous temps, on a considéré certains actes comme absolument interdits au père. La loi du 6^e avril 1910 étant restée muette sur les actes de cette nature, tout ce que nous dirons

1. La jurisprudence admettait, au contraire, que le père pouvait transiger sans autorisation. — Montpellier, 30 mars 1859. S. 1859. 2. 508. — Cassation, 29 juillet 1903. D. 1904. 1. 196; S. 1903. 1. 520.

2. V. cependant Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, § 123. MM. Aubry et Rau enseignaient que toutes les formalités imposées au tuteur devaient être observées par le père pour toute transaction mobilière ou immobilière.

V. dans le même sens, Tribunal d'Avesnes, 11 décembre 1891. *La Loi*, 26 avril 1892.

à leur sujet dans le chapitre III de notre deuxième partie s'appliquera aussi bien au régime antérieur à la modification de l'article 389 qu'à celui qui lui a succédé.

Nous nous bornerons donc à indiquer ici que :
1° on ne reconnaît au père ni le pouvoir de compromettre, ni le droit d'aliéner à titre gratuit les biens de son enfant ;

2° Certains actes, en raison de leur caractère absolument personnel (testament, par exemple), ne peuvent être faits que par le mineur lui-même et ne saurait être accomplis en son nom par l'administrateur légal ;

3° Enfin, on s'est demandé si le père pouvait acheter ou prendre à bail des biens appartenant à son enfant et s'il lui était permis de se rendre cessionnaire de droits ou de créances contre lui.

SECTION III

Obligations et responsabilité de l'administrateur légal

Le nouvel article 389 énumère et précise les obligations de l'administrateur légal. Mais l'ancien texte était beaucoup moins explicite, car il n'imposait expressément au père que deux obligations : admi-

nistrer et rendre compte. Toutefois la seconde de ces obligations en supposait une troisième : l'obligation de faire inventaire. En outre, on pouvait se demander si, en dehors de ces trois obligations, le père n'était pas tenu de certaines autres que la loi impose au tuteur.

Nous étudierons donc successivement : 1^o l'obligation d'administrer ; 2^o celle de faire inventaire ; 3^o celle de rendre compte. Enfin, nous examinerons s'il y avait lieu, antérieurement à la loi du 6 avril 1910, d'étendre à l'administrateur légal les obligations particulières que doit remplir le tuteur.

En même temps que nous traiterons des obligations du père nous rechercherons quelle est sa responsabilité, car on ne saurait séparer l'étude de la responsabilité de celle des obligations : la responsabilité n'est, en effet, pas autre chose que la sanction du manquement aux obligations.

§ 1. — OBLIGATION D'ADMINISTRER

Le paragraphe 5 de la loi du 6 avril 1910 est ainsi conçu : « L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun. »

L'ancien article 389, moins explicite, se bornait à imposer au père l'obligation d'administrer, sans

préciser quelle était l'étendue de cette obligation. Mais tout le monde admettait que l'administrateur légal devait gérer en bon père de famille et qu'au point de vue de l'obligation de bien administrer il était assimilé au tuteur qui, aux termes de l'art. 450, doit administrer en bon père de famille et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion. « Le père, disait Laurent, est dispensé des garanties que la loi exige des tuteurs. Raison de plus pour qu'il gère les intérêts de l'enfant avec toute la sollicitude que la loi attend de son affection (1). » De même Aubry et Rau estimaient que, si les pouvoirs du père sont plus étendus que ceux du tuteur, ses obligations doivent être au moins aussi grandes que celles de ce dernier (2).

On était ainsi conduit à admettre que le père était responsable de toute faute même légère, comme le sont d'ailleurs tous les administrateurs rétribués des biens d'autrui, administrateurs rétribués au nombre desquels le père doit être rangé, puisqu'en compensation de l'obligation d'administrer, la loi lui accorde le droit de jouissance légale.

En décidant que « l'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit

1. Laurent, t. IV, n° 317.

2. Aubry et Rau, 5^e édit., t. I, § 123, p. 780.

commun », la loi du 6 avril 1910 n'a donc fait qu'énoncer un principe depuis longtemps reconnu et appliqué.

Aussi les faits, qui peuvent être considérés aujourd'hui comme constituant des fautes de gestion, avaient-ils déjà le même caractère avant la modification de l'article 389 du Code civil. Ces faits, nous les étudierons en détail dans le chapitre IV de notre deuxième partie.

§ 2. — OBLIGATION DE FAIRE INVENTAIRE

Ni le Code civil ni la loi du 6 avril 1910 n'ont expressément imposé au père l'obligation de faire inventaire. Aussi les arguments qu'on fait aujourd'hui valoir pour astreindre l'administrateur légal à la confection d'un inventaire sont-ils exactement les mêmes que ceux qu'on invoquait dans le même but, antérieurement à la modification de l'article 389. Nous réservant d'exposer ces arguments dans le chapitre IV de la deuxième partie de cette étude, nous nous contenterons d'indiquer ici qu'avant la loi du 6 avril 1910 on admettait généralement que, lors de son entrée en fonctions, le père administrateur légal était tenu de dresser un inventaire des biens de son enfant mineur.

§ 3. — OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

Le deuxième paragraphe de l'ancien article 389 était ainsi conçu : « Il (le père) est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance ; et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit. »

De cette disposition il résultait clairement qu'après la cessation de ses fonctions d'administrateur, le père devait rendre compte de sa gestion et qu'il devait faire figurer sur son compte toutes les recettes et toutes les dépenses effectuées pendant la durée de l'administration. Toutefois, ne devaient pas être portés à la colonne des recettes les revenus de ceux des biens du mineur dont le père avait la jouissance légale et, de même, ne pouvait figurer au nombre des dépenses la portion des frais d'éducation et d'entretien du mineur que les revenus de ce dernier n'avaient pu couvrir, car ces frais sont une des charges de la puissance paternelle et doivent être acquittés par le père en cas d'insuffisance du revenu de l'enfant.

Sur tous ces points il y avait accord entre les auteurs.

Par contre, était controversée la question de savoir si on devait appliquer au compte de l'administrateur légal les dispositions des articles 472 à 475 du

Code civil qui sont relatifs à la reddition des comptes du tuteur.

Tout d'abord nous écarterons l'article 472 aux termes duquel : « Tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives ; le tout constaté par un récépissé de l'oyant compte dix jours au moins avant le traité. »

Les dispositions contenues dans ce texte ont un caractère exceptionnel ; elles constituent une dérogation au principe que toute personne est, sauf exception prévue par la loi, capable de contracter. Avant la réforme de l'article 389, on devait donc admettre qu'elles ne pouvaient s'appliquer qu'au tuteur (1).

Pour des raisons semblables nous estimons qu'on ne pouvait étendre à l'administrateur légal les dispositions du paragraphe 1 de l'article 474 qui fait courir de plein droit les intérêts du reliquat dû par le tuteur et qui déroge au droit commun en apportant ainsi une exception à la règle générale posée par l'article 1153 § 3 du Code civil modifié par la loi du 7 avril 1900. En conséquence, selon nous, le père n'était tenu de payer les intérêts qu'à partir du jour de la mise en demeure.

1. En ce sens : Laurent, t. IV, n° 318. — Aubry et Rau, t. I. — § 123. — Agen, 17 mars 1854. S. 1854. 2. 247. — Aix, 9 novembre 1864. S. 1865. 2. 104. — Cas., 30 janvier 1866. S. 1866. 1. 204.

Enfin, nous pensons qu'avant la loi du 6 avril 1910, il fallait considérer comme spécial à la tutelle l'article 475, duquel il résulte que l'action du mineur contre son tuteur relativement aux faits de la tutelle se prescrit par dix ans à dater de la majorité. D'après l'article 2262 du Code civil, le délai de prescription de droit commun est en effet de trente ans et les textes qui instituent des prescriptions de plus courte durée ont le caractère de dispositions exceptionnelles qu'on ne saurait étendre, par voie d'analogie, de l'hypothèse qu'elles visent à une hypothèse semblable. De nombreux auteurs admettaient, d'ailleurs, avant la promulgation de la loi nouvelle, que l'action en reddition de compte contre le père se prescrivait par trente ans (1).

Quant à l'article 473, la question de son extension au compte à rendre par le père ne se posait même pas. En effet, cet article se borne à dire que les contestations relatives au compte de tutelle seront jugées comme toutes les autres contestations civiles, c'est-à-dire suivant les règles du droit commun. Or, il est évident qu'à défaut d'un texte organisant une procédure spéciale, les contestations auxquelles pouvait donner lieu le compte de l'administrateur légal

1. Planiol, 5^e édit., t. I, n° 1723, p. 558. — Aubry et Rau, 5^e édit., t. I, § 123, note 51. — Demolombe, t. VI, n° 457. — Laurent, IV, n° 319.

devaient être également poursuivies et jugées dans les formes ordinaires.

Ajoutons pour terminer que le tribunal compétent était, conformément au principe énoncé dans l'article 59 du Code de procédure civile, celui du domicile de l'administrateur légal.

§ 4. — ASSIMILATION DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL AU TUTEUR EN CE QUI CONCERNE LES OBLIGATIONS IMPOSÉES A CE DERNIER PAR LES ARTICLES 452, 455 ET 456 DU CODE CIVIL ET 5 ET 6 DE LA LOI DU 27 FÉV. 1880.

Devait-on, antérieurement à la loi du 6 avril 1910, considérer comme applicables à l'administrateur légal les dispositions des articles 452, 455 et 456 du Code civil et 5 et 6 de la loi du 27 février 1880 ? Ces textes imposent au tuteur les obligations suivantes : 1° vendre le mobilier ; 2° faire emploi des capitaux disponibles et de l'excédent des revenus sur les dépenses ; 3° convertir les titres au porteur en titres nominatifs.

A notre avis, le père n'était tenu d'aucune de ces obligations (1).

1. Il convient, toutefois, de remarquer que, même avant la loi du 6 avril 1910, le père administrateur légal était tenu de placer

D'une part, en effet, il résulte indiscutablement des travaux préparatoires de la loi du 27 février 1880 que cette loi ne s'applique pas à l'administration légale.

Et, d'autre part, les prescriptions des articles 452, 455 et 456 du Code civil ne visent que le tuteur et ne pouvaient être étendues au père par voie d'analogie, l'administration légale étant, comme nous l'avons déjà dit, une institution nettement distincte de la tutelle.

SECTION IV

Fin de l'administration légale

La loi du 6 avril 1910 n'a en aucune façon modifié la législation antérieure en ce qui concerne les causes d'extinction de l'administration légale. Aussi renvoyons-nous au chapitre V de notre deuxième partie l'étude des événements qui mettent fin à l'administration légale.

les capitaux et de capitaliser les revenus dans le cas où il n'avait pas la jouissance légale des biens du mineur.

En cette hypothèse, en effet, l'obligation de faire fructifier et d'accroître la fortune de l'enfant lui était imposée comme conséquence de son devoir d'administrer en bon père de famille.

APPENDICE

ADMINISTRATION DES BIENS DES ENFANTS NATURELS

Avant la loi du 2 juillet 1907, il n'existait dans notre législation aucun texte relatif à l'administration des biens des enfants naturels mineurs.

Cette lacune était la source de grandes difficultés.

Quelques auteurs, et notamment Laurent (1), assimilaient, au point de vue de l'administration des biens de ses enfants, le père naturel au père légitime : « Il n'y a, disait Laurent, aucune différence à établir entre le père légitime ou naturel : en tant que la puissance paternelle est un devoir, elle est commune au père naturel ; or, l'administration des biens est un devoir. Cela décide la question en principe. »

Mais au système de Laurent on pouvait objecter que du texte même de l'article 389, il résultait que l'administration légale était une institution réservée

1. Laurent, t. IV, n° 359 et 413. — Toullier, 3^e édit., t. II, n° 1073.

aux enfants légitimes et qu'au surplus ceux-ci sont dans une situation très différente de celle des enfants naturels. Ces derniers, même quand ils ont été reconnus à la fois par leur père et par leur mère, ont besoin de trouver dans la loi une protection plus efficace, car ils sont privés de la garantie que constitue pour les enfants légitimes l'union de leurs parents qui, en pratique, participent souvent tous deux à l'administration des biens et se concertent toutes les fois qu'il s'agit d'accomplir un acte important.

Aussi beaucoup d'auteurs estimaient-ils que l'enfant naturel devait être en tutelle (1). Cette opinion était généralement suivie par la jurisprudence (2) et elle a été consacrée par la loi du 2 juillet 1907 dont les dispositions ont été incorporées dans les articles 383, 384, 389 et 442 § 3 du Code civil.

1. Demolombe, t. VIII, n° 376. — Aubry et Rau, 4^e édit., VI, § 571. — Planiol, 2^e édit., t. I, n° 2188.

2. Cassation, 16 novembre 1898. S. 1899. 1. 24 ; D. 1899. 1. 218. — Paris, 28 juillet 1892. S. 1893. 2. 24.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE LA LOI DU 6 AVRIL 1910

Nous avons consacré le précédent chapitre à l'étude des dispositions de l'ancien article 389 du Code civil et, à maintes reprises, nous avons pu constater l'insuffisance de ce texte.

Le législateur de 1804 avait manifesté la volonté de faire de l'administration légale une institution originale distincte de la tutelle, mais il avait totalement omis de la réglementer.

Par le paragraphe 1^{er} de l'article 389 du Code civil, il avait confié au père la mission d'administrer pendant la durée du mariage les biens personnels de ses enfants mineurs.

Dans le paragraphe 2 du même article, il avait sommairement indiqué quelle serait la responsabilité de l'administrateur légal et dans quelle mesure le père aurait à rendre compte de sa gestion.

Enfin, prévoyant le cas où, le père se trouvant en état d'absence, les biens des mineurs seraient laissés

à l'abandon, il avait inséré dans l'article 141 du Code civil une disposition aux termes de laquelle la mère doit, en l'absence du père, assumer la charge d'administrer les biens des enfants issus du mariage.

Les articles 389 et 141, tels étaient les seuls textes que les rédacteurs du Code civil avaient consacrés à l'administration légale. Encore pourrait-on, avec quelque apparence de raison, soutenir que le deuxième paragraphe de l'article 389 était d'une utilité contestable : à défaut d'un texte spécial, les auteurs et les tribunaux auraient, en effet, aisément pu déduire des principes généraux du droit et des dispositions des articles 384, 386 et 387 du Code civil, relatifs au droit de jouissance légale, que le père, comptable vis-à-vis du mineur de la nue propriété de tous les biens soumis à son administration, n'avait à rendre compte des revenus de ces biens, qu'autant qu'il n'en avait pas l'usufruit.

Si donc on fait abstraction du deuxième paragraphe de l'article 389 qui n'était que d'une médiocre utilité, on peut dire que le législateur de 1804 s'était borné à confier au père et, en cas d'absence de celui-ci, à la mère, le droit d'administration légale et s'était entièrement abstenu d'indiquer dans quelles conditions ce droit serait exercé.

Quels étaient, antérieurement à la mise en application de la loi du 6 avril 1910, les pouvoirs de l'administrateur légal ? Devait-il obtenir l'autorisa-

tion du conseil de famille ou du tribunal pour accomplir valablement certains actes, les actes de disposition ? Ou bien, au contraire, était-il libre de gérer à sa guise et sans contrôle les biens de ses enfants mineurs, et pouvait-il passer sans avoir à solliciter aucune autorisation toutes sortes d'actes, même ceux qui excèdent les pouvoirs d'un administrateur ordinaire, même ceux qui comme la transaction et l'emprunt, sont considérés comme éminemment dangereux ? En raison du silence de la loi, il était bien difficile de répondre à toutes ces questions et, cependant, ces questions relatives à l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal n'étaient peut-être pas les plus embarrassantes. D'autres, effectivement, naissaient de ce fait que le législateur, qui avait omis de réglementer l'exercice de l'administration légale, avait commis un oubli plus grave encore si possible.

Il avait organisé la curatelle pour les mineurs émancipés et la tutellé pour les enfants que la mort a privés de leurs parents ; il avait édicté que les biens des mineurs seraient pendant la durée du mariage administrés par le père ou en cas d'absence de celui-ci par la mère. Mais, d'une part, il n'avait prévu aucun des cas dans lesquels le père doit être considéré comme n'étant plus susceptible de remplir utilement son rôle d'administrateur légal, soit parce qu'il est atteint d'aliénation mentale, soit parce qu'il

y a opposition entre ses intérêts personnels et ceux du mineur.

Et, d'autre part, le législateur avait omis d'indiquer par qui et comment seraient administrés les biens de la nombreuse catégorie des mineurs non émancipés qui ne pouvaient pas être pourvus d'un tuteur, parce que leurs parents étaient toujours vivants, et à qui cependant les dispositions de l'article 389 paraissent ne pas être applicables car leur père et leur mère n'avaient jamais été ou n'étaient plus unis par les liens du mariage ; le Code ne contenait, en effet, aucun texte réglementant l'administration des biens des enfants naturels et des enfants nés d'un mariage dissous par le divorce.

Comment expliquer le silence de la loi ? Pourquoi le législateur de 1804, qui a montré tant de sollicitude pour les incapables et qui notamment a si minutieusement organisé la tutelle, n'a-t-il rien fait pour sauvegarder les droits et les intérêts des mineurs qui, du vivant de leurs père et mère, possèdent des biens dont, en raison de leur âge, ils ne peuvent ni assumer, ni contrôler l'administration ?

Si les auteurs du Code civil n'ont édicté aucune mesure protectrice de nature à assurer la bonne gestion du patrimoine du mineur tant que dure le mariage dont il est issu, c'est peut-être parce qu'ils estimaient inutile de chercher « pour les enfants

d'autre sauvegarde que la tendresse de leurs parents » (1).

Peut-être aussi avaient-ils jugé superflu d'organiser dans tous ses détails l'administration légale, institution qui ne paraissait pas être appelée à fonctionner fréquemment, le nombre de cas dans lesquels un mineur peut, du vivant de ses parents, posséder des biens, étant très limité.

Peut-être, enfin, le législateur avait-il pensé que le terme « administrateur » était suffisamment explicite pour qu'il fût inutile de préciser davantage les pouvoirs et les obligations du père.

Si, ainsi que nous inclinons à le croire, cette dernière hypothèse est exacte, il faut reconnaître que les rédacteurs du Code avaient commis une lourde erreur.

Les controverses auxquelles a donné lieu l'interprétation de l'ancien article 389 ont, en effet, surabondamment démontré l'insuffisance de ce texte. Au lendemain même de la promulgation du Code, il apparut clairement qu'une importante lacune exis-

1. Rapport fait par M. Piou, député, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'administration légale du père pendant le mariage (*Journ. off. Documents parlementaires*, n° 1920, Chambre des députés, annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1887).

tait dans la réglementation de l'administration légale et qu'une réforme s'imposait. Cette réforme ne devait cependant être réalisée que cent ans plus tard, par la loi du 6 avril 1910.

Mais bien avant le vote de cette loi des tentatives, d'ailleurs infructueuses, avaient été faites en vue de compléter, par de nouvelles dispositions légales, l'article 389.

C'est à M. le sénateur Gazague que revient l'honneur d'avoir, le premier, appelé l'attention du législateur sur l'imprécision des pouvoirs conférés par le Code civil au père administrateur légal. En effet, le 17 février 1880, au cours de la discussion au Sénat du projet de loi concernant « l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs ou aux interdits et la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur » (1), M. Gazague proposa un article additionnel ainsi conçu :

La présente loi sera applicable au père administrateur légal dans les cas : 1° de séparation de corps obtenue contre lui ; 2° de séparation de biens ; 3° d'expropriation et 4° de faillite ou de déconfiture. Les formalités prescrites par la loi seront surveillées par un curateur *ad hoc*, dans les formes indiquées par l'article 7.

1. Loi du 27 février 1880.

M. Gazague ne demandait donc pas qu'on assimilât au tuteur le père administrateur légal, mais simplement que ce dernier fût astreint à remplir les formalités prévues par le projet de loi, toutes les fois qu'il se serait rendu suspect soit par son attitude vis-à-vis de son conjoint, soit par son inaptitude à bien gérer sa fortune personnelle.

La proposition de M. Gazague se heurta à l'hostilité du rapporteur de la loi qu'elle devait compléter, M. Denormandie, qui estimait « inopportun de trancher accidentellement la question très grave et très controversée de savoir quelles étaient les obligations du père administrateur légal des biens de ses enfants mineurs. »

Intervenant alors, le garde des Sceaux, M. Cazot, déclara se ranger à l'avis de M. Denormandie ; toutefois, reconnaissant que la détermination des pouvoirs de l'administrateur légal avait donné naissance à des controverses auxquelles il convenait de mettre un terme, il promit de rechercher si des modifications pouvaient être apportées à la législation en vigueur.

M. Gazague retira son amendement et le garde des Sceaux tint parole. Le 17 avril 1880, il invitait en effet le Conseil d'État à examiner « s'il n'y aurait pas lieu d'adopter certaines dispositions législatives destinées à réglementer, d'une façon plus précise que

ne l'avait fait le Code civil, la matière de l'administration légale (1). »

Sous la direction de son président, M. Charles Ballot, la section de législation du Conseil d'État élaborait un projet de loi qui comprenait 14 articles et contenait une réglementation très détaillée de l'administration légale (2). D'après ce projet, le père pouvait être, sur sa demande, relevé de ses fonctions d'administrateur ; il en était privé de plein droit en cas d'interdiction légale ou judiciaire et en cas de condamnation donnant lieu à application de l'article 335 du Code pénal ; il pouvait aussi en être déclaré déchu pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité ou d'infidélité. Dans tous les cas où il était déchargé ou privé de son administration, la mère ou, à défaut de cette dernière, un administrateur *ad hoc* nommé par le tribunal étaient appelés à le remplacer.

L'administrateur légal pouvait librement accomplir les actes d'administration et aliéner les meubles corporels ; par contre, il était obligé de se faire auto-

1. Lettre adressée, le 17 avril 1880, par le garde des Sceaux au vice-président de la section de législation du Conseil d'État.

2. Conseil d'État, n° 35390, distribution du 14 décembre 1880. Texte du projet de loi rédigé par la section de législation et rapport de M. Charles Ballot.

riser par le conseil de famille pour accepter ou répudier une succession, emprunter, provoquer un partage et intenter une action immobilière ; il avait besoin de l'autorisation du conseil de famille et de l'homologation du tribunal pour aliéner ou hypothéquer les immeubles et transiger ; il devait se conformer aux prescriptions de la loi du 27 février 1880 pour vendre les valeurs mobilières ou convertir les titres nominatifs en titres au porteur ; enfin, il ne pouvait aliéner à titre gratuit ni les immeubles ni les meubles.

Il était tenu de faire inventaire et de provoquer la nomination d'un administrateur *ad hoc* toutes les fois qu'il se trouvait en conflit d'intérêts avec ses enfants ; mais il n'était pas soumis à la surveillance d'un subrogé-tuteur.

Le Conseil d'État réuni en assemblée générale consacra ses séances des 23 et 30 juin et 7 juillet 1881 à l'examen du texte proposé par la section de législation. Il y apporta d'importantes et nombreuses modifications et, estimant qu'il convenait de condenser en un article unique, susceptible d'être incorporé dans le Code, les règles applicables à l'administration légale, il adopta le projet de loi suivant :

ARTICLE UNIQUE. — Le père administrateur ne peut faire aucun acte excédant l'administration des biens de ses enfants

mineurs sans recourir à une autorisation de justice donnée par le tribunal en Chambre du conseil.

Sont considérés comme excédant l'administration, et soumis par suite à l'autorisation précédente, tous les actes d'aliénation, de conversion et d'emploi de valeurs mobilières prévus par les articles 1, 3, 4, 5, 6 et 10 de la loi du 27 février 1880. La conversion et l'emploi seront accomplis dans le délai de trois mois, à partir du jour où les biens seront advenus aux mineurs.

Le père administrateur peut, sur sa demande, en cas d'infirmités graves, être déchargé par le tribunal de son administration.

Il peut, sur la demande des parents des mineurs ou sur l'initiative du ministère public, en être privé par le tribunal pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité ou d'infidélité.

Dans tous les cas où le père administrateur a été déchargé ou privé de son administration, le tribunal, à la requête des parents des mineurs ou sur l'initiative du ministère public, désigne en Chambre du conseil la mère ou un tiers administrateur pour le remplacer.

Ce projet avait le mérite d'exclure toute intervention du conseil de famille dans la gestion du père. A ce point de vue il était incontestablement supérieur à celui préparé par la section de législation, mais il était inférieur à ce dernier à tous autres égards. Il contenait, en effet, des lacunes très importantes. Notamment, il n'imposait pas au père l'obligation de faire inventaire et il ne prévoyait pas le cas

d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et l'enfant. Enfin, il ne définissait pas assez nettement les pouvoirs du père, car il ne précisait pas ce qu'il fallait entendre par acte excédant l'administration, et on sait combien il est difficile de déterminer si certains actes doivent être rangés dans la catégorie des actes d'administration ou dans celle des actes de disposition.

Cependant, quelque défectueux et incomplet qu'il fût, le projet du Conseil d'État constituait un progrès évident et son adoption par le Parlement aurait eu pour effet de mettre fin à la plupart des controverses auxquelles avait donné lieu l'interprétation de l'article 389.

Mais ce projet déposé sur le bureau de la Chambre des députés par M. Cazot, garde des Sceaux, le 26 novembre 1881 (1) ne put venir en discussion avant la fin de la législature. Toutefois, il ne fut pas entièrement oublié ; nous verrons, en effet, qu'il fut repris en 1885 par M. Brisson, mais auparavant nous devons examiner une proposition de loi sur l'administration légale qui fut présentée le 13 décembre 1881 par M. Bisseuil, député (2).

Le texte de cette proposition était précédé d'un

1. *J. off.* Doc. parlam. Chambre, annexe au procès-verbal de la séance du 26 novembre 1881.

2. *J. off.* Doc. parlam. Chambre, annexe au procès-verbal de la séance du 13 décembre 1881.

exposé des motifs dans lequel M. Bisseuil critiquait très vivement le projet Cazot, dont il faisait ressortir l'insuffisance et l'imprécision.

Quant à la proposition de loi, elle comportait 19 articles et contenait une réglementation très détaillée de l'administration légale.

D'après cette proposition, l'administration des biens des enfants mineurs appartenait, pendant la durée du mariage, au père et, à son défaut, à la mère (art. 1^{er}).

« Sur sa demande et pour des motifs graves », le père pouvait en être déchargé ; il pouvait aussi en être déclaré déchu par le tribunal, soit d'office, soit sur la plainte des autres parents du mineur, soit aussi à la requête du ministère public, pour cause d'absence prolongée, d'incapacité, d'infidélité ou de manquement à ses obligations d'administrateur ; cependant, s'il avait la jouissance des biens de l'enfant et si, dans un délai à lui imparti par le tribunal, il fournissait caution, sa déchéance ne pouvait être prononcée quelle que fût la gravité des fautes qu'il avait commises.

Toutes les fois que le père était relevé ou déchu de ses fonctions d'administrateur, l'administration des biens des enfants était confiée à la mère (art. 2). Si cette dernière en était elle-même dispensée ou déclarée indigne, le tribunal devait prononcer « la mise en tutelle de la personne et des biens des

mineurs » (art. 3) et le droit d'usufruit légal considéré comme inséparable du droit d'administration était retiré aux parents déchus (art. 2). En cas d'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et l'enfant, il y avait lieu à nomination d'un administrateur *ad hoc* (art. 14). Enfin, les biens donnés ou légués au mineur, sous la condition que ses père et mère n'en auraient ni l'usufruit ni l'administration, devaient être administrés par un tuteur *ad hoc* désigné par le conseil de famille (art. 5).

L'administrateur légal était tenu de faire inventaire (art. 7), de convertir, dans les trois mois, les titres au porteur en titres nominatifs (art. 11) et de faire emploi, dans le même délai, des capitaux appartenant au mineur (art. 12).

Ses pouvoirs étaient très larges. Toutefois, il n'avait pas le droit de se rendre acquéreur ou adjudicataire des biens ou valeurs de ses enfants (art. 10) et il ne pouvait aliéner les immeubles des mineurs que dans les formes prescrites par les articles 954 et suivants du Code de procédure civile ; de plus, il devait solliciter l'autorisation du tribunal pour accomplir les actes suivants : emprunt, constitution d'hypothèque, acceptation pure et simple d'une succession, aliénation de meubles incorporels (art. 8) et conversion de titres nominatifs en titres au porteur (art. 13).

Bien que plus complète et rédigée en termes plus

clairs que le projet de M. Cazot, cette proposition de loi n'était pas parfaite.

D'une part, en effet, elle ne parlait pas de la reddition de compte et elle laissait sans solution la question si vivement discutée de savoir par qui devaient être administrés les biens des enfants naturels.

D'autre part, plusieurs de ses dispositions n'échappaient pas à toute critique.

L'article 2 mentionnait, parmi les causes de déchéance, l'absence prolongée. Or, l'absence peut être la conséquence d'événements divers et elle n'a pas toujours pour cause la volonté de l'absent d'abandonner son foyer et de se soustraire à ses obligations.

Dans ces conditions, il semble qu'il était injuste d'infliger au père et à la mère absents la flétrissure de la déchéance, et qu'il était préférable de se borner à compléter la disposition de l'article 141 du Code civil, qui attribue à la mère, en l'absence du père, l'administration provisoire des biens des enfants.

D'après l'article 3, si le père et la mère étaient tous deux dispensés ou déchus de l'administration, le tribunal devait prononcer « la mise en tutelle de la personne et des biens des mineurs ». Les parents étaient donc, en ce cas, privés non seulement des droits d'administration et de jouissance légale, mais encore du droit de garde et du droit d'éducation qui en est inséparable ; presque tous les attributs de la puissance paternelle leur étaient ainsi retirés. C'était

se montrer bien sévère à leur égard s'ils n'avaient été déchus qu'à raison de leur état d'absence ou de leur incapacité. C'était aussi leur infliger un châtiment immérité s'ils avaient eux-mêmes demandé à être déchargés d'une administration dont ils ne pouvaient assumer la charge soit à cause leur âge, soit pour tout autre motif légitime.

L'article 8 soumettait à des conditions trop rigoureuses l'aliénation des immeubles et des valeurs mobilières. Il prescrivait, en effet, que les immeubles seraient toujours vendus aux enchères et il n'admettait pas que le tribunal pût autoriser les ventes amiables qui ont cependant l'avantage de ne pas occasionner des frais aussi considérables.

Quant aux meubles incorporels, ils ne pouvaient être aliénés qu'avec l'autorisation du tribunal. Or, imposer au père la nécessité de solliciter dans tous les cas cette autorisation, c'était l'obliger à exposer des frais souvent hors de proportion avec la valeur minime du titre à aliéner, et M. Bisseuil eût été certainement mieux inspiré en reconnaissant à l'administrateur légal le pouvoir de disposer librement des meubles incorporels toutes les fois que, leur valeur n'excédant pas 1.500 francs, ils auraient pu, aux termes de la loi du 27 février 1880, être aliénés par le tuteur avec le consentement du conseil de famille et sans autorisation de justice.

Malgré les imperfections que nous venons de

signaler, le projet de M. Bisseuil était digne d'un sort meilleur que celui qui lui était réservé : jamais il ne fut discuté.

L'administration légale resta donc sans réglementation précise, et l'insuffisance de l'article 389 continua à être la source de controverses qui devaient acquérir une extension nouvelle à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1884. Cette loi qui a rétabli le divorce aboli en 1816 est une de celles que le législateur moderne a rédigées avec le plus de soin ; cependant, elle présentait une lacune : aucune de ses dispositions n'organisait l'administration des biens des mineurs issus du mariage dissous par le divorce. Aussi, ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre précédent, la question de savoir par qui cette administration serait exercée donna lieu à d'interminables discussions qui firent apparaître, une fois de plus, la nécessité de préciser la durée et l'étendue des droits du père administrateur légal.

Ces discussions, toutefois, ne s'étaient pas encore engagées, lorsqu'en 1885 fut repris le projet de loi de M. Cazot qui, pendant quatre années, était resté oublié. Le garde des Sceaux, M. Brisson, le présenta à nouveau, le 26 novembre 1885, à la Chambre des députés qui nomma une commission chargée de l'examiner (1). Cette commission ne mit aucune

1. *J. off.* Docu. parl. Chambre, session extraord. de 1885.

hâte à s'acquitter de sa mission et ce fut seulement le 4 juillet 1887 qu'en son nom, M. Piou, déposa un rapport concluant au rejet du projet de loi (2).

M. Piou, dans son rapport, critiquait très vivement et non sans quelque partialité les dispositions du projet présenté par le gouvernement.

Il n'admettait pas qu'on put obliger l'administrateur légal à se conformer aux prescriptions de la loi du 27 février 1880 pour l'aliénation des valeurs mobilières, car, selon lui, c'était assimiler le père au tuteur et « bouleverser toute l'économie du Code » en modifiant « dans son essence même le régime sous lequel la famille avait été jusqu'alors constituée ».

Il jugeait inutile et inopportun d'autoriser le père à se faire décharger de l'administration en cas d'infirmités graves.

Il contestait également l'utilité du paragraphe 4 du projet aux termes duquel le père pouvait être déclaré déchu par le tribunal pour cause d'inconduite notoire, d'incapacité ou d'infidélité ; il estimait, en effet, que, le droit pour les tribunaux de prononcer la déchéance de l'administrateur indigne résultant clairement des principes généraux du droit ainsi que

Annexe, n° 107 au procès-verbal de la séance du 26 novembre 1885.

1. *J. off.* Doc. parl. Chambre, session de 1887 Annexe n° 1920 au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1887.

du texte de l'article 444 du Code civil, il n'y avait pas lieu de le consacrer par une disposition expresse de la loi.

Il reprochait aussi au projet de substituer à l'administrateur déchu un administrateur *ad hoc*, alors que le mineur dont les parents ont été déclarés indignes de remplir leurs fonctions d'administration se trouve dans une situation analogue à celle de l'orphelin et que, dès lors, il convient de le traiter comme tel et de décider que la tutelle doit s'ouvrir.

Enfin ne se bornant pas à critiquer le texte proposé par le gouvernement, M. Piou essayait de démontrer l'inutilité de toute nouvelle réglementation de l'administration légale. Il niait que l'article 389 fût insuffisamment explicite : « La loi, prétendait-il, a tout dit en se servant de ce terme « administrateur » qui, par sa clarté, rend les commentaires superflus... L'initiative prise par le gouvernement ne se justifie ni par les réclamations de l'opinion, ni par la persistance de longs abus... Comme tous les textes législatifs l'article 389 a fait naître, entre juristes, des controverses scientifiques, mais il n'a causé ni trouble dans la famille, ni scandale dans la société... ; s'il faut faire un article de loi pour chaque divergence qui se produit dans la jurisprudence ou dans la doctrine, le Code civil deviendra vite un immense in-folio ; il est même probable qu'avec le temps les in-folios s'ajouteront

les uns aux autres. » En résumé, M. Piou estimait que l'article 389 était suffisant et que, si son interprétation avait donné lieu à quelques difficultés, il ne semblait cependant pas que le « législateur eût à intervenir pour faire cesser des divergences d'appréciation entre les tribunaux ». — « La Cour de cassation », disait-il, « a été instituée pour mettre un terme à ces divergences : c'est à elle qu'il appartient de fixer la jurisprudence en fixant le sens de la loi ».

La réponse aux arguments invoqués par M. Piou à l'encontre de toute modification de l'article 389 était aisée. Pour démontrer la nécessité d'une loi nouvelle, il suffisait d'invoquer la diversité des opinions émises par les auteurs ou admises par la jurisprudence en matière d'administration légale et de rappeler que, si les tribunaux et la Cour de cassation ont pour mission d'interpréter la loi, ils ne peuvent cependant pas suppléer à son silence et se substituer ainsi au législateur.

Mais le gouvernement ne crut pas devoir assumer la tâche pourtant si facile de soutenir le projet qu'il avait présenté et ce projet fut abandonné sans que les Chambres aient jamais été appelées à le discuter.

Une proposition de loi déposée par M. Lévêque, député, le 10 janvier 1891, eut le même sort. Cette proposition, d'une portée beaucoup plus restreinte que le projet de M. Cazot, était relative uniquement à la nomination d'un administrateur *ad hoc* en cas

d'opposition d'intérêts entre le père et ses enfants mineurs ; elle ne fut l'objet d'aucun examen de la part des Chambres et elle ne fut pas soutenue par le gouvernement, bien que fort peu de temps avant qu'elle ait été déposée l'attention du ministre de la justice ait été encore une fois appelée sur l'urgente nécessité d'une modification des dispositions de l'article 389.

Le 20 juin 1890 (1), en effet, le procureur général près la Cour d'appel d'Amiens avait signalé au garde des Sceaux un arrêt rendu par cette juridiction, arrêt qui attribuait au père administrateur légal, sur les biens de ses enfants mineurs, des pouvoirs exorbitants : la Cour d'Amiens interprétant l'article 389 dans le sens le moins favorable à la protection du patrimoine du mineur avait jugé qu'un père, agissant dans son intérêt propre et exclusif, avait pu valablement donner en garantie d'une dette qui lui était personnelle des titres nominatifs appartenant à ses enfants mineurs (2).

Cependant, le garde des Sceaux laissa échapper l'occasion que lui offrait la proposition de loi déposée par M. Lévêque de faire revivre le projet de M. Cazot et, jusqu'en 1907, il ne fut plus question de compléter l'article 389 du Code civil.

1. *Travaux préparatoires de la loi du 8 avril 1910* (Archives du ministère de la Justice).

2. Arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 11 juin 1890 confirmant un jugement du tribunal de Compiègne du 15 mai 1889. S. 92. 2. 15.

La loi du 2 juillet 1907 relative « à la protection et à la tutelle des enfants naturels » vint solutionner une des principales difficultés de la matière de l'administration légale : le Code civil n'ayant pas organisé l'administration des biens des enfants naturels, on avait été amené à se demander s'il n'y avait pas lieu d'étendre au père naturel les dispositions de l'article 389. Ainsi que nous l'avons exposé dans le chapitre précédent, certains auteurs (1) estimaient que le père naturel était administrateur légal des biens de ses enfants ; la jurisprudence et une grande partie de la doctrine décidaient au contraire que ces derniers devaient être pourvus d'un tuteur (2). La loi du 2 juillet 1907 trancha la question en organisant la tutelle des enfants naturels.

A peine ce progrès venait-il d'être réalisé que M. Adigard, député, déposait sur le bureau de la Chambre, le 11 juillet 1907, la proposition de loi suivante :

Article unique. — L'article 389 du Code civil est complété par les deux paragraphes suivants : l'administrateur légal peut agir seul dans les cas où le tuteur doit être autorisé par une délibération du conseil de famille, mais doit avoir recours à une autorisation judiciaire, dans tous les cas où

1. Laurent, IV, n° 359, p. 468.

2. Planiol, 2^e édit., I, n° 2188. — Aubry et Rau, 4^e édit., VI, § 571. — Cass., 16 novembre 1898. S. 1899. I. 24. — Paris, 28 juillet 1892. S. 93. 2. 24.

l'homologation de la délibération du conseil de famille est exigée.

En cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur légal et son fils, il doit être procédé par le tribunal à la désignation d'un administrateur *ad hoc* (1).

Cette proposition de loi fut renvoyée à la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, qui la modifia en y insérant deux dispositions nouvelles, dont l'une imposait au père l'obligation d'obtenir l'autorisation de justice pour aliéner les valeurs mobilières et convertir les titres nominatifs en titres au porteur et dont l'autre indiquait la manière suivant laquelle serait saisi de tribunal dans tous les cas où son intervention serait nécessaire.

La commission s'étant promptement acquittée de la mission qui lui avait été confiée, M. Viollette put déposer, le 5 décembre 1907, le rapport qu'il avait rédigé en son nom (2).

Ce rapport contenait un exposé très clair et très documenté des controverses auxquelles la proposition de loi avait pour but de mettre un terme.

M. Viollette s'était tout d'abord attaché à démontrer la nécessité de substituer à l'article 389 un texte

1. *J. off.* Doc. parlam. Chambre, session de 1907. Annexe n° 1208 au procès-verbal de la séance du 11 juillet 1907.

2. *Journ. off.* Doc. parl. Chambre, session extraordinaire de 1907. Annexe, n° 1358 au procès-verbal de la deuxième séance du 5 décembre 1907.

nouveau plus explicite et plus complet. « La proposition de loi de M. Adigard, disait-il, vient à son heure pour sortir notre législation d'un véritable chaos. Il est, en effet, peu de questions dans notre droit civil qui donnent lieu à des controverses aussi tenaces et à des partis pris aussi irréductibles. Personne ne démentira votre rapporteur lorsqu'il affirmera qu'aujourd'hui encore, après plus de cent ans de discussions, il est absolument impossible à qui que ce soit de donner à l'article 389 une interprétation qui puisse de toute certitude être sanctionnée par les tribunaux. »

Après avoir ainsi montré l'opportunité d'une réforme des dispositions réglementant l'administration légale, M. Viollette faisait valoir les motifs qui lui semblaient militer en faveur d'une limitation plus étroite des pouvoirs du père : il exposait, en effet, que « le mineur est au cours de l'administration légale dans une situation bien plus défavorable que le mineur au cours de la tutelle », car la loi ne lui accorde aucune des garanties qui résultent pour l'enfant en tutelle, tant des dispositions des articles 450 et 472 du Code civil, que de l'hypothèque légale qui grève les biens du tuteur. Et cependant, faisait observer le rapporteur, le mineur dont les biens sont soumis à l'administration du père a d'autant plus besoin de protection que, « le plus souvent, il n'aura de patrimoine propre du vivant de son

père et de sa mère que par suite de circonstances qui ne laisseront pas de susciter quelques oppositions entre les intérêts du père et ceux de l'enfant ». Fréquemment, en effet, ce dernier n'aura d'autres biens que ceux qui lui auront été légués par ses grands-parents, désireux d'assurer à leur petit-fils une fortune que leur fils, dont ils connaissaient la prodigalité, aurait dissipée.

M. Viollette rappelait ensuite les nombreux systèmes soutenus par les auteurs ou suivis par les tribunaux en matière d'administration légale. Il faisait ressortir l'extraordinaire diversité des solutions admises par la doctrine et la jurisprudence et il en tirait un argument singulièrement puissant en faveur de la réalisation d'une réforme qui devait avoir pour résultat de mettre fin à des controverses qui duraient depuis un siècle.

Le rapporteur indiquait enfin que le désir d'assurer plus efficacement la protection des intérêts de l'enfant et de réduire au minimum les frais de la procédure devant le tribunal avait amené la commission à compléter la proposition de loi de M. Adigard et à soumettre à la Chambre le texte suivant :

ARTICLE UNIQUE. — Les deux premiers paragraphes de l'article 389 du Code civil sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.

Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit,

Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou avec l'autorisation du conseil de famille. Il doit au contraire solliciter l'autorisation du tribunal dans tous les cas où cette obligation est imposée au tuteur, ainsi que pour l'aliénation des valeurs mobilières et la conversion des titres nominatifs en titres au porteur. Le jugement qui autorisera une aliénation précisera toujours l'emploi qui devra être fait des fonds en provenant.

S'il y a opposition d'intérêts entre le père administrateur légal et le mineur, il sera procédé à la désignation d'un administrateur *ad hoc* nommé par le tribunal.

Le tribunal sera toujours saisi conformément aux dispositions des articles 885 et 886 du Code de procédure civile.

La lecture du rapport de M. Viollette suffit à convaincre la Chambre de la nécessité d'une nouvelle réglementation de l'administration légale et, au cours de la séance du 21 décembre 1907, après déclaration d'urgence, la proposition de loi présentée par la commission fut votée sans discussion (1).

Le texte ainsi adopté fut soumis au Sénat, qui en

1. *Journ. off.*, 22 décembre 1907. Chambre, p. 3028.

confia l'examen à une commission présidée par M. Cazot, ancien garde des Sceaux et auteur du premier projet de réforme de l'administration légale.

Cette commission estima que la proposition de loi était incomplète et « qu'il y aurait avantage à embrasser dans leur ensemble les questions relatives à l'administration légale, à faire cesser les controverses auxquelles elle avait donné lieu et à consacrer des règles plus précises en s'inspirant des opinions de la doctrine, des décisions de la jurisprudence et de la nature des choses ».

Elle fut « ainsi entraînée à faire de l'article 389 une sorte de Code complet de la matière » (1). Elle maintint presque dans son intégralité le texte adopté par la Chambre, se bornant à modifier celle de ses dispositions qui imposait à l'administrateur légal l'obligation d'obtenir l'autorisation du tribunal pour toute aliénation de valeurs mobilières et pour toute conversion de titres nominatifs en titres au porteur ; elle jugea, en effet, plus conforme aux véritables intérêts du mineur de permettre au père de procéder librement aux opérations d'aliénation et de conversion toutes les fois que la valeur des titres à aliéner ou à convertir n'excéderait pas 1.500 francs.

Les autres dispositions votées par la Chambre des

1. Rapport rédigé au nom de la commission du Sénat par M. Legrand. *Journ.off.* Doc. parl. Sénat, session extraord. de 1908. Annexe n° 268 au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1908.

députés furent conservées et de nouvelles destinées à les compléter furent proposées par la commission. Ces dernières étaient relatives à la déchéance de l'administrateur légal, à l'administration des biens des enfants issus d'un mariage dissous par le divorce et à la reddition du compte d'administration.

Le 5 novembre 1908, le rapporteur désigné par la commission, M. Legrand déposa son rapport (1) et le 5 février 1909 eut lieu la première délibération sur la proposition de loi. Après avoir entendu quelques brèves explications fournies par M. Guillier, qui avait été appelé à remplacer dans ses fonctions de rapporteur M. Legrand décédé, le Sénat adopta sans modifications le texte proposé par la commission (2).

Au cours de la séance du 11 février de la même année, la proposition de loi fut votée par le Sénat en deuxième délibération et sans discussion (3).

Renvoyée ensuite à la Chambre, elle fut examinée à nouveau par la commission de la réforme judiciaire, et M. Viollette déposa le 16 février 1909 un rapport concluant à l'adoption du texte voté par le Sénat (4).

Le 1^{er} avril 1910, la proposition de loi vint en dis-

1. *J. off.*, 6 nov. 1908. Sénat, p. 1062.

2. *J. off.*, 6 fév. 1909. Sénat, p. 77-80.

3. *J. off.*, 12 fév. 1909. Sénat, p. 108.

4. *J. off.* Doc. parl. Chambre, session de 1909. Annexe 2316 au procès-verbal de la séance du 16 février 1909.

cussion devant la Chambre des députés et l'urgence fut déclarée ; un débat assez vif s'engagea entre M. Viollette et plusieurs députés parmi lesquels MM. Péret, Chaigne, Lefas et Prache qui critiquèrent vivement la rédaction du projet qu'ils jugeaient défectueux. MM. Péret et Chaigne firent remarquer, notamment, qu'aucune publicité du jugement prononçant la déchéance de l'administrateur légal n'avait été organisée et que, par suite, les tiers n'ayant pas eu connaissance de ce jugement seraient exposés à passer avec le père déchu des actes que le mineur pourrait ensuite faire annuler. Ils présentèrent donc un amendement ainsi conçu :

« Tout jugement entraînant la déchéance du père de famille devra être rendu public conformément aux dispositions de l'article 501 du code civil. »

M. Lefas déposa un autre amendement précisant l'étendue des pouvoirs du tiers chargé d'administrer les biens donnés ou légués au mineur sous la condition que le père n'en aurait pas l'administration.

Mais la Chambre, désireuse de ne pas retarder le vote de la loi, ordonna la disjonction des amendements et les renvoya à la commission de la réforme judiciaire qui, jusqu'à ce jour, a, semble-t-il, négligé de les examiner.

La proposition de loi fut ensuite adoptée sans modifications (1).

1. *J. off.*, 2 avril 1910. Chambre, p. 1885 et suiv.

Le 8 avril 1910, enfin, le *Journal officiel* publia la loi nouvelle dont nous étudierons les dispositions dans les chapitres qui vont suivre (1).

1. Les dispositions de la loi du 6 avril 1910 ne sont applicables qu'en France et en Algérie. Elles ne pourraient être appliquées dans les colonies qu'en vertu d'un décret (art. 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854). Toutefois il y a lieu de remarquer que le paragraphe 8 du nouvel article 389 déclare applicable à l'administration légale l'article 11 de la loi du 27 février 1880 qui est ainsi conçu : « Les dispositions de la présente loi sont applicables en Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Les délais en ce qui concerne ces colonies seront, quant il y aura lieu, augmentés des délais supplémentaires fixés, à raison des distances, par la loi du 3 mai 1862. » Il en résulte que la loi du 6 avril 1910 est applicable aux colonies ci-dessus mentionnées mais seulement en ce qui concerne celles de ses dispositions qui sont relatives à l'aliénation et à la conversion des valeurs mobilières.

DEUXIÈME PARTIE

L'Administration légale depuis la loi du 6 avril 1910

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

PORTÉE DES MODIFICATIONS INTRODUITES PAR LA LOI DU 6 AVRIL 1910 DANS LA RÉGLEMENTATION DE L'ADMINISTRATION LÉGALE.

La loi du 6 avril 1910 a substitué aux deux premiers paragraphes de l'ancien article 389 du Code civil les onze paragraphes suivants :

§ 1. — Le père est du vivant des époux administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés à l'exception de ce qui leur aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers.

§ 2. — Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place

avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale.

§ 3. — Encas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné.

§ 4. — S'il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur *ad hoc* par le tribunal statuant sur requête en Chambre du conseil, le ministère public entendu. Il est procédé de même si le père et la mère, tous deux vivants, sont déchus de l'administration légale, sauf application des dispositions de la loi du 24 juillet 1889 au cas où les deux époux seraient déchus de la puissance paternelle.

§ 5. — L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun.

§ 6. — Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et, avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation.

§ 7. — Il est tenu toutefois de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 francs et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant, à moins que, par leur nature ou en raison de convention, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion.

§ 8. — Sont applicables à l'administration légale, avec les modalités résultant de ce qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle, ni subrogée tutelle, les articles 457, 458, 460, 461, *in fine*, 462, 466, 467, dernier alinéa du Code civil, 953 et suivants, livre II, titre VI du Code de procédure civile, 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 février 1880.

§ 9. — L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchue de la puissance paternelle ; elle peut être retirée pour cause grave, par le tribunal statuant comme il est dit au paragraphe 4, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant ou du ministère public.

§ 10. — L'administrateur est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

§ 11. — Les articles 469, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code civil sont applicables au compte qu'il a à rendre.

Dans les chapitres suivants nous étudierons en détail chacune de ces dispositions ; mais, d'ores et déjà, nous pouvons nous demander si les modifications apportées par la loi du 6 avril 1910 à la réglementation de l'administration légale n'ont pas eu pour effet de changer la nature de cette institution.

L'administration légale a-t-elle conservé les carac-

tères généraux qu'on lui reconnaissait antérieurement à la loi nouvelle ? Est-elle toujours un attribut de la puissance paternelle ? Est-elle restée une institution originale, distincte de la tutelle ?

Pour pouvoir répondre à toutes ces questions, il suffit de rechercher dans quel esprit le législateur a procédé à la réforme de l'ancien article 389 du Code civil. Or, sur ce point, les travaux préparatoires de la loi de 1910 nous renseignent d'une manière aussi complète que possible :

Le législateur de 1910 n'a pas cherché à faire œuvre de novateur ; il s'est au contraire efforcé de conserver à l'administration légale sa physionomie traditionnelle ; son but a été d'en compléter et préciser la réglementation tout en lui laissant ses caractères essentiels ; en principe, au lieu d'innover, il s'est contenté de consacrer législativement les solutions le plus généralement admises par les tribunaux et par les auteurs.

C'est d'ailleurs ce qu'exprimait très clairement M. Legrand, rapporteur de la commission du Sénat, lorsqu'il écrivait : «... Nous avons voulu rester fidèle à l'esprit de la loi tel qu'il est reconnu par la majorité des auteurs et des décisions judiciaires... En soumettant à l'approbation du Sénat la proposition dont les termes viennent d'être exposés et commentés, votre commission a conscience que la matière est délicate ; elle s'est efforcée cependant

de n'y comprendre que ce qui est utile et de se conformer dans l'ensemble aux opinions les plus généralement adoptées tant par la doctrine que par la jurisprudence (1). »

La nature de l'administration légale n'a donc pas changé.

L'administration légale est encore aujourd'hui un attribut de la puissance paternelle et à ce titre elle constitue pour celui des père et mère qui en est investi non seulement un droit mais aussi un devoir, une charge obligatoire.

Elle est restée une institution distincte de la tutelle, car entre elle et cette dernière subsistent des différences essentielles : « Nous avons été d'accord avec la généralité de la doctrine et de la jurisprudence », écrivait en effet M. Legrand, « pour admettre que l'administration légale ne comportait ni conseil de famille, ni subrogée tutelle. » Or, le tuteur est normalement assujéti au contrôle du conseil de famille et il est toujours assisté d'un subrogé-tuteur.

De plus, tandis que les biens des tuteurs sont grevés d'une hypothèque légale, ceux de l'administrateur en sont affranchis.

Enfin, les pouvoirs de l'administrateur sont incomparablement plus étendus que ceux du tuteur.

1. *Journ. off.* Documents parlementaires. Sénat, session extraord. de 1908. Annexe n° 268, au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1908.

On ne saurait donc être admis à soutenir que l'administration légale n'est qu'une variété de tutelle : les différences entre les deux institutions sont trop considérables pour qu'on puisse considérer la première comme une simple modalité de la seconde.

Toutefois il faut reconnaître que l'administration légale, si elle est encore distincte de la tutelle, s'en est considérablement rapprochée. Les deux institutions ont tendance à fusionner et il n'est pas téméraire de prévoir que, dans un avenir sans doute encore lointain, elles arriveront à se confondre. D'une part, en effet, au cours des siècles, d'importantes restrictions ont été successivement apportées aux pouvoirs d'administration presque absolus que le droit romain du Bas-Empire reconnaissait au père sur les biens de ses enfants ; et, d'autre part, le conseil de famille, qui, depuis la loi du 2 juillet 1907, a cessé d'être un des rouages essentiels de toute tutelle, est une institution destinée à disparaître.

Quelque considérables qu'elles soient encore, les différences qui séparent l'administration légale de la tutelle vont donc sans cesse en s'affaiblissant, et la fusion des deux institutions apparaît d'ores et déjà comme l'aboutissement probable et logique d'une longue et lente évolution.

En appliquant à l'administration légale certaines des règles de la tutelle, en déterminant les pouvoirs de l'administrateur d'après ceux du tuteur, en orga-

nisant une déchéance de l'administration légale qui n'est pas sans présenter quelque analogie avec la destitution de la tutelle, le législateur a obéi aux tendances qui le conduiront, sans doute, un jour, à assimiler les uns aux autres tous les représentants des incapables.

CHAPITRE II

A QUELLES PERSONNES APPARTIENT L'ADMINISTRATION LÉGALE

PREMIÈRE SECTION

Cas où l'administration légale est exercée par le père

En principe, c'est le père qui exerce l'administration légale. En effet, aux termes du paragraphe 1^{er} du nouvel article 389, « le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs ».

L'ancien article 389 conférait au père l'exercice de l'administration légale « pendant le mariage ». Le législateur de 1910 a cru devoir substituer à l'expression *pendant le mariage* les mots du *vivant des époux*.

Il l'a fait dans le but d'indiquer que l'administration légale survit au divorce et ne prend fin qu'au décès d'un des parents (1).

1. Voir rapport de M. Legrand. *Journ. off. Doc. parl. Sénat*, session extraordinaire de 1908. Annexe n° 268 au procès-verbal de la séance du 5 novembre 1908.

Mais ce but, le législateur ne l'a pas atteint : l'expression *du vivant des époux* ne dit rien de plus que celle qu'elle a remplacée ; il en résulte, en effet, que, pour que le père ait l'exercice de l'administration légale, il faut que deux conditions soient remplies : les père et mère doivent être vivants et ils doivent être époux, c'est-à-dire unis par le mariage. C'est ce que fit remarquer M. Poulle lorsque, le 5 février 1909, la proposition de loi présentée par la commission vint pour la première fois en discussion devant le Sénat (1).

« S'il s'agit de viser non seulement les époux qui sont encore en état de mariage, mais encore les époux divorcés, observait M. Poulle, il est certain que l'expression : « du vivant des époux » va devenir impropre dans le second cas, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un divorce ; si les époux sont divorcés, vous pouvez leur donner le nom d'anciens époux, vous ne pouvez certes plus leur donner le nom d'époux. »

Le rapporteur, M. Guillier, reconnut le bien-fondé de ces observations et il promit de profiter du laps de temps qui devait s'écouler entre la première et la deuxième délibération pour proposer à la commission de remplacer l'expression « du vivant des époux »

1. *Journ. off.*, 6 février 1909. Sénat, séance du 5 février 1909, p. 79.

par les mots « du vivant des père et mère » ou par une formule équivalente. Mais il oublia sa promesse et aucune modification ne fut apportée à la rédaction du paragraphe 1^{er}. Il convient d'ailleurs de s'en féliciter, car l'expression du « vivant des père et mère » eût été inexacte. Il résulte, en effet, de l'ensemble des dispositions du nouvel article 389, que le principe de l'attribution du droit d'administration au père, à l'exclusion de la mère, ne trouve son application que pendant la durée du mariage ; après le divorce, l'administration légale est exercée par celui des époux qui a la garde des enfants, c'est-à-dire aussi fréquemment par la mère que par le père.

Au surplus du texte de l'article 389, on peut dégager les règles suivantes relatives à la durée et à l'exercice du droit d'administration légale :

1^o L'administration légale survit au divorce et la tutelle ne s'ouvre qu'au décès des père et mère ;

2^o Pendant le mariage, c'est, en principe et sauf exceptions, le père qui seul exerce le droit d'administration légale ;

3^o Après le divorce ce droit appartient à celui des parents qui a obtenu la garde des enfants.

Ces règles souffrent d'ailleurs d'assez nombreuses exceptions que nous allons énumérer en étudiant, dans la section suivante, les cas où l'administration légale est exercée par la mère ou par un tiers.

SECTION II

*Cas où l'administration légale est exercée
par la mère ou par un tiers*

La mère peut être appelée à exercer l'administration légale en cas de divorce ; elle en est investie lorsque le père est absent ou en a été privé soit légalement, soit judiciairement pour cause d'indignité.

L'administration légale peut enfin être confiée par décision du tribunal à un tiers quand elle a été retirée à la fois au père et à la mère, ou quand le parent qui l'exerce a des intérêts opposés à ceux du mineur.

Les événements qui font passer l'administration du père à la mère ou à une tierce personne sont donc les suivants :

1° La privation ou la déchéance du droit d'administration légale ;

2° Le divorce ;

3° L'opposition d'intérêts entre l'administrateur légal et l'enfant.

§ 1. — PRIVATION OU DÉCHÉANCE
DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

L'ancien article 389 était muet sur les causes de déchéance de l'administration légale ; la jurisprudence et nombre d'auteurs avaient cependant admis que le père pouvait être déclaré déchu pour cause d'infidélité ou d'incapacité, mais la question de savoir quels étaient le fondement et l'étendue du droit reconnu aux tribunaux de prononcer la déchéance avait donné lieu à de vives discussions ; les uns admettaient, en effet, qu'on pouvait étendre à la matière de l'administration légale les causes d'incapacité, d'exclusion ou de destitution de la tutelle ; d'autres soutenaient que l'administrateur légal ne pouvait être entièrement assimilé au tuteur et que seules les dispositions de l'article 444 étaient susceptibles de lui être appliquées ; d'autres, enfin, n'admettaient comme causes de déchéance de l'administration légale que les causes plus générales de déchéance de la puissance paternelle.

La loi du 8 avril 1910 a mis fin à ces controverses : en effet, aux termes du paragraphe 9 du nouvel article 389, « l'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchu

de la puissance paternelle ; elle peut être retirée pour cause grave par le tribunal statuant comme il est dit au paragraphe 4, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public ».

De ce texte il résulte que l'administrateur légal peut être privé de ses fonctions soit par décision de justice, soit de plein droit dans certains cas limitativement énumérés. Nous distinguerons donc :

1° La déchéance judiciaire.

2° La privation ou déchéance de droit.

I. — *Déchéance judiciaire de l'administrateur légal.* — 1° Causes de déchéance. — Le législateur n'a pas précisé quelles sont les causes de déchéance judiciaire ; l'article 389 dit, en effet, seulement, que l'administration pourra être retirée par le tribunal pour « causes graves ». L'expression « causes graves » est évidemment très compréhensive et il s'en suit que les tribunaux ont un pouvoir souverain pour apprécier quels faits doivent être considérés comme susceptibles de motiver la déchéance.

Il est d'ailleurs certain que la volonté du législateur a été de permettre aux tribunaux de prononcer la déchéance, non seulement quand l'administrateur aura fait preuve d'incapacité ou d'infidélité, mais encore quand il se sera rendu coupable d'un manquement d'une certaine gravité aux obligations que la loi lui impose dans l'intérêt du mineur.

M. Legrand, dans son rapport au Sénat, a donné sur ce point les explications suivantes : « L'oubli prolongé de l'obligation d'emploi ou de conversion, la négligence voulue de son accomplissement et le plus ou moins d'importance des conséquences dommageables pouvant en résulter seraient de nature, selon les circonstances, à constituer les causes graves et justifiées, d'autant plus propres à motiver une décision du tribunal (c'est-à-dire un jugement de déchéance) que la loi contiendra désormais à cet égard une prescription formelle ».

Il convient donc d'admettre que la déchéance pourra être prononcée dans des cas nombreux et variés et, notamment, quand l'administrateur aura négligé de faire emploi des capitaux, quand il aura omis de convertir les titres au porteur en titres nominatifs, quand il se sera rendu coupable d'infidélité, quand il aura accompli sans autorisation des actes auxquels il ne pouvait régulièrement procéder qu'avec l'autorisation préalable du tribunal, quand il n'aura pas provoqué la nomination d'un administrateur ad hoc en cas d'opposition entre ses intérêts et ceux de l'enfant.

Nous croyons que l'administrateur pourrait être encore relevé de ses fonctions par décision de justice dans le cas où il serait établi que, soit à raison de son âge ou de ses infirmités, soit à raison de son

inexpérience des affaires, il ne peut assurer une bonne gestion du patrimoine du mineur.

Enfin, il nous semble évident que la déchéance devrait être prononcée quand l'administrateur s'est révélé incapable de gérer son patrimoine propre, c'est-à-dire quand il est en état de faillite ou de liquidation judiciaire ou quand son conjoint a obtenu contre lui un jugement de séparation de biens. En effet, la faillite et la séparation de biens sont l'indice d'une situation obérée qui est presque toujours la conséquence d'une mauvaise administration.

D'une manière générale, il est vrai de dire que le failli et l'époux séparé de biens ont prouvé qu'ils étaient incapables d'administrer l'un ses biens personnels, et l'autre la fortune de sa femme, et que, dès lors, il y a tout lieu de présumer qu'ils n'administreront pas mieux le patrimoine de leurs enfants.

Il semble même qu'on aurait pu faire de la faillite et de la séparation de biens des causes de déchéance de plein droit, et l'étude des travaux préparatoires de la loi du 6 avril 1910 démontre que, si une erreur matérielle n'avait pas été commise, la séparation de biens eut été rangée parmi les faits qui ont pour conséquence la déchéance obligatoire de l'administrateur légal : le paragraphe 9 de la proposition de loi, tel que la commission du Sénat l'avait rédigé, était en effet ainsi conçu : « l'administration légale

cesse de droit d'appartenir *au mari séparé de biens en vertu de l'article 1443 du Code civil* ou à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchue de la puissance paternelle ».

Cette disposition fut adoptée sans modifications par le Sénat dans les séances des 5 et 11 février 1909 (1).

Mais le texte imprimé de la proposition de loi qui fut ultérieurement distribué aux membres de la Chambre des députés ne contenait par les mots « *au mari séparé de biens en vertu de l'article 1443 du Code civil* ou » (2). Un typographe distrahit avait sauté ce membre de phrase et personne ne s'aperçut de l'omission. Par suite de cette circonstance, la Chambre adopta une rédaction incomplète du paragraphe 9 de l'article 389 et c'est ainsi que la séparation de biens, au lieu d'être une cause de déchéance de droit, comme l'avait voulu le Sénat, n'est qu'une cause de déchéance judiciaire.

2° *Procédure de la déchéance.* — Peuvent seuls demander la déchéance : celui des père et mère qui n'est pas investi de l'administration légale, les parents ou alliés de l'enfant et le ministère public. Cette énumération est limitative ; il n'est pas douteux,

1. *Journ. off.*, 6 et 12 février 1909. Sénat, p. 77-80 et p. 108.

2. Doc. Parlem. Ch. des Députés session de 1909 annexe, n° 2311 au P. V. de la séance du 15 février 1909.

en effet, que l'intention du législateur ait été de n'accorder le droit de provoquer une mesure aussi grave que la déchéance qu'au ministère public et aux personnes dont les sentiments d'affection pour l'enfant sont fondés sur le lien du sang. Un ami du mineur ou un tiers qui aurait un intérêt personnel à la bonne gestion de son patrimoine ne pourraient donc pas introduire une demande de déchéance. Toutefois ces personnes auraient la ressource de signaler au parquet les motifs qui leur paraîtraient de nature à motiver la déchéance de l'administrateur légal et le Procureur de la République pourrait, après avoir vérifié leurs allégations, user du droit qui lui est reconnu par le paragraphe 9 de l'article 389 de requérir d'office la déchéance.

Le tribunal compétent pour prononcer la déchéance est celui du domicile de l'administrateur légal.

La procédure est réglée par le paragraphe 4 du nouvel article 389 aux dispositions duquel renvoie le paragraphe 9 : la demande doit donc être introduite par voie de requête adressée au Tribunal.

Le Tribunal statue en chambre du conseil, le ministère public entendu ; le jugement ayant le caractère d'une décision contentieuse doit être prononcé en audience publique.

Il est susceptible d'opposition et d'appel dans les délais ordinaires ; l'arrêt rendu sur appel par la Cour peut être l'objet d'un pourvoi en cassation.

Le droit de faire appel et de se pourvoir en cassation appartient non seulement au demandeur et au défendeur, mais encore au ministère public même dans l'hypothèse où il n'a été dans l'instance que partie jointe.

La jurisprudence de la Cour de cassation admet, en effet, que le ministère public, qui peut interjeter appel ou former un pourvoi en cassation lorsqu'il est partie principale, n'est pas dépouillé du droit d'user de ces voies de recours quand il aurait pu agir comme partie principale et qu'il s'est néanmoins contenté de jouer le rôle de partie jointe (1).

Or, en l'espèce, le procureur de la République est investi par la loi du droit de requérir d'office la déchéance, c'est-à-dire du droit de se porter partie principale ; il pourra donc toujours former appel ou se pourvoir en cassation.

II. — *Déchéance de droit ou retrait de l'administration légale.*

Le législateur a énuméré dans le premier alinéa du paragraphe 9 du nouvel article 389 les causes de déchéance de droit, ou plutôt les causes de privation ou de retrait de l'administration légale, car le terme déchéance, que la loi n'a d'ailleurs pas employé, est

1. Cass., 2 déc. 1851. S. 52. 1. 54 D. 52. 1. 81. — 22 janv. 1862. S. 62. 1. 257. D. 62. 1. 5. — 28 nov. 1877 ; S. 78. 1. 337. D. 78. 1. 209.

impropre : on se sert, en effet, généralement de cette expression pour désigner la privation de certains droits infligée à titre de peine à celui qui s'est révélé indigne de les exercer ; or, aux termes de l'article 389, l'administration légale cesse d'appartenir à la personne qui en était jusqu'alors investie, non seulement quand elle est déchuë de la puissance paternelle ou pourvue d'un conseil judiciaire, faits qui impliquent une faute par elle commise, mais encore quand elle est absente ou privée de ses facultés mentales, c'est-à-dire quand elle est incapable et non pas indigne de continuer à gérer le patrimoine du mineur.

Le nouvel article 389 n'admet que quatre causes de privation de plein droit de l'administration légale : l'absence, la dation d'un conseil judiciaire, l'interdiction et la déchéance de la puissance paternelle. Il n'en existe pas d'autres car le paragraphe 9 de l'article 389 a le caractère d'une disposition exceptionnelle et par suite l'énumération qu'il contient doit être considérée comme limitative.

Il convient d'examiner séparément chacun des cas de retrait de l'administration légale.

1° *Absence*. — Ainsi que nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre II de notre première partie, les rédacteurs du Code civil s'étaient préoccupés d'organiser l'administration des biens des enfants dont le père a disparu. En effet, aux termes de l'article 141,

la mère exerce, en l'absence du père, le droit d'administration légale.

Mais le législateur de 1804 n'avait pas prévu le cas où les parents sont tous d'eux en état d'absence ; aussi la question de savoir comment et par qui, en cette hypothèse, devaient être administrés les biens des enfants avait donné lieu à des controverses auxquelles la loi du 6 avril 1910 a heureusement mis un terme.

D'après le paragraphe 9 du nouvel article 389 l'administration légale cesse de plein droit d'appartenir à toute personne en état d'absence ; elle est alors dévolue conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 4 : quand le père a disparu et avant même que son absence soit déclarée, l'administration légale est attribuée à la mère qui en est investie de plein droit ; si, à son tour, la mère est pour un motif quelconque privée de l'administration, le tribunal nomme un administrateur ad hoc.

Mais un point reste encore obscur : avant la loi de 1910, de nombreux auteurs admettaient que l'article 141 ne s'appliquait qu'au cas de présomption d'absence du père et ils décidaient qu'après la déclaration d'absence l'administration légale prenait fin, la tutelle des enfants devant être alors organisée. Cette opinion était fondée sur un argument de texte tiré de la rédaction de l'article 142 aux termes duquel « si la mère vient à décéder avant que

l'absence du père ait été déclarée, la surveillance des enfants sera déferée, par le conseil de famille, aux ascendants les plus proches et, à leur défaut, à un tuteur provisoire. » On faisait observer qu'il résultait implicitement de ce texte que la mort de la mère survenue postérieurement à la déclaration d'absence du père n'avait pas pour conséquence l'ouverture de la tutelle et on démontrait que logiquement il n'en pouvait être ainsi que parce que le jugement déclaratif d'absence avait déjà eu pour effet de substituer la tutelle à l'administration légale.

Cette argumentation conserve encore aujourd'hui toute sa force. En effet, du rapprochement des paragraphes 2, 4 et 9 du nouvel article 389 il résulte bien que l'administrateur légal, qui est en état d'absence, c'est-à-dire qui a disparu, est remplacé soit par la mère soit par une tierce personne ; mais on ne saurait déduire d'aucune des dispositions de la loi de 1910 que l'administration légale ne cesse pas en même temps que la période de présomption d'absence. D'autre part, aucune modification n'a été apporté à la rédaction de l'article 142. Nous inclinons donc à penser qu'il y a aujourd'hui les mêmes motifs qu'autrefois d'admettre qu'après le jugement de déclaration d'absence l'administration légale prend fin et est remplacée par la tutelle.

2° *Dation d'un conseil judiciaire.* — Cette cause de

déchéance de l'administration légale est absolument nouvelle.

Avant la loi de 1910, on admettait, en effet, que le père pourvu d'un conseil judiciaire conservait l'exercice du droit d'administration légale. Le législateur de 1910 a estimé avec raison qu'il y avait un intérêt évident à retirer l'administration des biens de leurs enfants au prodigue et au faible d'esprit qui ont été reconnus incapables de gérer sans contrôle leur propre fortune.

3° *Interdiction.* — De tout temps on a admis que la déchéance de l'administration légale était la conséquence forcée de l'interdiction légale ou judiciaire. Mais, antérieurement à la loi de 1910, si les auteurs s'accordaient sur ce point, ils différaient d'opinion sur la question de savoir à qui appartenait l'administration des biens des enfants de l'interdit.

La nouvelle loi a mis fin à toutes difficultés : nous verrons, en effet, que les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article 389 reçoivent leur application toutes les fois qu'il y a lieu à remplacement de l'administrateur légal déchu quel que soit le motif de la déchéance.

Le législateur de 1910 qui a fait de l'interdiction judiciaire une cause de déchéance n'a pas prévu le cas où l'administrateur légal atteint d'aliénation

mentale est simplement placé dans un asile d'aliénés sans être interdit.

Cet administrateur se trouve cependant, tant à raison de son état mental qu'à cause de son internement, dans l'impossibilité absolue de continuer à gérer les biens de ses enfants.

Doit-on, par suite, admettre que, malgré le silence de la loi, le placement dans un asile d'aliénés entraîne de plein droit la déchéance de l'administration légale ? En raison du caractère limitatif de l'énumération contenue dans le premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 389 nous ne croyons pas qu'on puisse répondre affirmativement à cette question. Sans doute, lorsque nous avons fait le commentaire de l'ancien article 389, nous avons admis qu'antérieurement à la loi de 1910 on pouvait assimiler à un absent l'administrateur légal placé dans un asile d'aliénés et qu'en conséquence on devait décider que la mère a l'administration des biens des enfants quand le père est interné. Mais nous croyons qu'on ne saurait aujourd'hui considérer cette solution comme exacte. La situation a, en effet, changé : avant la loi du 6 avril 1910, le Code ne renfermant aucune réglementation précise de l'administration légale, rien ne s'opposait à ce que, raisonnant par analogie, on assimilât au point de vue de leurs conséquences juridiques des situations dont les conséquences pratiques étaient identiques.

Aujourd'hui il n'est plus ainsi. Il est actuellement impossible d'attribuer les mêmes effets juridiques à l'absence et au placement dans un asile d'aliénés, car le législateur a limitativement énuméré dans l'article 389 les événements qui ont pour conséquence le retrait de plein droit de l'administration légale.

En dépit de son internement, l'administrateur légal reste donc, à notre avis, investi du droit d'administration. Mais ce droit il ne pourra pas l'exercer, car les actes qu'il accomplirait pendant la durée de son séjour à l'asile d'aliénés seraient annulables.

La conservation et la gestion du patrimoine des enfants seront cependant assurés. D'une part, en effet, il y a lieu de reconnaître à la mère, à défaut du droit d'administration, le pouvoir de faire tous les actes qui ont le caractère de mesures conservatoires ; il sera ainsi possible, dans bien des cas, lorsque l'internement sera de courte durée, d'attendre sans trop d'inconvénients l'époque à laquelle l'administrateur légal aura recouvré la plénitude de ses facultés mentales (1).

D'autre part, enfin, si la guérison de l'interné ne

1. Les internements de courte durée sont fréquents ; parmi les aliénés dont les troubles mentaux sont la conséquence de l'alcoolisme, nombreux sont ceux, qui, guéris, obtiennent leur sortie après avoir fait à l'asile d'aliénés un séjour de deux ou trois mois ou même d'une moindre durée.

semble pas prochaine, ou s'il est nécessaire de faire un acte urgent que seul l'administrateur légal aurait le pouvoir d'accomplir, il y aura lieu soit de provoquer l'interdiction de l'aliéné, soit de demander au tribunal de prononcer la déchéance de l'administration légale : si, en effet, l'internement dans un asile d'aliénés n'est pas une cause de déchéance de plein droit de l'administration légale, il constitue cependant indubitablement un motif de déchéance judiciaire.

4° Déchéance de la puissance paternelle. —

L'administration légale étant un attribut de la puissance paternelle, il est tout naturel qu'elle suive le sort de cette dernière et que les parents déchus de la puissance paternelle soient, par voie de conséquence, privés du droit d'administration. Aussi, l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889 prévoit-il expressément que les père et mère déchus de la puissance paternelle seront privés de l'administration légale.

En faisant figurer la déchéance de la puissance paternelle parmi les causes de retrait de l'administration légale prévues par le nouvel article 389, le législateur n'a donc pas innové ; son but a été de faire une énumération complète des causes de cessation de l'administration légale et de compléter les dispositions de la loi de 1889 en spécifiant que celui

contre qui la déchéance de la puissance paternelle a été prononcée est, par ce seul fait, déchu non seulement de l'administration de la fortune de ses propres enfants mais encore de la gestion du patrimoine des mineurs dont il n'administrait les biens qu'en qualité d'administrateur *ad hoc* nommé par le tribunal pour remplacer les père et mère dans les cas prévus par le paragraphe 4 de l'article 389.

Il importe d'ajouter que la déchéance de la puissance paternelle n'est une cause de déchéance ou de retrait de l'administration légale qu'à une double condition : il faut qu'elle ait été prononcée contre le père seul et il faut encore que le tribunal ait confié l'administration des biens des enfants à la mère. Dans tous les autres cas, c'est-à-dire quand elle a été prononcée contre les deux parents et aussi quand la mère bien que non déchue n'a pas été jugée capable de gérer la fortune des enfants, elle est une cause d'extinction de l'administration légale, car elle a pour conséquence l'ouverture de la tutelle.

Ainsi donc quand la déchéance de la puissance paternelle est une cause de retrait de l'administration légale, il n'y a jamais lieu à nomination d'un administrateur *ad hoc* chargé de la gestion des biens des enfants, car si celle-ci n'était pas attribuée à la mère ou venait à lui être retirée, l'administration légale prendrait fin et la tutelle des enfants devrait être organisée. Par suite, la déchéance de la puis-

sance paternelle diffère, quant à ses effets, des autres causes de déchéance ou de retrait de l'administration légale qui, toutes, peuvent avoir pour conséquence l'attribution à un administrateur *ad hoc* de la gestion du patrimoine des mineurs.

III. *Effets de la déchéance de l'administration légale.* — Qu'elle résulte de plein droit des faits énumérés dans le premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 89 ou qu'elle ait été prononcée par le tribunal, la déchéance de l'administration légale produit toujours les mêmes effets :

a) Les pouvoirs de l'administrateur déchu prennent fin ;

b) Un nouvel administrateur entre en fonctions.

1° *Fin des pouvoirs de l'administrateur déchu.*

L'administrateur légal déchu doit cesser immédiatement ses fonctions et il doit rendre compte de sa gestion à son successeur.

Mais qu'advient-il s'il continue en fait à administrer les biens du mineur ? quel sera le sort des actes qu'il aura passés postérieurement à sa déchéance ? Ces actes seront nuls, car les pouvoirs de l'administrateur ont cessé de plein droit dès l'instant où ses fonctions ont pris fin. Les tiers qui auront contracté avec l'administrateur déchu n'auront d'autre ressource que de lui demander réparation du

préjudice qu'il leur aura causé. Cette solution est d'autant plus sévère pour les tiers que presque toujours ils auront traité de bonne foi avec l'ancien administrateur dont ils ignoraient la déchéance. La loi du 6 avril 1910 n'a, en effet, ordonné aucune mesure de publicité destinée à avertir les tiers de la déchéance de l'administrateur légal.

Quelques-uns des événements qui entraînent de plein droit la privation de l'administration légale (interdiction, dation d'un conseil judiciaire) sont bien portés à la connaissance des tiers, mais il n'en est pas de même de certains autres (Absence et déchéance de la puissance paternelle).

Quant à la déchéance judiciaire de l'administration légale, elle ne reçoit d'autre publicité que celle qui résulte de la lecture à l'audience du jugement qui la prononce.

Lors de la discussion à la Chambre des députés de la loi du 6 avril 1910, M. Péret avait fait ressortir les inconvénients du défaut de publicité de la substitution d'un administrateur légal à un autre. Mais le rapporteur, M. Viollette, répondit que la publicité ne serait que d'une médiocre utilité :

« Dans une certaine mesure, j'aperçois, disait-il, l'intérêt de la publicité, mais combien cet intérêt est minime puisque, pour les actes les plus importants, les actes de disposition, il va falloir l'autorisation du tribunal. »

Il ajoutait qu'au point de vue du danger couru par les tiers, la déchéance de l'administrateur légal était comparable à la destitution du tuteur et que pour cette dernière il « n'y avait pas de mesure de publicité » (1). Mais, aurait-on pu objecter, la situation n'est pas la même : le tuteur destitué n'a plus la garde de l'enfant, ce qui constitue pour les tiers un avertissement ; la déchéance de l'administrateur n'entraîne, au contraire, en général, aucune conséquence au point de vue de la garde des mineurs ; le père déchu de l'administration conserve le droit de garde ; rien n'avertira donc les tiers du changement survenu dans la qualité de l'ancien préposé à la gestion des biens des enfants. Aussi, y a-t-il lieu de regretter vivement que la Chambre, dans sa hâte de faire aboutir la loi nouvelle, n'ait pas voté l'amendement suivant, qu'avaient présenté MM. Péret et Chaigne : « Les dispositions de l'art. 501 seront applicables au jugement prononçant la déchéance » (2). Cet amendement fut disjoint et renvoyé à l'examen de la commission qui, malgré les engagements pris à la Chambre par son rapporteur, ne s'est pas encore prononcée sur l'opportunité d'organiser la publicité de la déchéance de l'administrateur légal.

1. *Journ. off.* Débats parlem. Chambre des députés, 2^e séance du 1^{er} avril 1910, p. 1887.

2. *Journ. off.* Débats parlem. Chambre des députés, 2^e séance du 1^{er} avril 1910.

2° *Dévolution de l'administration légale à la mère ou à un tiers.* — a) *Dévolution de l'administration légale à la mère.* — Aux termes du paragraphe 2 de l'article 389, « lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale ». Cette disposition n'est qu'une application du principe qu'à défaut du père la mère exerce les droits de la puissance paternelle. Elle se justifie donc au point de vue théorique, mais il n'est pas sûr que, pratiquement, elle soit conforme aux véritables intérêts des enfants. Si, en effet, il est parfaitement raisonnable de confier à la mère l'administration dont le père a été privé pour cause d'interdiction judiciaire ou d'absence, il n'est peut-être pas très prudent de la lui attribuer quand le père a été déclaré déchu pour fautes graves commises dans sa gestion. En ce dernier cas, il y a lieu de redouter que le père, usant de l'influence et de l'autorité que lui donne sa qualité de mari, impose sa volonté à sa femme et continue, par l'intermédiaire de cette dernière, à diriger en fait l'administration dont il a été déclaré indigne. Il eût donc été préférable, à notre avis, d'exiger de la mère qu'elle se fit investir de l'administration par le tribunal et de reconnaître à celui-ci le droit de lui refuser, s'il le jugeait utile,

l'investiture sollicitée et de confier à un tiers la gestion des biens des enfants.

Si généraux que soient les termes du paragraphe 2 de l'article 389, ils ne s'appliquent cependant pas au cas où le père a été privé de l'administration légale par suite d'un jugement prononçant contre lui la déchéance des droits de la puissance paternelle. Ni explicitement, ni implicitement, la loi du 6 avril 1910 n'a abrogé les dispositions des articles 9 et 10 de la loi du 24 juillet 1889. Par conséquent, les tribunaux conservent le droit de décider, lorsqu'ils déclarent le père seul déchu de la puissance paternelle, que la mère n'aura pas la garde des enfants et l'administration de leurs biens et que la tutelle sera organisée. Ainsi donc la mère ne sera pas investie de plein droit de l'administration légale, quand la puissance paternelle aura été retirée au père, et c'est seulement dans les autres hypothèses où celui-ci est privé de l'administration que la disposition du paragraphe 2 de l'article 389 doit être appliquée.

b). *Dévolution de l'administration à un tiers.* — Si le père et la mère, tous deux vivants, sont tous deux déchus ou privés de l'administration légale, le tribunal nomme un administrateur *ad hoc* qui a pour mission de gérer le patrimoine des enfants.

Le terme d'*administrateur ad hoc* par lequel le paragraphe 4 de l'article 389 désigne le tiers appelé à

remplacer les parents déchus est impropre. La dénomination d'administrateur *ad hoc* n'est, en effet, ordinairement appliquée qu'à celui qui est chargé d'accomplir pour le compte d'autrui un ou plusieurs actes bien déterminés : elle ne convient pas à la personne qui reçoit la mission de gérer pendant un laps de temps considérable tout un patrimoine. Il eut été préférable de donner au tiers appelé à exercer l'administration légale le nom d'administrateur datif.

Comment l'administrateur *ad hoc* sera-t-il désigné ?

Si celui des père et mère qui exerçait en dernier lieu le droit d'administration légale est déclaré déchu par jugement, la solution de cette question est des plus simples : le même jugement prononcera la déchéance et nommera l'administrateur *ad hoc*.

Mais si les parents ont été privés de plein droit de l'administration légale par application des dispositions du premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 389, comment sera-t-il procédé à la désignation de l'administrateur *ad hoc* ? En cette hypothèse il conviendra de saisir le tribunal d'une demande ayant pour objet unique cette désignation. Le tribunal compétent sera celui du domicile des mineurs et il pourra être saisi soit par le procureur de la République, soit par toute personne ayant un intérêt pécuniaire ou moral à la bonne administration des

biens de l'enfant. Nous pensons, en effet, que la disposition du paragraphe 9 qui ne donne qu'à certaines personnes le droit d'intenter l'action en déchéance ne s'applique pas au cas où il s'agit, non de faire prononcer la déchéance, mais seulement de faire pourvoir au remplacement de l'administrateur déchu. Les motifs qui ont conduit le législateur à réserver aux parents ou alliés de l'enfant la faculté de demander la déchéance n'ont plus aucune valeur quand il y a simplement lieu de faire nommer l'administrateur *ad hoc*. « Le législateur a voulu ou pu vouloir, que cette mesure grave (la déchéance) ne fut réclamée que par les personnes dont les sentiments d'affection et d'intérêt pour l'enfant sont les plus certains. Au contraire une telle limitation ne se justifierait pas, quand il s'agit, non pas de confier les intérêts de l'enfant à d'autres mains, mais de ne pas les laisser dépérir faute de soins. Aussi l'énumération de l'article 406 du Code civil, qui permet à toute personne, au nom des intérêts de l'enfant ou des siens propres, de requérir la nomination d'un tuteur nous paraît devoir s'appliquer à la nomination de l'administrateur légal » (1).

La procédure à suivre pour aboutir à la désignation de l'administrateur *ad hoc* est indiquée par le

1. *Les Lois nouvelles*, n° du 1^{er} décembre, 1910. Article de M. Cluzel, p. 378.

premier alinéa du paragraphe 4 de l'article 389. Le tribunal, saisi par voie de requête, statue en Chambre de conseil, le ministère public entendu. La nomination d'un administrateur *ad hoc* en remplacement des père et mère déchus étant un acte de juridiction gracieuse, la requête introductive d'instance doit être adressée au président du tribunal et non à la Chambre du conseil, la décision n'est pas rendue en audience publique (1), elle ne doit pas être signifiée et elle est susceptible d'appel.

L'administrateur *ad hoc* pourra, selon nous, refuser la mission que le tribunal lui aura confiée, car il n'est pas dans la même situation que les père et mère pour qui l'administration est une charge obligatoire en même temps qu'un droit, comme l'est d'ailleurs la puissance paternelle dont l'administration légale est un attribut.

L'administrateur *ad hoc* pourra encore, après avoir accepté l'administration, la délaisser, mais si pour se démettre de ses fonctions il choisissait un moment inopportun, il serait responsable du dommage qui pourrait en résulter pour l'enfant.

L'administration sera retirée à l'administrateur *ad hoc* dans les hypothèses où, aux termes du paragraphe 9 de l'article 389 elle doit ou peut être retirée aux père et mère. Il semble bien, en effet, que l'inten-

1. Cas., 6 février 1856. S. 1856. I. 113; D. 1856. I. 71.

tion du législateur a été de lui rendre applicables les dispositions de la loi nouvelle qui sont relatives à la déchéance de plein droit et à la déchéance judiciaire de l'administrateur légal. L'administrateur *ad hoc* déchu sera remplacé par un nouvel administrateur *ad hoc*.

Enfin il convient de remarquer que du paragraphe 4 de l'article 389 il résulte qu'il n'y a jamais lieu à nomination d'un administrateur *ad hoc* dans le cas où l'administration est retirée aux parents par application de la loi du 24 juillet 1889. Nous avons déjà dit, en effet, qu'en cette hypothèse la tutelle des enfants est ouverte.

IV.—*Restitution du droit d'administration légale à l'administrateur déchu.*— Les père et mère peuvent-ils obtenir la restitution du droit d'administration légale qui leur a été retiré ou dont ils ont été déclarés déchus ? Nous pensons qu'une distinction s'impose.

1° Lorsqu'un des parents de l'enfant a été privé du droit d'administration légale par application des dispositions du premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 389 il est de plein droit réintégré dans ses fonctions d'administrateur dès que cesse la cause qui les lui avait fait retirer. Il en sera ainsi quand l'absent rentrera à son foyer, quand l'interdit légal aura purgé sa peine, quand l'interdit judiciaire et le prodigue auront fait prononcer la mainlevée de l'interdiction

ou du conseil judiciaire, quand enfin le parent déchu des droits de la puissance paternelle en aura obtenu la restitution.

2° Au contraire, à notre avis, le parent du mineur, qui a été déclaré déchu par le tribunal conformément aux dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 9 de l'article 389, ne peut pas obtenir la restitution du droit d'administration légale, car ce droit lui a été enlevé par une décision de justice dont les effets doivent durer tant qu'elle n'a pas été rétractée.

Or, nous ne croyons pas qu'en l'absence d'un texte lui en reconnaissant le droit, le parent déchu puisse demander au tribunal de rétracter le jugement de déchéance.

§ 2. — DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS

A qui doit appartenir l'administration des biens des enfants dont les parents sont divorcés ou séparés de corps? Le législateur de 1910 qui avait à résoudre cette question pouvait hésiter entre plusieurs solutions:

1° On pouvait tout d'abord admettre que le père gardât l'administration même si le divorce ou la séparation de corps avait été prononcée contre lui. Ce n'est pas parce qu'il a été un mauvais mari qu'il doit

être un mauvais père et un mauvais administrateur ;

2° Il était aussi possible de concevoir que l'administration légale prit fin et fût remplacée par la tutelle ;

3° Il pouvait encore sembler équitable de confier l'administration des biens des enfants à celui des père et mère en faveur duquel le divorce ou la séparation de corps avait été prononcée ;

4° Enfin, on était admis à soutenir qu'il ne fallait pas séparer l'administration des biens de l'enfant de la garde de sa personne.

La première de ces quatre solutions possibles a été écartée comme constituant au profit du père une faveur dont il pouvait être indigne ; la seconde, qui, à notre avis, était la plus conforme aux intérêts des enfants, a été repoussée parce que contraire au principe que la tutelle ne s'ouvre qu'à la mort d'un des parents ; la troisième présentait l'avantage de donner l'administration des biens à celui des époux qui en avait l'usufruit, mais elle fut rejetée parce qu'elle avait l'inconvénient de séparer, en certains cas, l'administration du patrimoine du mineur du gouvernement de sa personne ; la quatrième, enfin, est celle que le législateur a admise.

En effet, aux termes du paragraphe 3 du nouvel article 389, « en cas de divorce ou de séparation de » corps, l'administration appartient à celui des deux

« époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il
« n'en est autrement ordonné. »

De ce texte, il résulte qu'en principe l'époux qui a la garde des enfants a également l'administration de leurs biens. C'est là une règle générale et on doit en conclure que c'est cette règle qui s'appliquera quand le jugement prononçant le divorce ou la séparation de corps n'aura pas statué sur l'administration des biens des mineurs.

Mais le législateur a compris qu'il était nécessaire de permettre aux tribunaux de déroger, le cas échéant, au principe de la réunion entre les mêmes mains des droits de garde et l'administration légale. La garde de l'enfant peut, en effet, être confiée, pour divers motifs, à celui des parents qui est le moins capable de remplir les fonctions d'administrateur.

Aussi le paragraphe 3 de l'article 389 indique-t-il que l'administration ne sera dévolue à celui des époux qui a la garde des enfants que s'il n'en est pas « autrement ordonné ». Le pouvoir ainsi reconnu aux tribunaux d'attribuer l'administration à la personne qui leur semblera la plus apte à l'exercer est absolu. Les juges pourront donc confier l'administration à celui des parents qui n'a pas la garde des enfants. Ils pourront aussi l'attribuer à un tiers et c'est ce qu'ils feront sans doute ordinairement dans le cas non expressément prévu par l'article 389 où la

garde des mineurs est confiée à une personne autre que le père ou la mère.

Le tiers ainsi investi de l'administration sera dans la même situation que l'administrateur *ad hoc* nommé pour remplacer les parents déchus.

§ 3. — OPPOSITION D'INTÉRÊTS ENTRE L'ADMINISTRATEUR ET LE MINEUR OU ENTRE DEUX ENFANTS AYANT LE MÊME ADMINISTRATEUR LÉGAL.

La loi du 6 avril 1910 a tranché la question jusqu'alors controversée de savoir à qui devait être confiée la mission de représenter le mineur en cas d'opposition entre ses intérêts et ceux de l'administrateur légal.

Le premier alinéa du paragraphe 4 du nouvel article 489 est, en effet, ainsi conçu : « S'il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur *ad hoc* par le tribunal statuant sur requête en Chambre du conseil. »

Quand y a-t-il opposition entre les intérêts du mineur et ceux de l'administrateur ? Il y a opposition d'intérêts « dans toutes les hypothèses où la défense des intérêts de l'administrateur ne peut être assurée qu'en combattant les intérêts du mineur » (1).

1. *Les Lois nouvelles*, n° du 1^{er} décembre 1910. Article de M. Cluzel.

Il faut entendre largement cette règle, et reconnaître qu'il y a lieu à nomination d'un administrateur *ad hoc* même si l'administrateur n'a dans l'affaire concernant l'enfant qu'un intérêt indirect. Il appartient, d'ailleurs, aux tribunaux d'apprécier souverainement, dans chaque espèce qui leur est soumise, s'il y a réellement opposition d'intérêts.

La procédure à suivre pour aboutir à la désignation de l'administrateur *ad hoc* est celle que nous avons déjà indiquée dans le paragraphe premier de la présente section, en traitant de la nomination de l'administrateur chargé de remplacer les père et mère déchus de l'administration légale.

Il convient cependant d'ajouter que la désignation de l'administrateur *ad hoc*, dans le cas prévu par le premier alinéa du paragraphe 4 de l'article 389, sera souvent non pas un acte de juridiction gracieuse, mais bien un acte de juridiction contentieuse. Il en sera ainsi toutes les fois que la demande de nomination d'un administrateur *ad hoc* donnera lieu à une contestation ou sera susceptible d'y donner lieu ; c'est ce qui arrivera notamment quand, la demande étant introduite par une personne autre que l'administrateur légal, ce dernier contestera qu'il y ait opposition d'intérêts entre lui et le mineur. En ce cas et dans tous autres analogues, le caractère contentieux de la décision que le tribunal est appelé à rendre aura, au point de vue de la procé-

dure, les conséquences suivantes : le jugement devra être prononcé en audience publique, il devra être signifié ; il sera susceptible d'appel non seulement par le demandeur, mais aussi par l'administrateur ; il pourra être frappé d'opposition ; la voie de l'intervention et celle de la tierce opposition seront ouvertes aux tiers.

L'article 389 ne dit pas qui a le droit d'introduire la demande en désignation d'un administrateur *ad hoc*, mais il est facile de le déterminer. Tout d'abord, en effet, toutes les fois que ses intérêts sont opposés à ceux du mineur, l'administrateur légal a le droit et aussi le devoir de faire nommer un administrateur *ad hoc* ; s'il manquait à ce devoir il pourrait même, croyons-nous, être pour ce seul fait déclaré déchu de l'administration légale, si toutefois il était établi qu'il s'est abstenu d'agir non par ignorance de ses obligations, mais dans l'intention de faire prévaloir ses intérêts sur ceux de l'enfant.

Le droit de provoquer la désignation d'un administrateur *ad hoc* appartient encore au ministère public et aussi à toute personne ayant intérêt à ce que le mineur soit régulièrement représenté. C'est ainsi qu'à notre avis on doit reconnaître ce droit au tiers qui, étant copropriétaire de biens indivis entre lui, le mineur et l'administrateur légal, voudrait procéder au partage. Ce tiers aurait un intérêt évident à ce que l'enfant soit pourvu d'un administra-

teur *ad hoc*, car le partage, dans lequel l'administrateur légal aurait figuré avec la double qualité de copropriétaire et de représentant du mineur, n'aurait que la valeur d'un partage provisionnel.

Le tribunal compétent pour nommer l'administrateur *ad hoc* est celui du domicile du mineur.

Le tribunal choisit librement l'administrateur *ad hoc*; il peut en confier les fonctions à une femme mariée, mais celle-ci ne pourra les accepter qu'avec l'autorisation de son mari, car en les acceptant elle contracte une obligation : celle de bien remplir sa mission.

Enfin, rien ne s'oppose à ce que la mère, dans l'hypothèse où le père exerce l'administration, soit nommée administratrice *ad hoc*.

L'administrateur *ad hoc* peut refuser la mission qui lui est confiée par le tribunal ; il peut aussi être privé de ses fonctions dans tous les cas où, s'il était administrateur légal, il serait déchu de l'administration par application des dispositions du paragraphe 9 de l'article 389.

Au cas où il y a opposition d'intérêts entre le mineur et l'administrateur, il convient d'assimiler celui où l'opposition existe entre les intérêts de deux enfants qui ont le même administrateur légal. Ce dernier ne peut, en effet, représenter à la fois les deux mineurs et, bien que la loi ne le dise pas expressément, il n'est pas douteux qu'un des deux enfants

devra être pourvu d'un administrateur *ad hoc*, l'autre continuant à être représenté par l'administrateur légal.

SECTION III

Cas où un tiers administre des biens donnés ou légués à l'enfant sous la condition que les père et mère n'en aient pas l'administration

Antérieurement à la loi du 6 avril 1910 la jurisprudence et la majorité des auteurs admettaient la validité de la clause d'une donation ou d'un testament enlevant au père l'administration des biens donnés ou légués à son enfant.

Le législateur de 1910 n'a donc fait que consacrer une règle déjà observée en spécifiant dans le paragraphe premier du nouvel article 389 que le père administre les biens des mineurs « à l'exception de ce qui lui aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers ».

Des termes employés par la loi, doit-on conclure que l'auteur d'une libéralité ne pourrait pas exclure de l'administration le père seul et qu'il doit retirer la gestion des biens donnés ou légués tout à la fois au père et à la mère ? Nous ne le pensons pas. Par *tiers* le législateur a certainement entendu désigner

toute personne autre que l'administrateur légal en fonctions au moment de la rédaction du testament ou de l'acte de donation.

Le donateur ou testateur pourrait donc exclure le père seul et attribuer l'administration à la mère, de même qu'il pourrait confier la gestion des biens à toute personne ayant la capacité requise pour jouer le rôle de mandataire (art. 1990 C. civ.)

Que décider si l'auteur de la libéralité s'est contenté d'enlever l'administration aux parents du mineur et a négligé de désigner par qui les biens doivent être gérés ? En cette hypothèse, la clause de retrait insérée dans le testament ou la donation sera encore valable, et le tribunal devra nommer un administrateur *ad hoc* chargé de veiller sur les biens donnés ou légués (1).

Le tiers désigné par l'auteur de la libéralité ou par la justice peut refuser la mission qui lui est confiée ou y renoncer ; il est alors remplacé par décision du tribunal. S'il vient à décéder soit avant, soit après son entrée en fonctions, il y aura lieu également à la désignation d'un administrateur *ad hoc*. Le donateur ou testateur pourrait d'ailleurs prévoir le refus, la renonciation ou le décès du tiers administra-

1. V. *Journ. off.* Débats parl. Chambre, 2^e séance du 1^{er} avril 1910, p. 1888. Déclaration de M. Puech président de la commission.

leur et désigner par avance, dans l'acte de libéralité, son successeur éventuel.

Il est à peine besoin d'ajouter que la clause retirant aux père et mère l'administration des biens donnés ou légués n'a pas pour effet de les priver de la jouissance de ces biens : il faudrait une disposition spéciale insérée dans le testament ou la donation pour dépouiller les parents du droit d'usufruit légal (art. 387, du C. civ.).

CHAPITRE III

POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

I. — *Uniformité des pouvoirs d'administration reconnus au père, à la mère et à l'administrateur ad hoc.* — Avant de rechercher quels sont les pouvoirs de l'administrateur légal, il convient de se demander si l'étendue de ces pouvoirs n'est pas susceptible de varier suivant que l'administration est exercée par le père ou par une autre personne. Autrement dit, la mère administratrice et le tiers administrateur *ad hoc* ont-ils les mêmes pouvoirs que le père qu'ils remplacent dans ses fonctions d'administrateur légal ?

Un premier point est certain.

Au point de vue de l'étendue des pouvoirs d'administration, la mère est entièrement assimilée au père dans les cas où elle est appelée à gérer les biens de ses enfants. Le paragraphe 2 de l'article 389 est, en effet, ainsi conçu : « Lorsque le père est déchu de

l'administration, la mère devient de droit administratrice en son lieu et place *avec les mêmes pouvoirs que lui...* » Le même texte décide, en outre, que la mère pourra accomplir tous les actes relatifs à l'administration des biens des enfants sans avoir à solliciter l'autorisation de son mari. Cette dernière disposition se justifie par la nécessité d'éviter toute immixtion du père dans la gestion des biens dont l'administration lui a été retirée, mais elle aboutit à cette conséquence que la mère pourra faire librement, pour le compte des enfants, des actes qu'elle ne pourrait accomplir pour son propre compte qu'avec l'autorisation maritale.

L'administrateur *ad hoc* nommé par le tribunal pour administrer le patrimoine des mineurs dans le cas où les père et mère sont tous deux déchus de l'administration a-t-il les mêmes pouvoirs que ces derniers ? Bien que la loi ne le dise pas expressément nous inclinons à le croire. Notre opinion se heurte cependant à une objection : dans ses paragraphes 5, 6, 7 et 8, le nouvel article 389 ne parle que de *l'administrateur légal* ; or, l'administrateur *ad hoc* n'est pas un administrateur légal, car il est investi de ses fonctions non pas par la loi mais par le tribunal ; par conséquent, les dispositions des paragraphes 5 à 8 qui règlent les pouvoirs et obligations de l'administrateur légal ne lui sont pas applicables. Cette argumentation ne nous paraît pas avoir une valeur

décisive. Il semble bien, en effet, que par le terme *administrateur légal* le législateur a entendu désigner tout administrateur des biens des enfants, sauf peut-être, comme nous le verrons plus loin, le tiers chargé de la gestion des biens donnés ou légués aux mineurs sous la condition que les père et mère n'en auront pas l'administration. Jamais, d'ailleurs, au cours des travaux préparatoires il n'a été question de soumettre à un régime spécial l'administrateur *ad hoc*, et il paraît au contraire résulter de la discussion du projet de loi à la Chambre des députés que l'intention du législateur était de l'assimiler à l'administrateur légal proprement dit.

En effet, au cours de la séance du 1^{er} avril 1910, M. Prache, député, proposa d'apporter une modification à la rédaction du paragraphe 5 du nouvel article 389 qui est ainsi conçu : « L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun ». L'amendement présenté par M. Prache tendait à ajouter après les mots « l'administrateur légal » le membre de phrase suivant : « ou désigné dans un acte de libéralité. » De son côté M. Lefas proposa d'introduire dans la rédaction du projet soutenu par la commission une disposition additionnelle ainsi conçue : « Lorsque les biens ont été donnés ou légués à l'enfant sous la condition expresse d'être administrés par un tiers, les disposi-

tions précédentes sont applicables à ce tiers à l'exception des paragraphes 2 et 3. » MM. Prache et Lefas estimaient qu'il fallait nettement déterminer les obligations et les pouvoirs de tous ceux qui, aux termes du projet de loi, pouvaient être appelés à administrer tout ou partie des biens du mineur et les additions qu'ils proposaient de faire du texte déjà voté par le Sénat avaient, disent-ils, pour objet de compléter le projet de loi qui indiquait pas quelle était l'étendue des devoirs et des pouvoirs de tous les administrateurs. Des explications qu'ils ont ainsi fournies sur le but de leur intervention et du fait que dans leurs amendements ils ne visaient que le tiers chargé d'administrer les biens donnés ou légués dans le cas prévu par le paragraphe 1, on doit conclure que MM. Prache et Lefas ne jugeaient pas utile de préciser l'étendue des pouvoirs de l'administrateur *ad hoc* et cela évidemment parce qu'ils considéraient que les dispositions des paragraphes 5, 6, 7 et 8 s'appliquaient à ce dernier comme à l'administrateur légal proprement dit. Et il y a lieu de supposer que la Chambre toute entière partageait cette opinion, car, au cours de la discussion de l'amendement de M. Prache, bien qu'on eut dit et répété qu'il fallait bien délimiter les pouvoirs de tous les administrateurs, (1) personne ne s'avisa

1. *Journ. off. Débats parl.* Chambre des députés 2^e séance du 1^{er} avril 1910. p. 1887 et 1888.

de dire que ceux de l'administrateur *ad hoc* n'étaient pas nettement déterminés. Il semble donc que tout le monde considérait l'administrateur *ad hoc* comme assimilé quant à ses pouvoirs et à ses obligations au père et à la mère.

Nous sommes ainsi fondés à admettre que le législateur a entendu attribuer à l'administrateur *ad hoc* nommé par application des dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 389 les mêmes pouvoirs qu'à l'administrateur légal proprement dit.

Quant à l'administrateur *ad hoc* nommé en cas d'opposition d'intérêts entre l'enfant et son représentant ordinaire, il résulte de la rédaction du paragraphe 4 de l'article 389 qu'il est entièrement assimilé à celui désigné pour remplacer les père et mère déchus de l'administration légale. Il jouira des mêmes pouvoirs mais seulement dans les limites de sa mission ; tout acte accompli par lui en dehors de ces limites n'aurait pas plus de valeur que s'il émanait d'un tiers quelconque.

II. — *Pouvoirs du tiers chargé d'administrer les biens donnés ou légués à l'enfant sous la condition que les père et mère n'en auront pas l'administration.* — Nous venons de dire qu'au cours de la discussion de la loi du 6 avril 1910 MM. Lefas et Prache avaient présenté des amendements tendant à attribuer des pouvoirs identiques à ceux de l'administrateur légal au tiers chargé d'administrer des biens

donnés ou légués à l'enfant sous la condition que les père et mère n'en auront pas l'administration

M. Puech, président de la commission, s'opposa à l'adoption de ces amendements. De son côté, le rapporteur, M. Viollette, déclara que le tiers administrerait les biens dans les conditions que l'auteur de la libéralité aurait déterminées et il ajouta que, si l'acte de donation ou le testament ne délimitaient pas ses pouvoirs, le tiers administrateur serait dans la même situation qu'un mandataire ordinaire.

Approuvant cette manière de voir, la Chambre rejeta l'amendement de M. Prache et renvoya celui de M. Lefas à la commission qui ne semble pas s'être depuis préoccupée de l'examiner.

Des débats parlementaires, il résulte donc que le législateur a entendu fixer de la manière suivante les pouvoirs du tiers chargé de gérer les biens donnés ou légués.

En principe, le tiers administrateur désigné par le disposant administrera en se conformant aux règles que ce dernier lui aura imposées ; il aura les pouvoirs que l'auteur de la liberté aura cru devoir lui confier.

Si le donateur ou testateur n'a pas délimité les pouvoirs du tiers, celui-ci n'aura que ceux d'un mandataire ordinaire. Mais que faut-il entendre par « pouvoirs d'un mandataire » ? Aux termes de

l'article 1988 du Code civil, « le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration ». Est-on dès lors obligé d'admettre que le tiers administrateur ne pourra accomplir aucun acte de disposition ? Non, croyons-nous, car nous ne pouvons concevoir que le législateur ait eu l'intention de rendre inaliénables les biens donnés ou légués aumineur. Une telle solution serait absolument contraire aux intérêts de l'enfant.

Nous ne voyons donc qu'une seule manière raisonnable d'interpréter le sens des paroles prononcées à la tribune de la Chambre des députés par le président de la commission et le rapporteur du projet de loi :

Le tiers administrateur dont les pouvoirs n'auront pas été déterminés par l'auteur de la libéralité aura ceux non pas d'un mandataire proprement dit mais d'un administrateur, c'est-à-dire qu'il aura les pouvoirs que, selon nous, on devait reconnaître au père administrateur légal, avant la loi du 6 avril 1910. En conséquence, il accomplira librement tous les actes d'administration et il ne pourra faire aucun acte de disposition sans l'autorisation préalable du tribunal.

Ajoutons qu'évidemment le législateur eut été mieux inspiré en assimilant à l'administrateur légal le tiers administrateur, mais que, dans la pratique, la détermination des pouvoirs de ce dernier ne don-

nera vraisemblablement pas lieu à beaucoup de difficultés. Presque toujours, en effet, l'auteur de la libéralité aura soin de fixer lui-même l'étendue des pouvoirs de la personne qu'il chargera de la gestion des biens donnés ou légués. Il est même probable que les notaires, au ministère desquels on est forcé de recourir pour faire une donation et qui sont fréquemment chargés de rédiger les testaments, prendront l'habitude d'insérer dans ces actes une clause de style conférant au tiers désigné pour administrer les biens donnés ou légués les pouvoirs d'un administrateur légal.

III. — *Étendue des pouvoirs de l'administrateur légal. Principe.* — Nous avons vu dans notre première partie que l'ancien article 389 ne précisait en aucune façon l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal et que pour suppléer à l'insuffisance de la loi divers systèmes avaient été proposés par la doctrine et la jurisprudence. Le législateur de 1910 a consacré celui de ces systèmes qui jusqu'alors avait été suivi par la Cour de cassation et par le tribunal de la Seine (1), et qui avait sur les autres l'avantage d'être d'une application facile.

En effet, aux termes du paragraphe 5 du nouvel article 389, l'administrateur légal « accomplit seul

1. Voir 1^{re} partie, chap. II, sect. II, 5^e système.

les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et, avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation ».

Le principe posé par ce texte permet de résoudre aisément toutes les difficultés qu'on peut rencontrer dans la pratique. Toutes les fois que se posera la question de savoir si l'administrateur a le pouvoir d'accomplir seul un acte déterminé, il suffira de rechercher dans quelles conditions le tuteur peut faire cet acte et la réponse sera facile, car le Code a fixé d'une manière très précise l'étendue des pouvoirs du tuteur : ce dernier peut, en effet, sauf exceptions prévues par la loi, faire seul toutes sortes d'actes.

Au surplus, le législateur a pris soin de donner la liste des actes qui, par application du principe énoncé dans le paragraphe 5 de l'article 389, ne peuvent être accomplis par l'administrateur légal qu'avec l'autorisation du tribunal. Le paragraphe 8 déclare en effet « applicables à l'administration légale, avec les modalités résultant de ce qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle et subrogée tutelle, les articles 457, 458, 460 *in fine*, 462, 466, 467, dernier alinéa du Code civil, 953 et suivants, livre II, titre VI du Code de procédure civile, 2, 3, 10 et 11 de la loi du 26 février 1880 ».

Avant de procéder à une rapide énumération des

actes que l'administrateur peut faire seul et de ceux qu'il ne peut accomplir qu'avec l'autorisation de justice, nous devons examiner une dernière question : comment l'autorisation du tribunal, quand elle est nécessaire, sera-t-elle accordée ? De la combinaison des paragraphes 4 et 5 du nouvel article 389, il résulte que le tribunal saisi de la demande d'autorisation statue en Chambre du conseil, le ministère public entendu. Le tribunal juge en matière gracieuse et la procédure à suivre est celle que nous avons déjà indiquée en traitant de la nomination de l'administrateur *ad hoc* (1). Mais il importe de remarquer qu'il y a une exception à la règle que l'administrateur jouit du droit de faire appel de la décision du tribunal lui refusant l'autorisation sollicitée : l'article 2 de la loi du 27 février 1880, qui est applicable à l'administrateur légal comme au tuteur, décide que le jugement rendu sur la demande aux fins d'autorisation d'une aliénation de valeurs mobilières est en dernier ressort. »

Il convient aussi d'ajouter que l'administrateur légal, ayant seul qualité pour accomplir l'acte, pourra seul introduire la demande d'autorisation.

Enfin, on peut se demander quel est le tribunal compétent. C'est celui du domicile du mineur.

1. Voir 2^e partie, chap. II, section II.

Presque toujours aucun doute ne sera possible : le domicile de l'enfant se confondra avec celui de l'administrateur légal, car aux termes de l'article 108 du Code civil, « le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur ». Mais que décider dans le cas où la garde de l'enfant et l'administration de ses biens sont confiées à des personnes différentes ? En cette hypothèse, où le mineur a-t-il son principal établissement ? est-il domicilié chez la personne investie du droit de garde ou chez son administrateur légal ? Nous inclinons à penser que l'enfant a son principal établissement au lieu où est domiciliée la personne chargée de sa garde. C'est là, en effet, qu'il habite d'une manière régulière, et que, normalement, se trouve le centre de ses affections. C'est donc là où, à notre avis, l'enfant a son domicile et il en résulte que le tribunal compétent pour statuer sur toutes demandes d'autorisation est celui du domicile de la personne qui a la garde du mineur.

§ 2. — ACTES QUE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL
PEUT FAIRE SEUL

I. — *Actes conservatoires.* — Comme le tuteur, l'administrateur légal peut faire seul tous les actes conservatoires : inscription d'hypothèque, transcrip-

tion d'acte d'achat, contrat d'assurance contre l'incendie, etc.

II. — *Dépenses faites en vue de l'éducation et de l'entretien du mineur.* — L'administrateur légal peut engager sans autorisation toutes dépenses relatives à l'éducation et à l'entretien du mineur.

III. — *Exploitation des biens et réparations.* — L'administrateur peut exploiter directement les biens du mineur et effectuer dans ce but toutes dépenses utiles. Il peut également faire sans autorisation non seulement les réparations d'entretien, mais encore les grosses réparations.

IV. — *Baux.* — Les baux, d'une durée inférieure ou égale à neuf années, sont librement consentis par l'administrateur légal. Quant aux baux de plus de neuf ans, ils excèdent ses pouvoirs, car ils ne peuvent être passés par les administrateurs des biens d'autrui et notamment par le tuteur (1). Toutefois, un bail de plus de neuf ans n'est pas nul ; il est seulement non opposable au mineur, pour une durée de plus de neuf ans (2).

V. — *Paielements.* — L'administrateur légal a qualité pour recevoir toutes sommes dues au mineur et pour en donner quittance, sans qu'il y ait lieu de

1. En ce sens Planiol, 5^e édit., t. I, n° 1887, p. 606.

2. V. première partie ; chap. II, sect. 2.

distinguer entre les capitaux et les simples revenus. Les débiteurs se libèrent valablement entre ses mains sur simple justification de sa qualité.

L'administrateur peut également payer toutes les dettes de l'enfant ; il peut même les payer avant l'échéance s'il y a avantage pour le mineur, par exemple si ces dettes produisent des intérêts à un taux élevé.

VI. — *Placement des sommes d'argent.* — Le placement des capitaux et des économies est, ainsi que nous le verrons plus loin, une obligation pour l'administrateur légal, tout au moins quand il n'a pas la jouissance des biens du mineur. Mais l'administrateur peut-il effectuer sans avoir à accomplir aucune formalité toutes sortes de placements ? l'affirmative s'impose s'il s'agit de faire emploi d'économies ; tout le monde s'accorde, en effet, à reconnaître au tuteur le droit de placer librement les économies, mais en ce qui concerne le placement des capitaux la solution n'est pas la même ; on admet généralement, pour des raisons que nous indiquerons dans le paragraphe suivant, que le tuteur est obligé d'obtenir l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal pour placer toute somme excédant 1.500 fr. Nous pensons donc qu'il y a lieu de décider, par application du principe posé par le paragraphe 5 de l'article 389, que l'administrateur n'a toute liberté

pour effectuer le placement des capitaux qu'autant que la somme à employer n'excède pas 1.500 francs.

VII. — *Vente de meubles corporels.* — Comme le tuteur, l'administrateur légal peut vendre, sans avoir à solliciter l'autorisation du tribunal, les meubles corporels quelle que soit leur valeur. Il pourra même procéder à une vente de gré à gré ; les dispositions de l'article 452 qui prescrit au tuteur de vendre les meubles aux enchères ne lui sont pas applicables.

Ajoutons qu'à la vente il convient d'assimiler l'échange.

VIII. — *Aliénation de meubles incorporels d'une valeur n'excédant pas 1.500 francs et conversion de titres nominatifs en titres au porteur.* — L'administrateur légal a le droit de procéder sans autorisation à l'aliénation des meubles incorporels dont la valeur ne dépasse pas 1.500 francs, car, aux termes de la loi du 27 février 1880, le tuteur n'a besoin d'une autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal que pour négocier les titres d'une valeur de plus de 1.500 francs.

Toutefois, les dispositions de l'article 3 de la loi du 27 février 1880 étant aux termes du paragraphe 8 de l'article 389 applicables à l'administrateur légal, ce dernier devra, pour toute aliénation de valeurs négociables à la Bourse, recourir au ministère d'un

agent de change et la vente se fera au cours moyen du jour.

Quant aux valeurs qui ne peuvent être négociées à la Bourse, l'administrateur les aliénera suivant tel mode qu'il choisira, pourvu cependant qu'elles n'excèdent pas 1.500 francs.

La conversion de titres nominatifs en titres au porteur est entièrement assimilée à l'aliénation des valeurs mobilières : par conséquent, l'administrateur légal peut, sans avoir à justifier d'aucune autorisation, procéder à la conversion de titres nominatifs dont la valeur globale ne dépasse pas 1.500 francs.

IX. — *Acceptation d'une donation ou d'un legs particulier. Renonciation à un legs particulier.* — L'administrateur légal peut librement accepter une donation et accepter un legs particulier ou y renoncer. L'acceptation d'une donation et la renonciation à un legs particulier sont, en effet, des actes que le tuteur peut accomplir avec la seule autorisation du conseil de famille.

X. — *Partage.* — L'administrateur légal a la capacité nécessaire pour former, sans autorisation, une demande en partage et pour y défendre. Mais un partage amiable n'a que la valeur d'un partage provisionnel. Pour avoir un caractère définitif le partage doit, nécessairement, être fait en justice ; c'est ce qui résulte des dispositions contenues dans l'article 466.

du Code civil auquel renvoie le paragraphe 8 du nouvel article 389.

On ne peut que regretter que le législateur n'ait pas permis à l'administrateur légal de procéder à l'amiable à un partage définitif : d'une part, en effet, le partage en justice est extrêmement onéreux et l'accomplissement de ses formalités nécessite souvent de longs délais ; et, d'autre part, le partage à l'amiable aurait pu être admis sans de grands inconvénients.

L'administrateur légal peut librement passer une convention d'indivision.

XI. — *Acceptation et répudiation d'une succession ou d'un legs universel ou à titre universel.* — L'acceptation et la répudiation d'une succession échue à l'enfant sont des actes permis au tuteur sous la seule condition de l'assentiment du conseil de famille (art. 461 du C. civ.) ; l'administrateur peut donc les faire sans autorisation du tribunal. Toutefois il ne peut accepter une succession que sous bénéfice d'inventaire conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 461 du Code civil auquel renvoie le paragraphe 8 du nouvel article 389.

Enfin, la loi du 6 avril 1910 déclare applicable à l'administration légale l'article 462 du Code civil, ce qui n'était peut-être pas indispensable, ce texte ne faisant qu'appliquer aux mineurs le droit commun en matière d'acceptation de succession.

Les legs universels et à titre universel étant assimilés aux successions, il n'est pas douteux que l'administrateur puisse librement les accepter ou y renoncer.

XII. — *Procès.* — L'autorisation du tribunal n'est jamais nécessaire à l'administrateur légal pour intenter une action ou y défendre, car le tuteur peut exercer seul toutes les actions mobilières ou possessoires et n'a besoin que de l'autorisation du conseil de famille pour introduire une demande relative aux droits immobiliers du mineur (art. 464).

L'administrateur légal peut également librement acquiescer à toute demande formée contre l'enfant quelque soit son objet (argument des art. 464 et 389 § 8 combinés) et, *a fortiori*, il peut acquiescer sans autorisation à tout jugement rendu contre le mineur; de même, il a le droit de se désister de toute demande par lui formée au nom de l'enfant. Par contre nous verrons dans les paragraphes suivants qu'il ne peut transiger sans autorisation et que le compromis est un des actes qui lui sont interdits.

§ 3. — ACTES QUE L'ADMINISTRATEUR NE PEUT ACCOMPLIR QU'AVEC L'AUTORISATION DU TRIBUNAL

I. — *Aliénation des immeubles.* — Les articles 457 et 458 du Code civil lui étant, aux termes du para-

graphe 8 de l'article 389, applicables, l'administrateur légal doit obtenir l'autorisation du tribunal pour aliéner les immeubles du mineur quelle que soit leur valeur.

Le tribunal ne doit permettre la vente que « pour cause de nécessité absolue ou d'un avantage évident » ; il lui appartient, en outre, de subordonner l'aliénation à toutes conditions qu'il jugera utile d'imposer et aussi d'indiquer l'emploi qui devra être fait par l'administrateur légal du prix de vente.

La vente aura toujours lieu en justice conformément aux dispositions des articles 953 et suivants du Code de procédure civile. L'échange, qui est un acte équivalent à la vente, doit comme cette dernière être autorisé par le Tribunal.

Au principe de la nécessité d'une autorisation judiciaire pour procéder aux aliénations d'immeubles, une exception est apportée par l'article 460 du Code civil aux termes duquel « les formalités exigées par les articles 457 et 458, pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la provocation d'un copropriétaire par indivis »... La licitation doit être faite en justice dans les formes prévues par l'article 459 du Code civil.

II. — *Cession amiable d'immeuble pour éviter une expropriation pour cause d'utilité publique.* —

L'article 13 de la loi du 3 mai 1841 subordonne à l'autorisation du tribunal la cession amiable de biens appartenant à des incapables et menacés d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les prescriptions de ce texte doivent être observées par tout représentant d'un incapable, c'est-à-dire aussi bien par l'administrateur légal que par le tuteur.

III. — *Constitution de droits réels.* — L'article 457, auquel renvoie le paragraphe 8 du nouvel article 389, soumet la constitution d'hypothèque aux mêmes conditions que la vente. Pour accomplir cet acte, l'administrateur légal doit donc se munir de l'autorisation du tribunal.

Au surplus doivent être autorisées par la justice toutes constitutions de droits réels (servitude, usufruit, emphytéose, superficie). « Ces actes sont autant d'aliénations partielles qui ne laissent au propriétaire qu'un droit mutilé : ils ne sont possibles que de la part de quelqu'un ayant la capacité d'aliéner » (1) et, bien que le Code ne le dise pas, ils ne peuvent, de l'avis de tous les auteurs, être accomplis par le tuteur qu'en vertu d'une délibération du conseil de famille homologuée par le tribunal.

IV. — *Aliénation des meubles incorporels et conversion des titres nominatifs en titres au porteur*

1. Planiol, 5^e édit., t. I, n° 1921, p. 615.

au-dessus de 1.500 francs. — La loi du 6 avril 1910 a étendu à l'administrateur légal les articles 2, 3 et 10 de la loi du 27 février 1880. L'administrateur ne peut donc, sans l'autorisation du tribunal, ni aliéner les meubles incorporels d'une valeur supérieure à 1.500 francs, ni convertir en titres au porteur des titres nominatifs de semblable valeur.

Le ministère d'un agent de change est indispensable pour la vente des titres négociables à la Bourse; les autres valeurs seront aliénées de la manière que le tribunal aura autorisée.

L'agent de change chargé de négocier les titres et l'établissement débiteur requis de procéder à la conversion devront, pour mettre leur responsabilité à découvert, exiger la production du jugement autorisant l'aliénation ou la conversion. Il semble, au premier abord, qu'il en résulte pour le mineur une garantie très sérieuse, mais, en réalité, il n'en est rien. Rien n'empêchera, en effet, l'administrateur d'éluder les prescriptions de la loi en procédant à toute une série de ventes et de conversions dont chacune portera sur un lot de titres d'une valeur n'excédant pas 1.500 francs.

V. — *Placement des capitaux au-dessus de 1.500 francs.* — Nous avons vu dans le précédent paragraphe que l'administrateur légal peut effectuer à sa guise le placement des économies. En ce qui

concerne le placement des capitaux, il semble bien qu'il ne jouisse pas de la même liberté. D'une part, en effet, le mode d'emploi des fonds provenant de l'aliénation d'un immeuble est, comme nous l'avons déjà dit, déterminé par le jugement autorisant la vente.

Et, d'autre part, nous pensons que le placement des capitaux ayant une autre origine (sommes payées par les débiteurs du mineur, par exemple) doit être autorisé par le tribunal quand ces capitaux s'élèvent à une somme supérieure à 1.500 francs.

En effet, l'article 6 de la loi du 27 février 1880, après avoir posé en principe que le tuteur doit faire emploi des capitaux, ajoute : « Les règles prescrites par les articles ci-dessus et par l'article 455 du Code civil seront applicables à cet emploi. » Que signifie ce renvoi ? On admet généralement que par « articles ci-dessus » le législateur a entendu viser l'ensemble des 5 premiers articles de la loi et notamment les articles 1 et 2 qui subordonnent l'aliénation des valeurs mobilières à l'autorisation du conseil de famille et même à l'homologation par le tribunal lorsque la valeur des titres excède 1.500 francs. Ces formalités seraient donc devenues, grâce au renvoi de l'article 6, applicables à l'acquisition de valeurs comme à leur vente. On est ainsi conduit à reconnaître que, si la somme à employer est supérieure à 1.500 francs, le tuteur ne peut effectuer le placement des capitaux qu'en vertu d'une délibération du con-

seil de famille homologuée par le tribunal (1). Par suite, dans la même hypothèse, l'administrateur doit être pourvu de l'autorisation de justice. Et vainement on objecterait que le paragraphe 8 du nouvel article 389, qui déclare applicables à l'administrateur légal les articles 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 février 1880, ne renvoie ni à l'article 6 ni à l'article 1^{er}. Il suffirait de répondre que l'énumération contenue dans le paragraphe 8 de l'article 389 n'est pas limitative et que, pour savoir dans quelles conditions l'administrateur peut accomplir un acte déterminé, on doit toujours se reporter à la règle énoncée par le paragraphe 6 du même article et d'après laquelle l'administrateur ne peut faire qu'avec l'autorisation du tribunal les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation.

Comme le tuteur, l'administrateur doit donc être muni de l'autorisation de justice pour effectuer le placement des capitaux quand la somme à employer est supérieure à 1.500 francs.

VI. — *Emprunt.* — L'administrateur légal ne peut emprunter pour le mineur sans l'autorisation de justice. Le tribunal ne doit donner son assentiment

1. En ce sens : Planiol, 5^e édit., t. I, n^{os} 1900 et 1901, p. 609 et 610. — Paris, 21 mai 1884. S. 1885. 2.97. — Paris, 13 janvier 1885. S. 1887. 2.101. — Rennes, 9 février 1904. D. 1904. 2. 263. — Voir cependant en sens contraire : Lyon-Caen, note dans Sirey, sous arrêt Paris du 21 mai 1884.

à l'emprunt que si l'opportunité de cette opération est démontrée et s'il est établi « par un compte sommaire » présenté par l'administrateur, « que les derniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants », (art. 457 du C. civ.). Le tribunal doit également déterminer les conditions dans lesquelles l'emprunt sera réalisé.

VII. — *Transaction.* — Le paragraphe du nouvel article 389 ne renvoie qu'au dernier alinéa de l'article 467 du Code civil. Par conséquent, pour être valable, la transaction passée par l'administrateur légal doit être approuvée par le tribunal, mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit précédée de l'accomplissement des formalités prévues par le premier alinéa de l'article 467. L'avis de trois jurisconsultes n'est donc pas exigé.

§ 4. — ACTES INTERDITS A L'ADMINISTRATEUR

I. — *Aliénations à titre gratuit.* — L'administrateur légal n'est pas autorisé à faire une donation pour le compte du mineur.

Le principe d'après lequel les libéralités ne peuvent être consenties que par le propriétaire des biens sur lesquels elles portent n'est pas inscrit dans la loi, mais il y est sous-entendu et il est trop conforme à la raison pour qu'il soit nécessaire de le justifier.

Toutefois, il convient de permettre à l'administrateur légal de faire au nom de l'enfant les donations de très minime importance qu'on désigne sous le nom de présents d'usage.

Aux donations proprement dites, il faut assimiler la renonciation gratuite à certains endroits : main levée d'une hypothèque donnée avant le paiement de la dette garantie, renonciation à une prescription acquise. Ces actes sont en quelque sorte des libéralités déguisées.

II. — *Cautionnement*. — Le cautionnement est un acte éminemment dangereux ; de plus, par son caractère de gratuité, il se rapproche des libéralités ; aussi admet-on unanimement qu'il est interdit à tous les représentants des incapables.

III. — *Compromis*. — Il est absolument défendu à l'administrateur légal de compromettre pour le compte du mineur. En effet, d'une part, aux termes de l'article 1004 du Code de procédure civile, « on ne peut compromettre... sur les contestations qui seraient sujettes à communication au ministère public » ; et, d'autre part, d'après l'article 83 § 6 du Code de procédure civile, les causes des mineurs doivent être communiquées au procureur de la République.

IV. — *Actes que seul le mineur peut accomplir*. —

L'administrateur légal ne peut pas faire un certain nombre d'actes que seul le mineur peut accomplir : contrat de mariage (art. 1398 du C. civ.), reconnaissance d'un enfant naturel, testament (art. 904).

§ 5. — ACTES ENTRE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL
ET L'ENFANT

Avant la loi du 6 avril 1910, on se demandait s'il y avait lieu d'interdire à l'administrateur légal d'acheter les biens du mineur et de se rendre cessionnaire de créances contre ce dernier ; on discutait également sur le point de savoir si l'administrateur était ou non obligé de se conformer aux prescriptions de l'article 450 du Code civil pour prendre à bail les immeubles de l'enfant.

La loi du 6 avril 1910 n'a expressément tranché aucune de ces questions ; mais nous pensons que pour les résoudre il suffit de se rappeler le principe que, sauf exceptions spécialement prévues par la loi, l'administrateur légal peut faire toutes sortes d'actes.

Nous admettons donc qu'il peut se rendre cessionnaire de créances contre le mineur et prendre à bail les biens de ce dernier, sans avoir à justifier de l'autorisation de qui que ce soit. L'article 450 du Code civil a, en effet, le caractère d'une disposition dérogatoire au droit commun et on ne saurait l'étendre à l'administrateur légal. Aucun doute au

surplus ne peut subsister sur ce point depuis la loi du 6 avril 1910, car le paragraphe 8 du nouvel article 389 qui déclare applicables à l'administrateur légal un certain nombre de textes relatifs à la tutelle ne renvoie pas à l'article 450.

En ce qui concerne l'acquisition de biens appartenant à l'enfant, la question est plus délicate. En effet, non seulement l'article 450 interdit au tuteur d'acheter les biens du pupille, mais, en outre, l'article 1596 du Code civil décide que « *ne peuvent se rendre adjudicataires sous peine de nullité ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées*, les tuteurs des biens de ceux dont ils ont la tutelle ; les *mandataires des biens qu'ils sont chargés de vendre* ; les administrateurs de ceux des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins ; les officiers publics des biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère ».

C'est en se basant sur ce texte que certains auteurs ont prétendu qu'il était défendu à l'administrateur légal de se rendre acquéreur des biens du mineur. M. Demolombe notamment a fait valoir que, lorsqu'il vend un bien de l'enfant, l'administrateur agit en quelque sorte en qualité de mandataire de ce dernier et qu'aux termes de l'article 1596 précité un mandataire ne peut pas se rendre adjudicataire des biens qu'il a reçu mission de vendre (1).

1. Demolombe, t. VI, n° 440.

Mais, comme l'ont fait remarquer MM. Aubry et Rau, le père qui voudra acheter un immeuble du mineur ne procédera pas lui-même à la vente. Celle-ci sera réalisée par un administrateur *ad hoc* nommé par le tribunal et, dès lors, l'administrateur légal ne figurera au contrat qu'en la seule qualité d'acheteur, le rôle de mandataire chargé de vendre étant joué non par lui mais par l'administrateur *ad hoc*.

On doit en conclure que l'article 1596 n'est pas applicable à l'administrateur légal et que celui-ci peut librement acquérir des biens appartenant au mineur, sous la seule condition de faire nommer à ce dernier un administrateur *ad hoc* qui passera l'acte de vente en son nom.

Cette solution était déjà admise par la majorité des auteurs avant la loi du 6 avril 1910 (1).

1. Laurent, t. IV, n° 316. — Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, § 123, p. 785.

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL

Des dispositions contenues dans les paragraphes 5 et 10 du nouvel article 389, il résulte que l'administrateur légal est tenu des quatre obligations suivantes :

- 1° Administrer en bon père de famille ;
- 2° Convertir les titres au porteur en titres nominatifs ;
- 3° Faire emploi des capitaux du mineur ;
- 4° Rendre compte.

A côté de ces quatre obligations, il convient d'en mentionner une cinquième à laquelle l'administrateur légal n'a pas été expressément assujetti par la loi, mais que diverses considérations conduisent à lui imposer : l'obligation de faire inventaire.

Enfin, il importe d'ajouter que l'administrateur légal n'est tenu d'aucune obligation autre que celles dont l'énumération vient d'être donnée. On doit admettre, en effet, qu'il n'a pas à donner caution

comme garantie de son administration (1), car, outre qu'aucun texte ne l'y astreint, l'article 601 du Code civil dispense expressément les père et mère ayant la jouissance légale de l'obligation de fournir caution, obligation dont est tenu l'usufruitier ordinaire.

De même, l'administrateur légal n'est pas comme le tuteur assujetti à l'obligation de vendre le mobilier (art. 452 et 453 du C. civ.); on l'admettait déjà avant la loi du 6 avril 1910 et il n'y a aujourd'hui plus aucune raison d'en douter, car le nouvel article 389, qui énumère ceux des textes du titre de la tutelle qui sont applicables à l'administration légale, ne fait aucunement mention de l'article 452.

Toutefois, nous pensons que le tiers chargé de la gestion des biens donnés ou légués au mineur sous la condition que le père n'en aura pas l'administration, pourrait être de par la volonté du donateur ou testateur soumis à des obligations autres que celles imposées par la loi à l'administrateur légal.

Nous allons consacrer un paragraphe à chacune des obligations de l'administrateur légal et, en même temps que nous les étudierons, nous rechercherons quelles sont leurs sanctions et dans quelle mesure leur violation engage la responsabilité de l'administrateur légal.

1. Lyon, 9 août 1877. S. 1878. 2. 174.

§ 1. — OBLIGATION D'ADMINISTRER
EN BON PÈRE DE FAMILLE

1° *Étendue de cette obligation.* — D'après le paragraphe 5 du nouvel article 389, « l'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun ».

D'autre part, le paragraphe 2 de l'article 450 du Code civil, qui est relatif à l'administration du tuteur, s'exprime en termes presque identiques ; il est, en effet, ainsi conçu : « Il (le tuteur) administrera ses biens en bon père de famille et répondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion. »

De la comparaison de ces deux textes, il ressort que la même obligation d'administrer en bon père de famille s'impose à l'administrateur légal et au tuteur, et que la responsabilité de l'un est identique à celle de l'autre.

Au surplus, comme nous l'avons déjà dit (1), cette assimilation du tuteur et de l'administrateur légal au point de vue de la responsabilité et de l'obligation de bien administrer avait été déjà faite par les auteurs

1. V. première partie, chapitre II, section III, § 1.

et par la jurisprudence, bien avant la loi du 6 avril 1910.

L'obligation d'administrer en bon père de famille, qui est ainsi commune au tuteur et à l'administrateur légal, a le caractère d'une obligation générale, en ce sens que tous les actes de l'administrateur doivent tendre à son exécution et qu'en elle sont résumés tous les devoirs de l'administrateur légal.

Quant à son étendue, M. Planiol, en traitant des obligations du tuteur, la détermine de la manière suivante : « Cette obligation générale, dit-il, peut s'analyser en trois éléments différents :

» 1° Le tuteur doit faire produire aux biens du pupille tous les revenus qu'ils peuvent donner, ce qui l'oblige à louer les bâtiments d'habitation, à affermer les fonds de terre ou à les cultiver lui-même, exploiter ou faire exploiter les fonds d'industrie ou de commerce appartenant au mineur, à placer les capitaux, etc.

2° Il doit conserver le patrimoine du pupille, empêcher qu'il ne dépérisse en fait ou en droit par négligence, ce qui l'oblige à poursuivre en temps utile la rentrée des sommes dues, à entretenir les biens dans un bon état de réparations, à revendiquer avant l'achèvement de la prescription ceux qui se trouvent aux mains d'un tiers, etc.

3° Enfin il doit augmenter autant que possible l'actif du pupille, ce qui l'oblige à dépenser le moins.

possible afin de capitaliser l'excédent des revenus. Par suite, la dépense annuelle doit être restreinte aux sommes nécessaires à l'entretien et à l'éducation du mineur ou à l'administration et à la conservation de ses biens (1) ».

Conserver, accroître et faire fructifier le patrimoine du mineur, tels sont donc les devoirs du tuteur ; tels sont aussi ceux de l'administrateur légal, du moins lorsqu'il n'a pas la jouissance des biens de l'enfant ; si, en effet, l'administrateur légal est un des parents du mineur et exerce, à ce titre, le droit d'usufruit que lui confère l'article 384 du Code civil, il n'est tenu ni de faire fructifier les biens de l'enfant ni de capitaliser l'excédent des revenus sur les dépenses. Libre de disposer à sa guise des revenus, il peut aussi, si bon lui semble, ne pas les percevoir, car seul il supportera les conséquences de cette manière d'agir. Par suite, l'administrateur légal n'est tenu de faire produire aux biens du mineur tout ce qu'ils peuvent donner et de capitaliser l'excédent des revenus sur les dépenses que dans les cas suivants : 1° Quand l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans (art. 384) ; 2° Quand il possède des biens qu'il a acquis par son travail (art. 387) ; 3° Quand son patrimoine comprend des biens qui lui ont été donnés ou légués sous la condition que les parents n'en auraient

1. Planiol, 5^e édit. T. I. n. 1856 p. 596 et 597.

pas l'usufruit (art. 387) ; 4° Quand les père et mère ont été tous deux privés du droit de jouissance légale par un jugement de divorce prononcé à leurs torts réciproques (art. 386).

Remarquons d'ailleurs qu'en dehors de ces hypothèses, toutes les fois que l'administration est exercée par un tiers ou par celui des parents qui n'est pas investi du droit de jouissance légale, l'administrateur doit faire fructifier les biens de l'enfant, mais il est alors tenu de cette obligation, non vis-à-vis du mineur, mais vis-à-vis de l'usufruitier légal à qui il doit remettre l'excédent des revenus sur les dépenses.

2° *Sanctions de l'obligation d'administrer en bon père de famille.* — Tout manquement à l'obligation d'administrer en bon père de famille constitue une faute, mais l'administrateur légal est-il tenu de réparer toutes les fautes même légères qu'il a pu commettre au cours de sa gestion ? Autrement dit quelle est l'étendue de sa responsabilité ? La réponse à cette question nous est dictée par les termes mêmes employés par le législateur dans le § 5 de l'article 389 qui déclare l'administrateur tenu d'administrer *en bon père de famille et responsable dans les termes de droit commun*. L'étendue de la responsabilité de celui qui doit apporter à une chose tous les soins d'un bon père de famille a été depuis longtemps nettement précisée et on admet que celui qui est tenu d'une semblable obligation répond non seulement de

son dol et de sa faute lourde mais encore de ses fautes légères, de celles que ne commettrait pas un homme intelligent et soigneux.

Ainsi donc, l'administrateur légal est responsable de toute faute par lui commise dans sa gestion, et le fait qu'il n'a pas apporté dans la conduite de ses propres affaires plus de soin que dans l'administration des biens du mineur ne saurait être pour lui une excuse (1).

Il convient d'ajouter que, dans la pratique, l'application de ce principe ne sera pas toujours aisée. Fréquemment, il arrivera qu'il sera difficile de discerner si l'administrateur légal a commis une faute engageant sa responsabilité. Les tribunaux auront ainsi à trancher des questions de fait fort délicates. Les hypothèses dans lesquelles on peut soutenir que l'administrateur légal s'est rendu coupable d'une imprudence ou d'une négligence sont nombreuses et variées. Nous ne pouvons donc pas songer à les envisager toutes et il ne nous est guère possible d'en examiner que quelques-unes, celles qui peuvent se présenter le plus fréquemment.

A notre avis, l'administrateur légal engage sa responsabilité s'il oublie d'interrompre une des prescriptions qui, aux termes de l'article 2278, courent même contre les mineurs et si cette prescription

1. Cour d'Agen, 11 mars 1854. D. 1855. 2. 294.

vient à être acquise avant la fin de l'administration légale ; de même, il sera responsable, s'il a omis de faire inscrire une hypothèque ou de renouveler une inscription, permettant ainsi à un créancier plus diligent de prendre une hypothèque qui absorbera toute la valeur des biens hypothéqués ; s'il n'a pas opéré en temps utile le recouvrement d'une créance dont le débiteur est devenu insolvable postérieurement à l'échéance ; si, sans exiger de garanties, il a prêté de l'argent à des personnes notoirement insolubles ; s'il a confié des sommes ou des valeurs à un notaire qui, au su de tout le monde, a déjà commis des prévarications (1).

Dans ces diverses hypothèses, l'administrateur légal a évidemment commis une faute et il doit à l'enfant réparation du préjudice qu'il lui a causé. Mais sa responsabilité est-elle engagée s'il n'a pas fait assurer une maison que le feu vient à détruire ? Un arrêt de la Cour de Besançon du 1^{er} avril 1863 a admis la négative (2), mais il nous paraît préférable de décider qu'en cette hypothèse l'administrateur est coupable d'une faute, car l'assurance contre l'incendie est une précaution que ne manquera jamais de prendre un homme prévoyant. Nous croyons encore que l'administrateur légal est responsable s'il paye

1. Nancy, 7 février 1861. D. 1861. 2. 200.

2. Besançon, 1^{er} avril 1863. D. 1863. 2. 93.

une dette qui est prescrite ou si, dans le cas où il n'a pas l'usufruit des biens du mineur, il ne vend pas les meubles susceptibles de perdre rapidement de leur valeur ou dont la conservation est particulièrement onéreuse.

Mais peut-on reprocher à l'administrateur de ne pas avoir augmenté le patrimoine de l'enfant en s'abstenant volontairement de faire un acte rentrant dans ses fonctions d'administrateur et, notamment, en négligeant, sans motifs, d'accepter une donation entre vifs faite au profit du mineur ? Nous inclinons à nous prononcer pour l'affirmative si la faute est nettement établie, mais nous pensons que les tribunaux devront se montrer très circonspects toutes les fois que dans des cas semblables ils auront à apprécier si la responsabilité de l'administrateur légal est engagée.

Une condamnation à des dommages-intérêts n'est pas la seule sanction de l'obligation de bien administrer dont est tenu l'administrateur légal.

D'une part, en effet, s'il commet une faute d'une certaine gravité il pourra être déclaré déchu par application des dispositions du paragraphe 9 de l'article 389.

Et d'autre part, s'il se rend coupable de détournement, il pourra être poursuivi correctionnellement pour abus de confiance et condamné aux peines portées par l'article 406 du Code pénal ; tou-

tefois cette sanction pénale n'est possible que dans l'hypothèse où l'administration légale est exercée par un tiers. Les père et mère du mineur sont, en effet, à l'abri de toute poursuite devant la juridiction répressive, la jurisprudence ayant admis qu'il y a lieu d'étendre au cas d'abus de confiance l'immunité établie par l'article 380 du Code pénal à l'égard des vols commis par des parents au préjudice de leurs enfants (1).

§ 2. — OBLIGATION DE CONVERTIR LES TITRES
AU PORTEUR EN TITRES NOMINATIFS

Aux termes du paragraphe 7 du nouvel article 389, l'administrateur légal « est tenu... de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières appartenant au mineur, à moins que, par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller.. cette conversion. »

L'obligation ainsi imposée à l'administrateur légal se justifie d'autant mieux que, depuis la loi du 6 avril

1. Le Poittevin. *Dictionnaire-formulaire des parquets et de la police judiciaire*, 4^e édit. V^o *Abus de confiance*, n^o 21, p. 33. Cassation, 28 avril 1866. S. 1867, 1.46. Angers, 25 février 1892, *Gazette du Palais* 1892, 2. 357. Aix, 4 janvier 1894. *Gazette du Palais* 1894. 1. 162.

1910, la gestion du patrimoine du mineur peut être confiée à une personne autre que les père et mère. Auparavant on aurait pu faire valoir qu'astreindre le père à convertir les titres au porteur de son fils en titres nominatifs, c'était montrer à son égard une défiance injurieuse et injustifiée ; mais, aujourd'hui, l'administration légale pouvant être confiée à un tiers qui n'offrira pas les mêmes garanties que le père, toute objection tombe et l'obligation de procéder à la conversion apparaît comme une conséquence inévitable de la nécessité de protéger l'administrateur légal contre la tentation de se servir des titres du mineur pour se livrer, soit pour le compte de l'enfant, soit pour le sien propre, à des spéculations hasardeuses. Il était, au surplus, indispensable de faire de la conversion une obligation si on voulait que l'administrateur légal fût, en fait et non pas seulement en théorie, astreint à demander l'autorisation du tribunal pour aliéner les valeurs du mineur.

Malheureusement, le législateur s'est contenté de poser le principe de la conversion obligatoire et il a omis d'indiquer dans quel délai l'administrateur légal serait tenu de se conformer aux prescriptions de la loi. L'administrateur légal pourra donc retarder indéfiniment la conversion et il pourra le faire d'autant plus facilement qu'il n'est pas, comme le tuteur, soumis au contrôle d'un subrogé-tuteur et d'un conseil de famille.

Au surplus, la seule sanction possible du défaut de conversion, c'est la déchéance de l'administrateur légal que, vraisemblablement, personne ne s'avisera jamais de demander tant que ce dernier ne se sera pas rendu coupable de fautes plus graves.

Il importe d'ajouter que l'administrateur légal est dispensé de convertir les titres au porteur qui, *par leur nature ou en raison de conventions*, ne sont pas susceptibles de conversion. Cette exception apportée à la règle de la conversion obligatoire était nécessaire. Si, en effet, tous les titres au porteur de valeurs françaises peuvent être convertis en titres nominatifs (loi du 23 juin 1857 art. 8), il n'en est pas de même de certains titres émis à l'étranger. Par contre, on ne conçoit pas aisément comment il peut se faire qu'en raison de conventions un titre au porteur ne soit pas susceptible de conversion ; cependant, on peut imaginer qu'un titre soit indivis entre l'enfant et des tiers et qu'un pacte d'indivision ait été conclu entre tous les co-propriétaires du titre ; il se peut aussi qu'un titre au porteur appartenant au mineur ait été donné en gage antérieurement à l'époque où l'enfant en est devenu propriétaire ; dans ces deux hypothèses, les conventions d'indivision ou de gage pourront être considérées comme faisant obstacle à la conversion du titre.

Enfin, le législateur a cru devoir indiquer que les

tiers ne sont pas tenus de veiller à l'accomplissement de la conversion.

§ 3. — OBLIGATION DE FAIRE EMPLOI DES CAPITAUX

L'administrateur légal est tenu « de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 francs ;... sans que les tiers aient à surveiller cet emploi » (art. 389 § 7).

Ainsi que nous l'avons déjà dit, avant la loi du 6 avril 1910, pour des motifs qui ont conservé toute leur valeur, on se refusait à étendre à l'administrateur légal les dispositions des articles 455 et 456 du Code civil qui prescrivent au tuteur de faire emploi des capitaux ; mais on admettait cependant que le père était, dans une certaine mesure, tenu d'employer les sommes d'argent appartenant au mineur, car il avait l'obligation de bien administrer et, par suite, de faire produire aux biens de l'enfant tous les revenus qu'ils étaient susceptibles de donner. En d'autres termes, on considérait que l'obligation de faire emploi des capitaux était une conséquence de l'obligation générale d'administrer en bon père de famille, et l'on en déduisait logiquement que l'administrateur n'était pas tenu de placer les fonds disponibles quand il avait la jouissance

légale des biens de l'enfant ; en cette hypothèse, en effet, le mineur n'avait pas à souffrir du fait que ses capitaux restaient improductifs.

La même solution s'imposera-t-elle encore aujourd'hui ? Doit-on considérer l'administrateur qui est en même temps usufruitier légal comme dispensé de l'obligation de faire emploi des capitaux de l'enfant ? Nous ne le pensons pas. En insérant dans l'art. 389 le paragraphe 7, le législateur s'est en effet proposé un double but : 1^o astreindre l'administrateur légal à accroître et faire fructifier la fortune du mineur ; 2^o lui ôter le droit de conserver à sa disposition d'importantes sommes d'argent qu'il pourrait être tenté de dissiper.

Pour atteindre le premier de ces deux buts, il n'était pas nécessaire d'assujettir à l'obligation d'employer les capitaux l'administrateur qui exerce le droit de jouissance légale, mais, pour atteindre le second, il fallait que l'administrateur fut tenu de faire emploi des fonds disponibles dans tous les cas, aussi bien dans l'hypothèse où il est usufruitier légal que dans l'hypothèse contraire.

Aussi croyons-nous que l'administrateur est toujours tenu d'employer les capitaux ; s'il a la jouissance des biens de l'enfant il sera libre de faire des placements improductifs et, notamment, de consentir des prêts sans stipuler d'intérêts, mais il devra

en toute hypothèse s'abstenir de garder des fonds à sa disposition.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que si l'obligation de faire emploi de sommes disponibles doit toujours être respectée, sa sanction varie suivant que l'administrateur est ou non usufruitier légal. S'il a la jouissance de la fortune du mineur, l'administrateur qui ne sera pas conformé à l'obligation d'employer les capitaux pourra être déclaré déchu (l'article 389, § 9) ; si par contre il n'est pas usufruitier légal, il pourra en outre être condamné à des dommages-intérêts car il aura causé un préjudice à l'enfant en ne faisant pas fructifier sa fortune.

L'obligation de faire emploi des capitaux comporte une restriction : elle n'est imposée à l'administrateur légal qu'autant que la somme dont il est détenteur s'élève à plus de 1.500 francs. Il convenait, en effet, de laisser quelques fonds à la disposition de l'administrateur pour qu'il pût faire face soit aux dépenses courantes, soit même aux dépenses imprévues de peu d'importance. Si l'administrateur avait dû faire emploi de toute somme disponible, il en serait résulté qu'il aurait été astreint à solliciter l'autorisation de vendre des titres ou de contracter un emprunt toutes les fois qu'il se serait trouvé dans la nécessité d'effectuer une dépense urgente non prévue.

En dehors de la somme de 1.500 francs, que la loi

lui permet de garder à sa disposition, l'administrateur légal peut-il se considérer comme autorisé à conserver dans sa caisse tous les revenus du mineur ? en d'autres termes est-il tenu de faire emploi des revenus comme des capitaux ? Il y a lieu de distinguer. Si l'administrateur est en même temps usufruitier légal, les revenus lui appartiennent et il peut en disposer à son gré. Si par contre il n'a pas la jouissance des biens du mineur, il est, selon nous, tenu d'employer ou, autrement dit, de capitaliser l'excédent des revenus sur les dépenses. Sans doute, le paragraphe 7 de l'article 389 ne parle que des capitaux, mais il n'est cependant pas douteux que l'obligation de faire emploi des revenus s'impose à l'administrateur légal comme conséquence de son obligation d'administrer en bon père de famille et d'accroître la fortune de l'enfant.

Dans quel délai l'administrateur légal est-il tenu d'effectuer le placement des fonds disponibles ? La loi ne le dit pas et peut-être n'y a-t-il pas lieu de regretter que le législateur n'ait pas inséré dans l'article 389 une disposition analogue à celle de l'article 455 qui impose au tuteur l'obligation de faire emploi de l'excédent des revenus du pupille dans un délai de six mois. D'une part, en effet, les placements pourront être faits dans des conditions d'autant plus avantageuses que, pour les effectuer, l'administrateur légal aura pu choisir le moment le plus favorable et,

d'autre part, dans la plupart des cas, il sera facile aux tribunaux de reconnaître si l'administrateur actionné en dommages-intérêts à raison de l'exécution tardive de son obligation d'employer les capitaux a réellement commis une négligence, une faute engageant sa responsabilité.

Ajoutons, pour terminer, qu'aux termes du paragraphe 7 de l'article 389 les tiers ne sont pas tenus de surveiller l'emploi. L'expression « tiers » dont s'est servi le législateur désigne toutes les personnes qui ont versé entre les mains de l'administrateur légal des sommes sujettes à emploi : débiteurs qui ont payé leur dette, fermiers ou locataires qui ont acquitté le montant de leur fermage ou de leur loyer, acheteurs des biens du mineur qui ont versé le prix de leur acquisition, etc. Ces diverses personnes n'ont pas à contrôler l'emploi qui sera fait des fonds qu'elles ont remis et il fallait qu'il en fût ainsi si on ne voulait pas les amener à s'immiscer, d'une manière constante et intolérable, dans la gestion de l'administrateur légal.

§ 4. — OBLIGATION DE FAIRE INVENTAIRE

L'administrateur légal est-il tenu de faire inventaire ? Il est des cas où une réponse affirmative s'impose. En effet, si l'administrateur a l'usufruit légal des biens de l'enfant, il doit, comme tout usu-

fruitier, faire dresser, lors de son entrée en jouissance, un inventaire des meubles et un état des immeubles (art. 600 C. civ.) ; de même il y a lieu à rédaction d'un inventaire toutes les fois que le mineur est appelé à recueillir une succession, celle-ci ne pouvant être acceptée que sous bénéfice d'inventaire (art. 776 C. civ.) ; enfin, toute donation de biens mobiliers faite à l'enfant doit être accompagnée d'un état estimatif des meubles donnés (art. 948).

En dehors de ces cas qui sont de beaucoup les plus fréquents, la question est controversée. Elle avait été vivement discutée antérieurement à la loi du 6 avril 1910 et le nouvel article 389 ne l'a pas tranchée, car bien qu'énumérant toute une série de textes qui sont applicables à l'administrateur légal comme au tuteur, il ne renvoie pas à l'article 451 qui impose à ce dernier l'obligation de faire inventaire.

Doit-on conclure du silence de la loi que l'administrateur légal n'est pas tenu de faire inventaire ? C'est l'opinion de Laurent qui estime peu juridique de le soumettre à une obligation à laquelle aucun texte ne l'assujettit (1).

D'autres auteurs pensent, au contraire, que l'administrateur légal doit dresser un inventaire et ils invoquent des arguments qui nous paraissent des plus probants. L'obligation de faire inventaire est,

1. Laurent, t. IV, 307.

disent-ils, une obligation générale que la loi impose à tous les administrateurs du patrimoine d'autrui, et, notamment, aux envoyés en possession provisoire des biens d'un absent (article 126 du C. c.), au tuteur (article 451 du C. c.) et au mari (articles 1414, 1415, et 1442 du C. c.). On doit donc décider que l'obligation de faire inventaire incombe, de même qu'à tout autre administrateur, à l'administrateur légal. Au surplus, ce dernier est, aux termes du paragraphe 10 de l'article 389, « comptable » et, dès lors, il faut bien reconnaître qu'il est tenu de dresser inventaire, car un inventaire est la base indispensable du compte qu'il est appelé à rendre.

Nous admettons donc que l'administrateur légal a l'obligation de confectionner un inventaire.

Mais qu'arrivera-t-il s'il néglige de remplir cette formalité ? Quelle sera la sanction de sa négligence ou de sa mauvaise volonté ?

Tout d'abord, il paraît certain que ni le père, ni la mère, quand elle aura l'administration, ne perdront le droit de jouissance légale. En effet, on ne saurait appliquer à l'administrateur légal les dispositions de l'article 1442 du Code civil aux termes duquel le survivant des époux est déchu de l'usufruit légal si, ses enfants étant mineurs, il omet de faire inventaire. L'article 1442 vise un cas particulier et prononce une pénalité qu'on ne pourrait pas, par analogie, appliquer dans un cas semblable sans violer la règle

que les textes ayant un caractère pénal doivent être interprétés restrictivement.

Le défaut d'inventaire sera-t-il, du moins, sanctionné par le droit pour l'enfant d'établir par tous les moyens et même par commune renommée la consistance du mobilier non inventorié ? Nous inclinons à penser que le mineur pourra recourir à tous modes de preuves, notamment à la preuve testimoniale et à la preuve par présomptions ; mais nous ne croyons cependant pas qu'il puisse user de la preuve par commune renommée. En raison de ses dangers, cette dernière n'est, en effet, autorisée par la loi que dans des cas exceptionnels et, dans ces conditions, il ne nous paraît pas possible de permettre à l'enfant de s'en servir alors qu'aucun texte ne lui en reconnaît le droit (1).

Notons, toutefois, que certains auteurs ont admis l'opinion contraire à la nôtre et ont soutenu que la preuve par commune renommée « est de droit commun toutes les fois qu'il s'agit d'établir la consistance d'un mobilier non inventorié contre celui qui était chargé d'en dresser l'inventaire » (2). Cette assertion est fondée sur le fait que le législateur a parfois autorisé des incapables à se servir de la preuve

1. En ce sens : Laurent, t. IV, 307.

2. Aubry et Rau, 5^e édit., t. I, § 123. Dans le même sens : Demolombe, t. VI, n° 435.

par commune renommée pour établir la consistance de leur patrimoine quand leur représentant a omis de faire inventaire (art. 1415, 1442 et 1504 du C. c.). Mais nous ne pensons pas que les cas cités soient assez nombreux pour qu'on puisse en déduire que l'admission de la preuve² par commune renommée est la conséquence normale du défaut d'inventaire.

L'obligation de dresser inventaire n'a donc, selon nous, d'autres sanctions que la déchéance possible de l'administrateur légal.

§ 5. — OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

L'obligation de rendre compte est imposée à l'administrateur légal par le § 10 du nouvel article 389 qui reproduit, sans modifications, le termes du paragraphe 2 de l'ancien texte et ainsi conçu : « L'administrateur est comptable, quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit. »

Le paragraphe 11 complète cette disposition en déclarant applicables au compte de l'administrateur légal des articles 469, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code civil dont les prescriptions étaient jusqu'alors considérées comme spéciales au tuteur.

Tout administrateur légal, qu'il soit ou non parent

de l'enfant, est tenu de rendre compte à la fin de sa gestion. Il y aura donc lieu à reddition de compte non seulement quand l'administration légale prendra fin, mais encore toutes les fois qu'il se produira un changement dans la personne de l'administrateur. Cesera, en principe, ce dernier qui rendra le compte, mais il pourra dans certaines hypothèses en être autrement : si, en effet, l'administrateur légal est décédé ou interdit, le compte sera établi par ses héritiers ou par son tuteur.

Quant à la personne à qui le compte doit être rendu c'est tantôt l'enfant et tantôt une autre personne. Si l'administration a pris fin par la majorité, l'émancipation ou la mort du mineur, le compte sera reçu, suivant le cas, par l'enfant seul, par l'enfant assisté de son curateur (art. 480 et 484 du C. civ.) ou par ses héritiers et il y aura lieu à application des dispositions des articles 472 et 474 du Code civil que nous étudierons plus loin.

Si, par contre, l'administration a cessé par la mort ou l'absence déclarée d'un des parents ou si, au cours de l'administration, se produit un changement dans la personne de l'administrateur, le compte sera rendu soit au tuteur de l'enfant, soit au nouvel administrateur et, alors, à notre avis les articles 472 et 474 du Code civil ne seront pas applicables. Ces textes semblent, en effet, ne concerner que le compte à rendre au mineur lui-même ou à ses héritiers qui

ne peuvent avoir ni plus ni moins de droits que leur auteur. Leurs dispositions se justifient par la nécessité de protéger l'enfant contre son inexpérience et de le dispenser de faire à l'ancien administrateur de ses biens une sommation que, par respect pour ses parents, il pourrait hésiter à faire ; par suite, il n'y a aucun motif de les appliquer toutes les fois que le compte est rendu à une personne autre que le mineur et présumée expérimentée.

Quelle que soit la personne qui le rend ou le reçoit, le compte doit toujours comprendre les mêmes éléments. Il se compose de deux états : celui des recettes et celui des dépenses. Ces dernières ne sont d'ailleurs allouées que si elles sont « suffisamment justifiées » et si « leur objet est utile » (art. 471 § 2). Les revenus des biens, dont l'administrateur avait la jouissance, ne doivent pas figurer sur le compte au chapitre des recettes (art. 389 § 10), et de même il n'y a pas lieu de comprendre au nombre des dépenses, celles qui sont, aux termes de l'article 385 du Code civil, les charges de l'usufruit légal, c'est-à-dire les dépenses qui incombent à tout usufruitier et celles qui ont été faites soit pour la nourriture, l'entretien et l'éducation de l'enfant selon sa fortune, soit pour le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux, soit encore pour solder les frais de la dernière maladie du mineur et ceux de ses funérailles.

Après que le compte a été établi conformément

aux règles énoncées ci-dessus, on en fait la balance, c'est-à-dire qu'on compare l'actif et le passif et qu'on recherche si le montant total des recettes est supérieur ou inférieur à celui des dépenses. On obtient ainsi le reliquat, qui sera dit actif s'il y a un excédent des recettes sur les dépenses ou passif dans le cas contraire. Le reliquat actif est dû à l'enfant et le reliquat passif est dû à l'administrateur. Ainsi donc la balance du compte fera ressortir une créance qui existera tantôt au profit du mineur, tantôt au profit de l'administrateur.

Si le reliquat est actif, les intérêts en seront dus à l'enfant par l'administrateur, de plein droit et sans demande, à compter du jour de la clôture du compte (art. 474 § 1).

Au contraire, conformément aux règles du droit commun en matière d'intérêts moratoires, les intérêts du reliquat passif ne sont dus par le mineur qu'à dater de la sommation de payer.

Le compte est rendu en justice ou à l'amiable.

Pour qu'intervienne un compte amiable, il suffit qu'il y ait accord de volontés entre les deux parties. Mais un tel compte ne pourra être approuvé par le mineur que dix jours après la remise qui en aura été faite par l'administrateur légal. Le nouvel article 389 déclare, en effet, applicable au compte à rendre par ce dernier les dispositions de l'article 472 qui est ainsi conçu : « Tout traité qui pourra intervenir

entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives ; le tout constaté par un récépissé de l'oyant compte, dix jours au moins avant le traité. »

Par « traité », il faut entendre l'acte par lequel l'enfant approuve le compte et donne décharge à l'administrateur légal. Le législateur a voulu éviter que ce dernier puisse abuser de l'inexpérience du mineur et de l'influence morale qu'il exerce sur lui et se faire donner décharge avant toute reddition de compte ou après la production d'un compte sommaire et incomplet. Aussi, la loi a-t-elle décidé que le traité approuvant le compte ne pourra valablement intervenir que dix jours après la remise du compte et des pièces qui le justifient. Pendant ce laps de temps de dix jours, le mineur pourra étudier les documents produits par l'administrateur légal et se renseigner sur la manière dont ses biens ont été gérés. Il pourra ensuite, en pleine connaissance de cause, donner décharge, et le traité qu'il passera à cet effet avec l'administrateur légal sera valable.

« Si, au contraire, le traité est intervenu avec l'expiration du délai de dix jours, ou s'il y a eu remise d'un compte trop sommaire ou de pièces insuffisantes, la loi prononce une sanction sévère : la nullité du traité.

» Cette nullité est, bien entendu, une nullité rela-

tive, qui ne pourra être demandée que par l'ex-mineur.

» Du reste, le traité annulable pourra être ensuite confirmé et la nullité se trouvera ainsi couverte, mais cette confirmation n'est possible qu'à un moment où les conditions exigées par la loi se trouvent réunies, c'est-à-dire s'il y a eu remise du compte et des pièces suivie d'un intervalle de dix jours avant l'acte confirmatif; autrement cet acte lui-même serait entaché du même vice que le traité principal.

» Quant à la prescription de l'action en nullité, elle s'accomplit par dix ans à compter de la date du traité, par application de l'article 1304 » (1).

Le compte sera rendu en justice toutes les fois que l'administrateur légal se refusera à le fournir à l'amiable ou encore quand l'enfant estimera soit que le compte produit est incomplet soit que les pièces justificatives fournies à l'appui sont insuffisantes. La reddition du compte en justice se fera conformément aux règles posées par les articles 527 et suivants du Code de procédure civile; on ne saurait, en effet, considérer comme s'appliquant à l'action en reddition de compte l'article 474 aux termes duquel: « si le compte donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées

1. Planiol, 5^e édit., t. I, n° 1978, p. 631.

comme les autres contestations en matière civile ». Ce texte ne vise, en effet, que les contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de l'exécution du compte et après qu'il a été rendu.

L'action en reddition de compte se prescrit par dix ans. Le nouvel article 389 déclare, en effet, applicable à l'administration légale l'article 475 du Code civil qui est ainsi conçu : « Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans à compter de la majorité. » Cette disposition législative se justifie aisément : d'une part, il convient que l'administrateur légal soit promptement déchargé de la lourde responsabilité qui pèse sur lui ; et, d'autre part, permettre à l'enfant d'intenter, vingt-cinq ou trente ans après sa majorité, une action en reddition de compte contre l'administrateur légal eût été mettre celui-ci dans une situation très difficile, car le plus souvent il lui eût été impossible, après l'expiration d'un si long laps de temps, de justifier de sa bonne gestion.

Il convient de remarquer que la prescription de dix ans ne s'applique qu'aux actions relatives à la reddition de compte et aux fautes de gestion que cette dernière a révélées ; c'est ce qui résulte de la place occupée dans le Code par l'article 475 et, aussi, du but qu'a poursuivi le législateur en instituant cette courte prescription. Se prescriront donc par

dix ans : l'action en reddition de compte proprement dite, l'action en redressement de compte, l'action en responsabilité pour mauvaise gestion. S'éteindront au contraire à l'expiration du délai de prescription de droit commun (art. 2262 du C. civ.) les actions qui ne sont point motivées par une faute commise dans sa gestion par l'administrateur légal ou qui ont pour but de faire respecter un droit né au profit du mineur postérieurement à la fin de l'administration : c'est ainsi que l'action en paiement du reliquat dû à l'enfant se prescrira par trente ans.

Le point de départ de la prescription est fixé par l'article 475 au jour de la majorité de l'enfant. Il n'en est cependant pas toujours ainsi et on doit admettre que la prescription commencera à courir du jour du décès du mineur s'il meurt avant d'avoir atteint l'âge de la majorité. Mais, si le mineur est émancipé, la prescription court du jour de la majorité et non pas, comme on pourrait être tenté de le croire, du jour de l'émancipation ; l'article 2252, qui n'établit aucune distinction entre le mineur émancipé ou non émancipé, décide, en effet, que : « La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits », et, de cette règle, il résulte encore que c'est seulement à la majorité de l'enfant que commencera à courir la prescription des actions que le mineur pourrait avoir à exercer contre un adminis-

trateur qui aurait cessé ses fonctions avant la fin de l'administration légale.

Il importe d'ajouter que la prescription décennale ne profite qu'à l'administrateur légal ; les actions de ce dernier contre l'enfant se prescrivent par trente ans, conformément au droit commun (art. 2262).

Enfin, aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article 471 qui s'applique au compte de l'administrateur légal comme à celui du tuteur : « Le compte définitif sera rendu aux dépens du mineur lorsqu'il aura atteint sa majorité ou obtenu son émancipation. » Le tuteur en avancera les frais. Ce texte ne vise que le compte définitif, c'est-à-dire celui qui doit être rendu lorsque l'administration légale a pris fin. Dès lors, on peut se demander à qui incomberont les frais du compte rendu par un administrateur qui cesse ses fonctions avant la cessation de l'administration légale. Nous inclinons à croire que, même en cette hypothèse, les frais de la reddition de compte seront à la charge de l'enfant. Toutefois, il n'en serait pas ainsi si l'administrateur qui rend le compte avait encouru la déchéance pour cause de manquement à ses obligations, de divorce prononcé contre lui, de déchéance de la puissance paternelle ou d'interdiction légale. En ce cas, en effet, l'administrateur déchu doit supporter les frais car c'est lui qui, par sa faute, a rendu nécessaire son

remplacement et la reddition de compte qui en est la conséquence.

Il convient, enfin, d'ajouter que par frais de compte il faut entendre seulement ceux d'établissement du compte, les frais des actions en reddition ou en redressement devant être naturellement mis à la charge de la partie qui succombe.

CHAPITRE V

FIN DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

Il importe de ne pas confondre avec les causes d'extinction de l'administration légale les événements qui mettent fin non pas à l'administration elle-même, mais seulement aux fonctions d'un administrateur qu'un autre sera appelé à remplacer.

Les diverses causes de déchéance que nous avons étudiées dans le chapitre II ont pour conséquence la fin de la gestion de l'administrateur déchu et le remplacement de ce dernier par une autre personne ayant les mêmes pouvoirs que lui, mais elles ne constituent pas des causes d'extinction de l'administration légale, car celle-ci subsiste.

On ne peut donc considérer comme de véritables causes de cessation de l'administration légale, que les événements qui mettent réellement fin à cette administration.

Nous avons déjà étudié les faits qui n'ont d'autre conséquence qu'un changement dans la personne de l'administrateur ; aussi ne traiterons nous dans le

présent chapitre que des causes d'extinction de l'administration légale.

M. Planiol enseigne que « l'administration légale peut cesser pour deux sortes de causes différentes : elle devient inutile tantôt parce que le mineur possède désormais la capacité nécessaire pour administrer sa fortune par lui-même, tantôt parce qu'elle est remplacée par la tutelle » (1).

Dans la première catégorie, il y a lieu de ranger :

1° Le décès de l'enfant ;

2° Sa majorité.

3° Son émancipation ;

Dans la deuxième, on classera :

1° La mort d'un des parents ;

2° La déchéance de la puissance paternelle ;

3° L'absence déclarée du père ou de la mère du mineur.

Au point de vue de la durée de leurs effets, on peut établir une autre classification des causes d'extinction de l'administration légale.

Tandis, en effet, que quelques-unes d'entre elles mettent irrévocablement fin à l'administration, certaines autres laissent subsister la possibilité d'une résurrection de cette dernière, si une condition déterminée vient à être remplie ; on est ainsi amené à répartir en deux groupes les événements qui ont

1. Planiol, 5^e édit., t. I, n^o 1721, p. 557.

pour conséquence la cessation de l'administration légale.

Dans le premier on place :

1° La mort de l'enfant ;

2° Sa majorité ;

3° Son émancipation quand elle résulte de son mariage ;

4° La mort d'un de ses parents.

Dans le second on fait figurer :

1° La déchéance de la puissance paternelle ;

2° L'absence déclarée du père ou la mère ;

3° L'émancipation de l'enfant quand elle n'est pas la conséquence de son mariage.

L'administration légale qui a pris fin par l'un de ces événements est, en effet, susceptible de revivre et elle renaîtra, si les père et mère déchus obtiennent la restitution des droits de la puissance paternelle, si celui des parents qui était en état d'absence déclarée revient, si enfin l'émancipation accordée à l'enfant est révoquée.

Il convient d'examiner rapidement les différentes causes d'extinction de l'administration légale et de rechercher quelles sont l'étendue et la durée des effets de chacune d'elles.

I. — *Décès de l'enfant.* — La mort de l'enfant donne lieu à ouverture de sa succession.

L'administration légale cesse et l'administrateur

rend compte de sa gestion aux héritiers du mineur.

II. — *Majorité de l'enfant.* — L'enfant qui a atteint l'âge de vingt et un ans est majeur et il est désormais « capable de tous les actes de la vie civile ». (art. 488). C'est donc lui qui administrera ses biens à l'avenir et c'est à lui que l'administrateur légal rendra compte.

III. — *Émancipation de l'enfant.* — Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage (art. 476) et il peut aussi l'être par la volonté de ses père et mère dès qu'il est âgé de quinze ans révolus (art. 477 du C. civ.). L'enfant émancipé gérera lui-même son patrimoine, mais il ne pourra accomplir les actes énumérés dans les articles 481, 482, 483 et 484 du Code civil, sans l'assistance de son curateur. L'administration légale prendra donc fin et l'administrateur devra rendre compte de sa gestion.

Mais à qui le compte sera-t-il rendu ? au mineur évidemment, mais pas au mineur seul, car l'enfant émancipé ne peut accomplir seul que les actes de « pure administration » et il ne peut, par suite, recevoir et approuver le compte sans l'assistance de son curateur ; d'ailleurs, l'article 480 qui vise le cas où, avant son émancipation, l'enfant était en tutelle, décide que le « compte de tutelle sera rendu au mineur émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le conseil de famille. »

Le compte sera donc rendu par l'administrateur légal au mineur assisté de son curateur. Mais qu'advient-il si le curateur n'est autre que l'ancien administrateur légal? Nous pensons qu'en ce cas le conseil de famille devra désigner un curateur *ad hoc* pour la réception du compte (1).

L'émancipation est irrévocable quand elle a été la conséquence du mariage du mineur ou quand celui-ci s'est marié après avoir été émancipé. Dans tous les autres cas, l'émancipation est susceptible de révocation (art. 485 C. civ.) et, si elle est révoquée, l'enfant est replacé dans la situation où il se trouvait avant d'être émancipé. En effet, aux termes de l'article 486, dès le jour où l'émancipation aura été révoquée « le mineur rentrera en tutelle et y restera jusqu'à sa majorité. »

En raisonnant par analogie on est conduit à admettre que, si l'enfant a encore ses père et mère, il retombe sous leur puissance et qu'ainsi ses biens sont à nouveau soumis à l'administration légale.

L'émancipation qui fait cesser l'administration légale met-elle pareillement fin aux pouvoirs du tiers ou de l'administrateur *ad hoc* chargé de gérer les

1. C'est un curateur *ad hoc* qui assiste le mineur pour la réception du compte de tutelle, quand le conseil de famille croit utile de nommer comme curateur au mineur émancipé son ancien tuteur. V. Planiol, 5^e édit., t. I, n° 2014, p. 642.

biens donnés ou légués à l'enfant sous la condition que le père n'en aura pas l'administration?

Avant la loi du 6 avril 1910 la jurisprudence admettait généralement la négative : le tiers administrateur continuait ses fonctions en cas d'émancipation (1). Le nouvel article 389 n'a pas tranché la question et, dans ces conditions, il semble que les tribunaux persisteront dans leur ancienne manière de la solutionner.

Quant à nous, nous pensons que pour décider si le tiers chargé de l'administration doit ou non conserver ses pouvoirs dans l'hypothèse de l'émancipation du mineur, il faut, avant tout, rechercher quelle a été l'intention de l'auteur de la libéralité.

Si le donateur ou le testateur a manifesté expressément ou implicitement le désir de ne mettre à la gestion de l'administrateur des biens donnés ou légués d'autre terme que la majorité de l'enfant, l'émancipation ne produira aucun effet quant à l'administration des biens compris dans la libéralité.

Si par contre l'intention de l'auteur de la donation ou du legs n'apparaît pas clairement, nous admettrons que l'émancipation met fin aux pouvoirs du tiers administrateur, car il n'y a aucune raison de ne pas attribuer à l'enfant l'administration des biens

1. Dijon, 23 avril 1855. S. 1855. 2. 675. — Cassation, 26 mai 1856. S. 1856. 1. 682; en sens contraire : Caen, 5 avril 1843. S. 1855. 2. 675 (en note sous le jugement de Dijon précité).

donnés ou légués puisqu'on peut le faire tout en respectant la volonté de l'auteur de la libéralité dont le but unique était de soustraire les biens à la gestion du père.

IV. — *Décès d'un des parents du mineur.* — Le décès d'un des parents du mineur met fin à l'administration légale et a pour conséquence l'ouverture de la tutelle (1).

L'administration légale étant un attribut de la puissance paternelle, il semble qu'elle ne devrait cesser qu'avec cette dernière. Logiquement, tant qu'un des parents est encore vivant et exerce l'autorité paternelle, l'administration légale devrait subsister et la tutelle ne devrait s'ouvrir qu'après le décès du dernier vivant des père et mère. Mais le législateur du Code civil en a décidé autrement : la mort d'un des parents de l'enfant est une cause d'extinction de l'administration légale.

Pour justifier cette règle, on a fait valoir qu'après le décès du père ou de la mère la situation de l'enfant n'est plus la même.

Pendant la durée du mariage, celui des parents qui a l'administration est aidé, conseillé et au besoin

1. Le décès du tiers administrateur *ad hoc* ne produit pas les mêmes effets : l'administrateur décédé est simplement remplacé par un autre.

surveillé par son conjoint ; on peut donc, sans inconvénients, lui reconnaître des droits d'administration très étendus sur le patrimoine de ses enfants ; il n'abusera pas des larges pouvoirs que la loi lui attribue, car, s'il était tenté de le faire, l'autre époux l'en empêcherait. « Tant que dure la société conjugale, a dit M. Piou, la famille se trouve constituée avec tous ses éléments de force et de protection et nulle garantie ne vaut pour les enfants le concours vigilant de deux affections qui veillent sur eux » (1).

Après la mort d'un de ses parents, l'enfant a besoin de trouver dans la loi une protection plus efficace. Le survivant des père et mère est privé de la collaboration que pouvait lui prêter son conjoint et il n'est plus soumis au contrôle de ce dernier ; en outre, il est presque toujours en conflit d'intérêts avec ses enfants qui sont appelés à partager avec lui la succession de l'époux prédécédé. Il est donc nécessaire qu'une surveillance active et constante soit exercée sur la gestion des biens des mineurs que continue à assurer le parent survivant. C'est pour ce motif que l'administration légale prend fin et est remplacée par la tutelle.

1. *Journal officiel*. Documents parlementaires. Chambre des députés session de 1887, annexe n° 1920 au P. V. de la séance du 4 juillet 1887. Rapport de M. Piou.

Cette argumentation a une valeur décisive, et elle aurait dû conduire le législateur à faire de l'ouverture de la tutelle la conséquence non seulement du décès d'un des parents, mais encore de tout événement qui a pour résultat de priver l'enfant de la garantie que constitue le concours vigilant de deux « affections qui veillent sur lui ». Logiquement, le législateur aurait dû décider que les mineurs seraient mis en tutelle toutes les fois qu'un de leurs parents serait incapable ou indigne d'exercer l'administration. La solution admise pour le cas de décès du père ou de la mère devait être appliquée *a fortiori* dans l'hypothèse où l'administrateur légal a encouru la déchéance, car, alors, non seulement l'enfant est comme un orphelin privé d'un de ses deux protecteurs naturels, mais il est en outre à redouter que le parent jugé indigne de l'administration exerce sur son conjoint une influence néfaste et cherche à nuire aux intérêts du mineur. C'est ce qu'avait fort bien compris M. Piou qui disait : « Il n'y a d'administration légale que celle exercée par le père. Si le père vient à en être dépouillé il n'y a plus d'administration légale, mais une simple tutelle soumise aux règles ordinaires (1). »

Nous pensons donc qu'il convient de regretter que la loi du 6 avril 1910 ait organisé en cas de déchéance

1. Rapport de M. Piou, précité.

la dévolution de l'administration à la mère ou à un tiers et n'ait pas admis qu'il y avait lieu, en cette hypothèse, à ouverture de la tutelle.

V. — *Déchéance de la puissance paternelle.* — Comme nous l'avons déjà dit, la déchéance de la puissance paternelle prononcée contre le père peut avoir pour conséquence l'attribution à la mère de l'exercice de l'administration légale (1). Beaucoup plus fréquemment, la déchéance des droits de la puissance paternelle est une cause d'extinction de l'administration légale et d'ouverture de la tutelle.

De nombreux cas de déchéance de la puissance paternelle sont prévus par les articles 334 et 335 du Code pénal ; la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes ; la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ; la loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, acte de cruauté et attentats commis envers les enfants, et la loi du 3 avril 1903 qui a modifié les articles 334 et 335 du Code pénal.

Nous ne procéderons pas à l'énumération des divers faits qui, aux termes de ces textes, entraînent obligatoirement ou facultativement la déchéance de

1. Voir 1^{re} partie, ch. II, section II, § 2 et 2^e partie, chap. II, sect. II, § 1.

la puissance paternelle. Les causes de cette déchéance nous intéressent, en effet, moins que ses conséquences.

Dans les cas prévus par la loi du 24 juillet 1889, la déchéance de la puissance paternelle est complète, en ce sens qu'elle prive les parents déchus de tous les droits que leur confère leur qualité de père ou de mère et ce à l'égard de tous leurs enfants nés ou à naître (loi du 24 juillet 1889, art. 1^{er}) (1).

Prononcée contre le père seul, la déchéance n'a pas toujours pour conséquence la mise en tutelle des enfants. Les tribunaux doivent, en effet, examiner tout d'abord si la mère peut être appelée à exercer les droits de la puissance paternelle en remplacement de son mari (loi du 24 juillet 1889 art. 9, §§ 1 et 3).

Si donc l'autorité paternelle est dévolue à la mère, l'administration légale subsistera et lui sera confiée. Mais, presque toujours, les tribunaux, estimant que la mère n'offre pas de garanties suffisantes ou est trop étroitement soumise à l'influence de son mari, préfèrent user de la faculté à eux accordée par l'article 10 de la loi du 24 juillet 1889 d'ordonner que la tutelle des enfants sera organisée.

Prononcée contre les deux parents, la déchéance de la puissance paternelle entraîne obligatoirement

1. Douai, 8^{mai} 1893. S. 1893.2.120. — Caen, 22 juillet 1901. S. 1902.2.51. — Trib. Montdidier, 14 avril 1905. D. 1906.5.38.

la mise en tutelle des enfants (article 10 de la loi du 24 juillet 1889).

Ainsi donc, sauf dans le cas, très rare en pratique, où l'exercice de l'autorité paternelle est dévolu à la mère, la déchéance de la puissance paternelle a pour conséquence la fin de l'administration légale, les biens comme la personne des enfants étant confiés aux soins d'un tuteur ou de l'administration de l'assistance publique (loi du 24 juillet 1889, art. 2).

L'administration légale est d'ailleurs susceptible de revivre. Les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889 permettent, en effet, sous certaines conditions, aux père et mère, de demander que la puissance paternelle leur soit restituée. Si sa requête est accueillie favorablement, le parent déchu recouvre l'exercice de tous les droits dont il avait été dépouillé et il reprend l'administration des biens de ses enfants.

Il convient d'ajouter que la loi du 19 avril 1898 a organisé une déchéance partielle de la puissance paternelle : dans tous les cas prévus par cette loi, au lieu de prononcer la déchéance complète qui résulterait de l'application de la loi du 24 juillet 1889, les tribunaux peuvent se borner à retirer aux parents la garde d'un ou de plusieurs de leurs enfants ; les père et mère ainsi privés du droit de garde restent investis de tous les autres attributs de la puissance paternelle

et ils conservent, notamment, l'exercice de l'administration légale.

Enfin, on peut se demander ce qui adviendra si le tiers chargé, dans les cas prévus par les paragraphes 1 et 4 de l'article 389, d'administrer les biens d'un mineur vient à être déclaré déchu des droits de la puissance paternelle à l'égard de ses propres enfants ? Nous inclinons à penser que le tiers sera de plein droit déchu de l'administration, car le paragraphe 9 de l'article 389 ne fait aucune distinction et dit en termes formels que « l'administration cesse de droit d'appartenir à toute personne... déchue de la puissance paternelle » Mais l'administration légale ne prendra pas fin ; il y aura simplement lieu à nomination d'un nouvel administrateur.

VI. — *Absence déclarée du père ou de la mère du mineur.* — Nous avons déjà dit que des termes employés par le législateur dans l'article 142 du Code civil il résulte que la déclaration d'absence du père ou de la mère a pour conséquence forcée l'ouverture de la tutelle des enfants. (1)

Nous ne reviendrons pas sur les arguments que nous avons déjà fait valoir à l'appui de notre opi-

1. V. Première partie. Chapitre, II Section I. § 3. et deuxième artie. Chapitre II. Section II. § 1.

nion et nous nous bornerons à indiquer ici que le retour de l'absent aurait pour conséquence de mettre fin à la tutelle et de faire revivre l'administration légale.

CONCLUSION

Il est malaisé de se prononcer sur la valeur d'une loi depuis peu entrée en vigueur.

Ce n'est, en effet, que par les difficultés que soulève dans le pratique son application que sont mises en lumière toutes les faiblesses et les lacunes d'une disposition législative.

Or, les décisions rendues par les tribunaux en matière d'administration légale depuis la loi du 6 avril 1910 sont trop peu nombreuses pour qu'on puisse porter sur cette loi un jugement définitif.

Aussi nous bornerons-nous à dire qu'on trouve dans le nouvel article 389 la solution de presque toutes les difficultés dont l'insuffisance de l'ancien texte avait été la source.

La loi de 1910 a mis fin à bien des controverses et la plupart de ses dispositions seront d'une application facile.

Mais il s'en faut de beaucoup qu'elle soit parfaite et elle est loin d'échapper à toute critique.

La réglementation de l'administration légale pré-

sente, en effet, aujourd'hui encore, bien des lacunes : l'administrateur légal est-il tenu de faire inventaire ? Peut-il se rendre acquéreur de biens appartenant à l'enfant ? Quels sont les pouvoirs du tiers chargé d'administrer les biens donnés ou légués au mineur sous la condition que les père et mère n'en auront pas l'administration ? Faute d'un texte suffisamment précis, l'accord n'est pas prêt de se faire sur la réponse qu'il convient de donner à ces différentes questions.

En outre, certaines prescriptions de la loi nouvelle ne constituent pour le mineur que des garanties illusoires : théoriquement, l'administrateur est tenu de solliciter l'autorisation de justice pour aliéner les meubles incorporels d'une valeur excédant 1.500 fr., et pour convertir en titres au porteur les titres nominatifs représentant un capital de même importance ; pratiquement, rien ne lui sera plus facile que se soustraire au contrôle du tribunal : il lui suffira pour cela de procéder à des aliénations et à des conversions successives dont chacune portera sur un petit nombre de titres.

Enfin, la loi de 1910 subordonne, sans nécessité, l'accomplissement de certains actes à l'observation de formalités trop compliquées et trop onéreuses : le partage amiable aurait pu sans inconvénient être autorisé à la condition qu'il fût soumis à l'homologation du tribunal ; de même on aurait pu, sans

danger, donner aux tribunaux le droit d'autoriser l'administrateur légal à aliéner à l'amiable les immeubles du mineur.

S'il l'avait voulu, le législateur aurait pu éviter plusieurs des imperfections que nous venons d'énumérer. Quelques-unes des lacunes et des obscurités du projet de loi avaient été, en effet, signalées à la Chambre des députés, au cours de la séance du 1^{er} avril 1910, par MM. Chaigne, Lefas, Péret et Prache; mais, désireuse de voir enfin aboutir une réforme depuis longtemps attendue, la Chambre passa outre.

Lui reprocherons-nous d'avoir ainsi précipitamment voté une loi qu'elle savait être incomplète et défectueuse? Nous le pourrions sans doute, mais nous n'osons pas le faire, car nous songeons que, si le projet de loi avait été renvoyé à la commission, l'administration légale attendrait peut-être encore la réglementation qui pendant plus d'un siècle lui a fait défaut.

Quelque imparfaite qu'elle soit, la loi du 6 avril 1910 constitue incontestablement un progrès sur la législation antérieure : elle a comblé une des plus graves lacunes de notre Code civil.

Vu : le Président de la thèse,
PLANIOL

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Amy. — L'Administration légale et la loi du 6 avril 1910.

Thèse de Paris, 1911.

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 4^e et 5^e éditions.

Baudry-Lacantinerie. — Précis de droit civil, 6^e édition.

Baudry-Lacantinerie et Cheneaux. — Des Personnes.

Bernard. — Histoire de l'autorité paternelle en France, 1863.

Beudant. — Cours de droit civil français.

Bulletin officiel du Ministère de la Justice. — Année 1880.

Canciani. — *Barbarorum leges antiquæ*, 1871.

Castay. — De l'Administration légale des biens du mineur.

Thèse de Paris, 1905.

César. — *De Bello Gallico*.

Code de Justinien.

Code Théodosien.

Dalloz. — Répertoire et supplément au répertoire.

— Jurisprudence générale.

Demolombe. — Cours de droit civil. 4^e édition.

Digeste.

Duranton. — Cours de droit français, 1844.

Esmein. — Cours élémentaire d'histoire du droit français, 1892.

Fenet. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil, 1836.

- Ferrière (Claude de)*. — Nouvelle introduction à la pratique, 1237.
- Fréminville*. — Traité de la minorité et de la tutelle.
- Fuzier-Hermann*. — Répertoire. V^e Administration légale, 1845.
- Gasnier (François)*. — De la puissance paternelle quant aux biens. Thèse de Paris, 1904.
- Gazette du Palais*.
- Gazette des Tribunaux*.
- Girard*. — Manuel élémentaire de droit romain, 4^e édition.
- Grand Coutumier*. — Édition Dareste et Laboulaye.
- Guy Coquille*. — Les Coutumes du pays et Duché de Nivernais, 1635.
- Institutes de Justinien*.
- Journal des Notaires et des Avocats*.
- Journal officiel*.
- Laurent*. — Principes de droit civil français, 3^e édition.
- Le Poittevin*. — Dictionnaire des parquets et de la police judiciaire. 4^e édition.
- Lois nouvelles (les)*. — Numéro du 1^{er} décembre 1910.
- Loyzel*. — Institutes coutumières.
- Marcadé*. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 6^e édition.
- Mourlon*. — Répétitions écrites sur le premier examen du Code Napoléon, 1866.
- Nouvelles*.
- Oudot*. — Du Droit de famille, 1867.
- Pandectes françaises*.
- Pardessus*. — Loi salique.
- Paul*. — L'Administration légale. Thèse d'Aix, 1902.
- Planiol*. — Traité élémentaire de droit civil, 3^e et 5^e éditions.
- Plessis de Grenédan (du)*. — Histoire de l'autorité paternelle dans l'ancien droit français. Thèse de Paris, 1900.
- Pothier*. — Traité des personnes

Privat. — De l'administration légale. Thèse de Montpellier, 1904.

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts.

Tacite. — De Situ, moribus et populis Germaniæ.

Taisand. — Coutume générale des pays et Duché de Bourgogne, 1747.

Toullier. — Le Droit civil français, 3^e édition.

Valette sur Proudhon. — État des personnes.

Zachariæ (Massé et Vergé). — Le Droit civil français, 1854.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
Considérations générales sur la protection accordée par la loi aux incapables.....	5
Définition et conditions d'existence de l'administration légale.....	9
Nature et caractères de l'administration légale.....	13
Plan.....	18

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

CHAPITRE PREMIER. — Historique de l'administration légale depuis ses origines jusqu'à la promulga- tion du Code civil.....	21
§ 1. — Droit romain.....	21
§ 2. — Droit germanique.....	31
§ 3. — Ancien droit français.....	39
I. — Pays de droit écrit.....	39
II. — Pays de droit coutumier.....	40
§ 4. — Droit intermédiaire et travaux prépara- toires du Code civil.....	46

I. — Période révolutionnaire.....	46
II. — Travaux préparatoires du Code civil.....	51
CHAPITRE II. — De l'administration légale dans le Code civil antérieurement à la loi du 6 avril 1910...	60
<i>Première section. — A qui appartenait l'administra- tion sous l'empire de l'ancien article 389 du Code civil.....</i>	60
§ 1. — Renonciation du père à son droit d'admini- stration.....	62
§ 2. — Cas où le père est indigne d'exercer le droit d'administration légale.....	64
§ 3. — Cas où le père est en état d'absence.....	68
§ 4. — Cas où le père est interdit.....	75
§ 5. — Cas où le père atteint d'aliénation mentale est interné mais non interdit.....	79
§ 6. — Cas où le père est pourvu d'un conseil judiciaire.....	80
§ 7. — Cas où le père et la mère sont divorcés....	80
§ 8. — Cas où le père et la mère sont séparés de corps.....	85
§ 9. — Cas où il y a opposition d'intérêts entre le père et son enfant ou entre deux enfants sou- mis à l'administration légale du même père...	85
§ 10. — Cas d'une donation ou d'un legs fait à l'enfant sous la condition que le père n'aura pas l'administration des biens donnés ou légués.....	89
<i>Section II. — Pouvoirs de l'administrateur légal...</i>	93
Premier système.....	93
Deuxième système.....	95
Troisième système.....	98
Quatrième système.....	99
Cinquième système.....	102
I. — Ventes d'immeubles.....	108
II. — Cession amiable d'immeuble compris dans	

une expropriation pour cause d'utilité publique.....	109
III. — Constitution de droits réels.....	109
IV. — Baux d'immeubles.....	110
V. — Vente de meubles corporels.....	110
VI. — Aliénation de meubles incorporels.....	112
VII. — Renonciation à une succession ou à un legs.....	116
VIII. — Partage.....	117
IX. — Emprunt.....	117
X. — Actions en justice.....	117
XI. — Acquiescement.....	119
XII. — Transaction.....	120
Actes interdits à l'administrateur légal..	121
<i>Section III. — Obligations et responsabilité de l'administrateur légal.....</i>	<i>122</i>
§ 1. — Obligation d'administrer.....	123
§ 2. — Obligation de faire inventaire.....	125
§ 3. — Obligation de rendre compte.....	126
§ 4. — Assimilation de l'administrateur légal au tuteur en ce qui concerne les obligations imposées à ce dernier par les articles 452, 455 et 456 du Code civil et 5 et 6 de la loi du 27 février 1880.	129
<i>Section IV. — Fin de l'administration légale.....</i>	<i>130</i>
APPENDICE. — Administration des biens des enfants naturels.....	131
CHAPITRE III. — Historique de la loi du 6 avril 1910..	133
Nécessité d'une réforme de l'article 389 du Code civil.....	133
Loi du 27 février 1880.....	138
Projet Cazot.....	139
Proposition de loi de M. Bisseuil.....	143
Echec du projet Cazot.....	148
Proposition de loi de M. Levêque.....	151

Proposition de loi de M. Adigard et travaux préparatoires de la loi du 6 avril 1910.....	153
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION LÉGALE DEPUIS LA LOI DU 6 AVRIL 1910

CHAPITRE PREMIER. — Généralités. — Portée des modifications introduites par la loi du 6 avril 1910 dans la réglementation de l'administration légale	163
CHAPITRE II. — A quelles personnes appartient l'administration légale.....	170
<i>Section I.</i> — Cas où l'administration légale est exercée par le père.....	170
<i>Section II.</i> — Cas où l'administration légale est exercée par la mère ou par un tiers.....	173
§ I. — Privation ou déchéance de l'administration légale	174
I. — Déchéance judiciaire de l'administration légale	175
1° Causes de déchéance.....	175
2° Procédure de la déchéance.....	178
II. — Déchéance de droit ou retrait de l'administration légale.....	180
1° Absence.....	181
2° Dation d'un conseil judiciaire.....	183
3° Interdiction.....	184
4° Déchéance de la puissance paternelle.....	187
III. — Effets de la déchéance de l'administration légale	189
1° Fin des pouvoirs de l'administrateur légal.....	189
2° Dévolution de l'administration légale à la mère ou à un tiers.....	192

IV. — Restitution du droit d'administration légale à l'administrateur déchu.....	197
§ 2. — Divorce et séparation de corps.....	198
§ 3. — Opposition d'intérêts entre l'administra- teur légal et le mineur ou entre deux enfants ayant le même administrateur légal.....	201
<i>Section III.</i> — Cas où un tiers administre des biens donnés ou légués à l'enfant sous la condition que les père et mère n'en auront pas l'adminis- tration.....	205
CHAPITRE III. — Pouvoirs de l'administrateur légal..	208
§ 1. — Généralités	208
I. — Uniformité des pouvoirs d'administra- tion reconnus au père, à la mère et à l'admini- strateur <i>ad hoc</i>	208
II. — Pouvoirs du tiers chargé d'administrer les biens donnés ou légués à l'enfant sous la condition que les père et mère n'en auront pas l'administration.....	212
III. — Étendue des pouvoirs de l'administrateur légal. Principe.....	215
§ 2. — Actes que l'administrateur peut faire seul.	218
I. — Actes conservatoires.....	218
II. — Dépenses faites en vue de l'éducation et de l'entretien du mineur.....	219
III. — Exploitation des biens et réparations....	219
IV. — Baux.....	219
V. — Paiements.....	219
VI. — Placement des sommes d'argent.....	220
VII. — Vente des meubles corporels.....	221
VIII. — Aliénation de meubles incorporels d'une valeur n'excédant pas 1500 francs et conversion de titres nominatifs en titres au porteur	221
IX. — Acceptation d'une donation ou d'un legs	

particulier. Renonciation à un legs particulier.....	222
X. — Partage.....	222
XI. — Acceptation et répudiation d'une succession ou d'un legs universel ou à titre universel.....	223
XII. — Procès.....	224
§ 3. — Actes que l'administrateur ne peut accomplir qu'avec l'autorisation du tribunal.....	224
I. — Aliénation des immeubles.....	224
II. — Cession amiable d'immeuble pour éviter une expropriation pour cause d'utilité publique.	225
III. — Constitution de droits réels.....	226
IV. — Aliénation de meubles incorporels et conversion de titres nominatifs en titres au porteur au-dessus de 1500 francs.....	226
V. — Placement des capitaux au-dessus de 1500 francs.....	227
VI. — Emprunt.....	229
VII. — Transaction.....	230
§ 2. — Actes interdits à l'administrateur.....	230
I. — Aliénations à titre gratuit.....	230
II. — Cautionnement.....	231
III. — Compromis.....	231
IV. — Actes que seul le mineur peut accomplir..	231
§ 5. — Actes entre l'administrateur légal et l'enfant.	232
CHAPITRE IV. — Obligations et responsabilité de l'administrateur légal.....	235
§ 1. — Obligation d'administrer en bon père de famille.....	237
1 ^o Etendue de cette obligation.....	237
2 ^o Sanction de l'obligation d'administrer en bon père de famille.....	240
§ 2. — Obligation de convertir les titres au porteur en titre nominatifs.....	244

— 293 —

§ 3. — Obligation de faire emploi des capitaux...	247
§ 4. — Obligation de faire inventaire.....	251
§ 5. — Obligation de rendre compte.....	255
•CHAPITRE V. — Fin de l'administration légale.....	265
I. — Décès de l'enfant.....	267
II. — Majorité de l'enfant.....	268
III. — Émancipation de l'enfant.....	268
IV. — Décès d'un des parents de l'enfant.....	271
V. — Déchéance de la puissance paternelle....	274
VI. — Absence déclarée du père ou de la mère du mineur.....	277
CONCLUSION.....	279
BIBLIOGRAPHIE.....	283

JOUBE ET C^{ie}, 15, RUE RACINE, PARIS. — 2077-13

